



MARDI 11 JANVIER 2022

HOMO STUPIDIENS : l'animal humain est naturellement (génétiquement) stupide. La pensée humaine est à l'origine un instrument de survie essentiellement descriptif : un arbre, un rocher, une montagne, une rivière. L'homme devient « stupidiens » lorsqu'il se croit capable de décrire l'invisible (de l'idiotlogie).

- ▶ **La liberté est la réponse** (Jeffrey Tucker) p.2
- ▶ **Comment maintenir les prix de l'essence bas en bombardant votre station-service** (Ugo Bardi) p.4
- ▶ **Au militant végétarien qui a saoulé tout le wagon-bar** (Didier Mermin) p.7
- ▶ **Une interview sur le site du JDD sur la taxonomie européenne** (Jean-Marc Jancovici) p.10
- ▶ **Méthodes pour préserver les connaissances pour le monde du bois** (Alice Friedemann) p.13
- ▶ **Pourquoi les gens ne font-ils pas « confiance à la science » ?** (Brandon Smith) p.14
- ▶ **<100% idiotlogique> La décroissance est une question de justice mondiale** (Jason Hickel) p.22
- ▶ **Pourquoi les experts ne lèvent pas les yeux sur le progrès ?** (Jem Bendell) p.26
- ▶ **Stroud, le berceau d'Extinction Rebellion** (Biosphere) p.29
- ▶ **Coup de théâtre aux USA. Le directeur du CDC Walensky sur les vaccins Covid : « Ce qu'ils ne peuvent plus faire, c'est empêcher la transmission. »** (Bruno Bertez) p.35
- ▶ **ÉDITORIAL. NOUS SOMMES EN GUERRE. BIEN SÛR. C'EST PARCE QUE VOUS REFUSEZ DE LE VOIR QUE VOUS ÊTES VAINCUS.** (Bruno Bertez) p.36
- ▶ **UN MONDE DE DÉSORDRE CROISSANT** (Bruno Bertez) p.39
- ▶ **Sélection naturelle, immunité et anti-vax** (Biosphere) p.42
- ▶ **NOUVELLES DU COVID...** (Patrick Reymond) p.44

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Alors que les rayons des magasins se vident, les initiés de l'industrie alimentaire préviennent que l'approvisionnement sera encore plus serré dans les semaines à venir** (Michael Snyder) p.46
- ▶ **DÉFAILLANCE : Les services de base et les chaînes d'approvisionnement s'effondrent rapidement dans le monde entier** (Michael Snyder) p.49
- ▶ **Un Great reset parce qu'on arrive au bout du système monétaire international actuel** (C. Sannat) p.52
- ▶ **L'avenir des cryptos sera flamboyant** (Bruno Bertez) p.55
- ▶ **Maillon faible chinois, risques financiers et géopolitiques** (Bruno Bertez) p.57
- ▶ **Face à la hausse des taux, face au resserrement monétaire, faut-il attaquer les Bourses? Oui mais ce sera piègeux !** (Bruno Bertez) p.59
- ▶ **L'année du super milliardaire** (Bruno Bertez) p.61
- ▶ **Pourquoi ne pas éliminer les intermédiaires et élire Pfizer et Merck ?** (Charles Hugh Smith) p.63
- ▶ **La véritable menace pour la démocratie est la corruption de l'inégalité des richesses** (C. H. Smith) p.64
- ▶ **La fin de la monnaie fiduciaire ne détruira pas l'État** (Ryan McMaken) p.68
- ▶ **Coups d'État... pour les nuls** (Bill Bonner) p.71

▲ [RETOUR](#) ▲

AVERTISSEMENT DE JEAN-PIERRE : 1) Je ne crois jamais aux théories du complot, surtout si elles sont mondiales. 2) Je ne crois pas et je n'approuve pas tous les articles que je publie sur mon site internet. 3) Par contre, ce que j'essai de combattre ce sont les « mensonges par omissions ». C'est ce que j'appelle de « la malhonnêteté intellectuelle ».

Pour un maximum d'objectivité, la pensée scientifique essaie toujours de présenter les contre-opinions ou des points de vue opposés dans leurs articles, ce que ne fait pas toujours (ou même rarement) les médias de masse.

Je fais la promotion de ce que l'on appelle « la pensée critique ».

VACCINS ANTI-COVID : Contrairement à ce qui est affirmé quotidiennement, le vaccin n'est pas sûr. Il existe une base de données des **Centers for Disease Control and Prevention** sur les effets indésirables. Au 7 novembre 2021, 2 725 582 événements indésirables ont été signalés dans 634 609 rapports d'événements indésirables, dont **8284 décès, 9 726 événements mettant la vie en danger, 9 580 invalidités permanentes, 363 anomalies congénitales ou malformations congénitales, 38 818 hospitalisations, 79 615 visites aux urgences et 121 100 consultations chez le médecin, attribués aux vaccins covids.** Il ne s'agit là que des risques que nous connaissons à ce jour. *Personne ne sait quels seront les effets indésirables dans un, cinq ou dix ans. Ils ne sont pas approuvés par la FDA, mais ont seulement une autorisation d'urgence.*


.La liberté est la réponse
Jeffrey Tucker 8 janvier 2022
DAILY RECKONING



Je regarde à nouveau les sondages sur la popularité de Biden. Ils sont choquants, voire dévastateurs.

Nous sommes face à un écart de près de 12 points entre l'approbation et la désapprobation. Je suppose que la réalité est bien pire, étant donné que chacun sait ce que l'on est censé dire aux sondeurs. Ils ne cherchent pas la désapprobation. Ils cherchent l'adhésion. Le fait que tant de personnes soient prêtes à dire ce qu'elles pensent est frappant.

Pour moi, ces chiffres représentent bien plus que l'impopularité d'un seul homme. Ils ne sont qu'un signe - léger mais que nous pouvons voir - de quelque chose de bien plus fondamental qui se passe.

Ce que nous voyons ici est une perte de confiance profondément dangereuse, non seulement dans le gouvernement, mais dans tout, y compris la technologie, les médias, les experts en général, et une perception culturelle croissante que la vérité ne nous est plus accessible.

Nous vivons au milieu de la montée du chaos informationnel, les derniers stades de ce que Robert Malone a appelé la *psychose de formation de masse*. On ne peut pas savoir à l'avance où cela aboutira, mais il ne fait plus de doute que quelque chose se prépare et nous frappera très fort.

Je suis toujours étonné que tout cela soit arrivé en seulement deux ans. Nous sommes passés d'un sentiment de paix, de prospérité et de contentement à l'absolutisme et au chaos si rapidement. Chaque fois que cela semblait se

terminer, il y a eu une nouvelle série d'horreurs.

Et à l'heure où j'écris ces lignes, la nation est submergée par la maladie, malgré toutes les mesures, les vaccinations, les obsessions, les atténuations avec des masques et tout le reste. Tout cela a échoué.

Quelle est la suite ?

La pandémie se terminera comme toujours : avec l'arrivée de l'immunité collective. C'est à ce moment-là que le virus devient une partie normale de la vie, se reproduisant avec d'autres virus et devenant normal et saisonnier comme toute maladie.

Mes experts me disent que nous sommes à environ un mois de ce stade dans le Nord-Est, mais qu'il n'a pas encore fait son apparition dans le Sud, qui pourrait connaître un printemps et un été difficiles.

Quoi qu'il en soit, elle prend fin, avec ou sans vaccination. Ce qui ne prend pas fin aussi facilement, c'est l'étatisme, la surveillance, le despotisme, le besoin de contrôler, les règles, la menace que tout cela puisse se reproduire.

Se débarrasser de la pandémie est une chose dont la nature se charge. Se débarrasser des contrôles de la pandémie et de l'envie de matraquer les gens pour qu'ils se conforment est une tâche beaucoup plus difficile. Elle ne sera probablement pas accomplie par un mouvement politique.

La réponse sera probablement liée à la non-conformité. De nombreuses personnes en sont déjà là. Ils ont fini d'obéir. Beaucoup de gens ont quitté leur emploi. Ils ont déménagé. Ils ont bouleversé leur vie de manière choquante. Ils ont complètement repensé leurs relations avec les institutions et les dirigeants civiques. Et ils sont prêts pour quelque chose d'entièrement nouveau.

Le psychologue qui est le plus grand spécialiste mondial de la psychose de formation de masse a dit quelque chose d'intéressant dans une interview récente. Il s'agit du **Dr Mattias Desmet**, de l'université de Gand. Il affirme que la réponse ne consiste pas simplement à revenir à la normale dont nous jouissions auparavant. C'est cette ancienne normalité qui a préparé le terrain pour le bouleversement. Nous ne pouvons pas revenir en arrière, car nous risquerions alors de répéter ce que nous venons de vivre.

Au lieu de cela, dit-il, la culture entière et tous les pays doivent découvrir une nouvelle façon de vivre et de penser, une nouvelle relation avec nos dirigeants civiques et une nouvelle relation les uns avec les autres. Il refuse de dire précisément à quoi cela ressemble.

Je le dirai, cependant.

La liberté est la réponse

Elle doit être enracinée dans les traditions de la liberté. Nous devons apprendre à trouver le bonheur dans le choix humain, la tolérance et la paix avec nos voisins. Nous devons à nouveau trouver la joie dans le travail et l'épanouissement dans la prospérité et la santé.

C'est un exercice de reconstruction qui occupera la majeure partie du reste de nos vies.

Il devra probablement se dérouler au milieu d'une **crise économique croissante**. L'inflation pourrait se calmer un peu au premier trimestre, mais l'argent qui circule dans le pays et dans le monde doit bien finir quelque part.

Il finira par se convertir en un niveau de prix bien différent de celui que nous connaissons actuellement. Toutes nos économies sont en danger. Toutes les choses que nous considérons comme acquises par le passé pourraient

être remises en question, les gens cherchant désespérément une issue.

En quoi pouvons-nous avoir confiance ?

Les gens se sont masqués. Ils ont pris leurs distances. Ils ont réduit leurs activités sociales. Ils ont respecté les piqures, une, puis deux, puis le rappel. Ils ont tout fait correctement. Et ils ont quand même attrapé le virus.

Il est impossible de sous-estimer les implications de ceci pour des millions de personnes. Ils ont fait confiance aux experts. Les experts avaient tort. Maintenant, les gens doivent se demander ce qui va suivre.

Par-dessus tout, il s'agit de retrouver la santé. Mangez bien. Faites de l'exercice. Prenez le soleil. Arrêtez la malbouffe. Concentrez-vous sur les éléments fondamentaux. Mangez des produits frais. Restez aussi peu stressé que possible. Arrêtez de jouer avec des substances qui ne sont pas bonnes pour la santé. Si nous avons vraiment tous l'intention de vivre au-delà de 80 ans, nous allons devoir repenser de nombreux aspects de notre vie.

En outre, certains des observateurs culturels les plus avisés prédisent un retour généralisé à la foi religieuse. Malheureusement, **beaucoup des institutions religieuses de notre passé ont acquiescé à la tyrannie**. Elles n'ont pas résisté. Elles ont même prêché la conformité aux pratiques poussées par Fauci et d'autres, abandonnant leur leadership dans le domaine spirituel.

Celles qui n'ont pas résisté sont les excentriques, les Amish, les Juifs orthodoxes et les évangéliques indépendants. Ils ont conservé leur intégrité. Ils sont susceptibles de prospérer à l'avenir.

...

Je n'ai jamais voulu vivre dans un monde avec une perte de confiance massive dans tout ce que tant de générations ont travaillé si dur pendant si longtemps pour construire. Mais c'est là où nous sommes. L'heure est à la résilience et à la force d'âme, et à toutes les autres vertus que nous ont enseignées les anciens.

Malgré toutes nos technologies et commodités modernes, ce qui nous sauvera en fin de compte, ce ne sont pas nos gadgets, mais nos valeurs.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Comment maintenir les prix de l'essence bas en bombardant votre station-service

Ugo Bardi Lundi 10 janvier 2022

The Seneca Effect

Increases are of Sluggish Growth,
But the Way to Ruin is Rapid



Un avion de chasse italien (notez les symboles "fasci" sur les ailes) abattu en Angleterre en novembre 1940 pendant la campagne de bombardement montée par l'armée de l'air italienne pendant la Seconde Guerre mondiale (source). Envoyer des biplans obsolètes à cockpit ouvert contre les Spitfires britanniques modernes est l'un des exemples les plus flagrants d'incompétence militaire de l'histoire. Entre autres choses, cette vieille tragédie peut nous donner des indices sur la situation actuelle dans le monde et, en particulier, sur les raisons pour lesquelles les consommateurs de combustibles fossiles ont tendance à bombarder leurs fournisseurs.

En Europe, tout le monde n'a pas encore compris ce qui se passe exactement avec les prix du gaz, mais les conséquences pourraient être lourdes. Pendant un bref moment, les prix ont augmenté d'un facteur dix par rapport à ce qui était considéré comme "normal". Puis, les prix ont baissé, mais restent encore bien plus élevés qu'avant. Cela se reflète directement sur les prix de l'électricité et c'est non seulement traumatisant pour les consommateurs, mais aussi pour la compétitivité de l'industrie européenne.

Alors, que se passe-t-il ? Comme d'habitude, les interprétations fusent dans la mnésphère : ces méchants Russes, la conspiration des Américains, tout est la faute de ces affreux Verts qui ne veulent pas d'énergie nucléaire, le lobby financier qui conspire contre les gens, etc.

Laissez-moi essayer une approche un peu différente. Je vais comparer la situation actuelle avec celle des années 30 en Europe. À l'époque, les combustibles fossiles étaient déjà fondamentaux pour le fonctionnement de l'économie, mais le charbon était la ressource véritablement critique : ce n'est pas pour rien qu'on l'appelait "King Coal".

La révolution du charbon avait commencé à apparaître en Europe au 19e siècle. Les pays qui disposaient de grandes réserves de charbon - l'Angleterre, l'Allemagne et la France - ont pu commencer leur révolution industrielle. D'autres ont été coupés de la manne : le manque de charbon a été la principale cause du déclin des pays du sud de la Méditerranée. L'empire turc, "l'homme malade de l'Europe", n'était pas vraiment malade, il était affamé. De charbon.

Mais il n'était pas strictement nécessaire d'avoir des mines de charbon pour s'industrialiser : on pouvait le faire en important du charbon des pays producteurs. Les voiliers pouvaient transporter du charbon à faible coût un peu partout dans le monde, mais le problème était de le transporter à l'intérieur des terres. Le charbon est encombrant et lourd, le seul moyen d'y parvenir est de disposer d'un bon réseau de voies navigables. Et cela dépend du climat : les pays du sud de la Méditerranée sont trop secs pour en disposer. Mais les pays du nord de la Méditerranée disposaient du réseau et pouvaient s'industrialiser : c'était le cas de l'Italie du Nord.

L'Italie a connu sa révolution industrielle beaucoup plus tard que les pays d'Europe du Nord, mais a réussi en utilisant le charbon britannique. Le résultat est que l'Italie était dépendante du charbon britannique pour la survie de son système industriel. Ce n'était pas un problème tant que les deux pays étaient amicaux l'un envers l'autre. Malheureusement, comme cela arrive souvent dans la vie, l'argent peut prendre le pas sur l'amitié.

Au début des années 1920, la Grande-Bretagne a constaté qu'elle ne pouvait plus augmenter sa production de charbon, ce qui a bien sûr entraîné une réduction des exportations. À cette époque, personne ne pouvait comprendre comment l'épuisement des ressources affecte la production (ce n'est même plus le cas aujourd'hui). La plupart des Italiens ont donc considéré la réduction de l'approvisionnement en charbon de la Grande-Bretagne comme une attaque géopolitique délibérée. Il s'agissait d'une stratégie

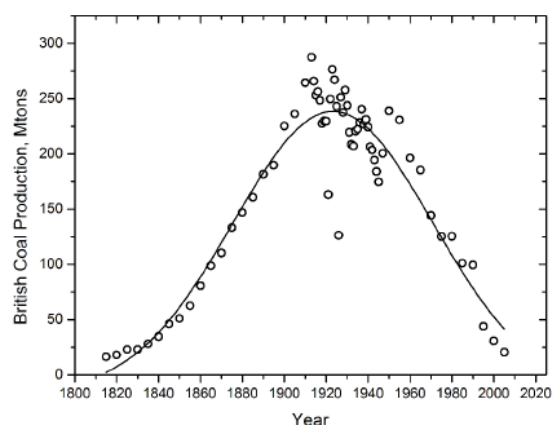
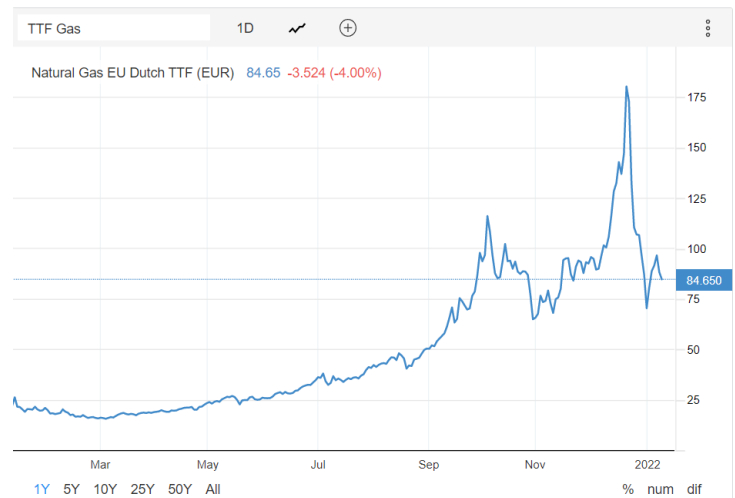


Figure 1. British coal production from 1815 to 2004. The data from 1815 to 1860 are from Cook and Stevenson, 1996. The data from 1860 to 1946 are from Kirby 1977; the data from 1947 up to present are from the British Coal Authority (accessed 2006). The production data are fitted with a Gaussian function which approximates the Hubbert curve. The maximum historical production is in 1913 with 287 M tons, the maximum of the fitting curve is in 1923.

maléfique de la ploutocratie décadente appelée la Perfide Albion, spécifiquement conçue pour nuire aux jeunes pays du sud en pleine croissance.

La conquête italienne de l'Éthiopie a été le tournant de la lutte. La Grande-Bretagne réagit en arrêtant les exportations de charbon vers l'Italie. Cette mesure, ainsi que d'autres sanctions économiques internationales, pousse l'économie italienne, déjà affaiblie par le coût de la guerre, au bord de l'effondrement. Dans cette situation, les événements se déroulent comme si une prophétie écrite depuis longtemps s'était réalisée. L'Italie doit dépendre de plus en plus du charbon allemand, ce qui a des conséquences politiques évidentes.

La tragédie s'est terminée en farce avec de vieux biplans italiens qui ont tenté de bombarder la Grande-Bretagne pour la soumettre en 1940. La campagne n'a duré que deux mois, puis elle a été abandonnée après que le contingent italien eut subi de lourdes pertes. Ce n'était pas seulement une bétise tactique, mais un désastre stratégique puisqu'elle a donné aux Britanniques et à leurs alliés une excuse pour bombarder l'Italie à volonté. Ce qu'ils ont fait, avec beaucoup de succès.

Ce qui est curieux dans cette campagne désastreuse, c'est qu'elle a inauguré une tradition : bombarder son fournisseur de combustibles fossiles. Cela s'est produit à plusieurs reprises : en août 1941, les Britanniques ont attaqué et bombardé l'Iran pour sécuriser les puits de pétrole iraniens. Ils ont eu beaucoup plus de succès que les Italiens contre la Grande-Bretagne et l'Iran s'est rendu en moins d'une semaine. La même année, en novembre, les Japonais ont tenté le même coup en bombardant les États-Unis, leur principal fournisseur de pétrole. L'attaque japonaise sur Pearl Harbor fut un succès tactique, mais un désastre stratégique majeur, comme nous le savons tous.

Après la Seconde Guerre mondiale, la "Doctrine Carter" impliquait la valeur stratégique des producteurs de pétrole du Moyen-Orient. L'un des résultats a été le bombardement prolongé de l'Irak à partir de 1991, toujours en cours par intermittence. D'autres fournisseurs de pétrole bombardés par les États occidentaux ont été la Libye et la Syrie.

En bref, la tradition consistant à bombarder ses fournisseurs de combustibles reste bien vivante. Le fait qu'elle puisse accomplir quelque chose de mieux que la tentative désastreuse de l'Italie en 1941 est pour le moins discutable. Après tout, cela revient à faire exploser la station-service de votre quartier pour obtenir l'essence dont vous avez besoin, mais c'est ainsi que semble fonctionner l'esprit humain.

Donc, sur la base de cette tradition historique, essayons de construire un récit sur ce qui se passe, en ce moment, avec l'approvisionnement en gaz de l'Europe. C'est facile : il suffit de traduire les rôles que certains pays avaient dans les années 1930 avec ceux d'aujourd'hui. Voici les correspondances ;

Charbon --> Gaz naturel

Italie --> Europe

Grande-Bretagne --> Russie

Allemagne --> États-Unis

La correspondance est très bonne : nous avons un consommateur d'énergie fossile (maintenant l'Europe, puis l'Italie) qui est militairement faible, mais qui menace le fournisseur (maintenant la Russie, puis la Grande-Bretagne) d'une action militaire malgré la supériorité évidente de ce dernier. Le consommateur faible (Italie/Europe) pense qu'il peut s'en tirer avec cette stratégie suicidaire parce qu'il a le soutien d'un allié puissant (maintenant les États-Unis, puis l'Allemagne).

Tout comme la Grande-Bretagne l'a fait en 1936 pour l'Italie, la Russie semble avoir réduit l'approvisionnement en gaz de l'Europe. Dans les deux cas, le résultat a été/est une crise dans l'économie des consommateurs. Comme cela s'est produit à la fin des années 1930, l'allié le plus fort vient à la rescousse : en 1936, l'Allemagne a commencé à fournir du charbon à l'Italie par voie ferroviaire, aujourd'hui les États-Unis envoient du gaz cryogénique en Europe - ce sont deux méthodes de transport coûteuses, mais qui permettent au fournisseur d'accéder à un marché qui aurait été stérile, si ce n'était pour des raisons politiques. Et devenir le client d'un pays militairement puissant a un coût politique.

La correspondance est si bonne que la situation actuelle pourrait facilement évoluer vers un résultat similaire à celui de 1941, l'Europe faisant quelque chose de complètement idiot : attaquer la Russie, en espérant le soutien du puissant allié américain. (De plus, traditionnellement, l'attaque de la Russie se fait en hiver : qu'est-ce qui pourrait mal tourner ?)

Une conclusion de cette histoire est que **les humains ont toujours tendance à aggraver les problèmes majeurs auxquels ils sont confrontés**. En dehors de cela, il existe peut-être un scénario alternatif qui pourrait éloigner l'Europe de la perspective de l'anéantissement nucléaire : peut-être pouvons-nous apprendre quelque chose de l'expérience italienne.

En 1936, pendant l'embargo sur le charbon imposé par la Grande-Bretagne, l'Italie a mené une tentative de réduction de sa consommation de combustibles fossiles, baptisée "autarcie" (Autarchia). Elle se fondait sur les technologies renouvelables disponibles à l'époque et comportait quelques idées folles, comme la fabrication de semelles de chaussures en carton et de robes en fibre de verre. Mais, dans l'ensemble, l'idée de s'appuyer autant que possible sur des produits nationaux et locaux était tout à fait sensée. Cela n'a pas fonctionné, principalement parce que le gouvernement a dilapidé les ressources italiennes dans des guerres inutiles, mais, qui sait ? Aujourd'hui, cela pourrait mieux fonctionner si nous ne commettons pas la même erreur.



▲ [RETOUR](#) ▲

.Au militant végétarien qui a saoulé tout le wagon-bar

Didier Mermin 10 janvier 2022

<https://onfonedanslemur.wordpress.com/>



Peut-on sérieusement « réfuter » un tissu de sarcasmes ? Endossant le personnage du schtroumpf à lunettes dans un [article lourdinque de 3300 mots](#), c'est exactement ce qu'a voulu faire Mr Mondialisation.

Persuadé que la bataille des idées se joue à long terme, votre serviteur estime qu'il est vain et même stupide de vouloir « *réfuter* » un texte qui enfile des sarcasmes comme des perles. Qu'elles comportent ou non une « *part de vérité* », qu'elles soient ou non des contre-vérités, les moqueries ne sont pas choses sérieuses (eu égard aux vraies idées), de sorte qu'il est ridicule de vouloir **sérieusement** les « *réfuter* ». Elles relèvent de la guéguerre qu'on se livre sur les réseaux sociaux, et la meilleure réaction qu'on puisse avoir, quand on s'en trouve la victime, c'est d'oublier l'affront.

Mais ce n'est pas cette option qu'a retenue Mr *Mondialisation*, notre preux chevalier toujours à la pointe du combat pour « *sauver la planète* » : trois ans après un [post anti-végan sur FB](#) qui a fait et fait encore le buzz, (5600 commentaires, 8200 partages, une belle performance pour un auteur qui ne compte que 1200 abonnés), le site écolo a choisi de « *réfuter* » dix de ses « *arguments* ». Ce faisant, **l'essentiel lui a échappé**, tant il est évident que ce post donne dans l'émotion, et **l'émotion, c'est quelque chose qui ne se réfute pas, c'est un phénomène**. Au demeurant, les prétendues « *réfutations* » conduisent simplement à **redire** qu'on est en train de détruire la biosphère, alors que le post ne prétend pas le contraire : ce n'est pas sa cible de contester la parole du Grand Schtroumpf, même si celle-ci passe à l'as dans l'opération. Les « *arguments* » de ce petit pamphlet n'étant pas à prendre au sérieux, son seul et vrai message, (à ranger dans les attaques *ad hominem*), se réduit au fait que les végétariens sont « *souilants* ». Nous sommes mille fois d'accord : végétariens et antisémites **communiquent très mal** et jouent contre la cause animale, car ce sont des fanatiques qui prêtent le flanc à la caricature. (Tous ne sont pas fanatiques, certes, mais les autres ne font pas parler d'eux.)

Cette histoire est révélatrice d'un phénomène probablement universel : on ne critique jamais les fanatiques de son propre camp, on les excuse et on fait alliance. C'est bien dommage car, contrairement aux esprits critiques qui se laissent facilement oublier, les fanatiques n'ont pas d'autre objectif que d'imposer leur présence et de nuire aux débats.

Pour résumer, ce post n'est qu'une « *bonne claque* » adressée aux végétariens (fanatiques), et c'est sans doute ainsi que l'ont (bien) perçu les milliers d'internautes qui l'ont partagé. Une claque non pertinente en tant que critique, mais efficace en terme de transmission (virale). C'est ainsi que ça marche, on n'y peut rien, et ce n'est pas près de changer. On a d'ailleurs la preuve, qu'au III^{ème} siècle de notre ère, les païens se moquaient des chrétiens [en les traitant d'anolâtres](#), les adorateurs d'un âne ! Le phénomène ne date pas des « *réseaux sociaux* ».

Enfin bref, **votre serviteur exécrant par-dessus tout les fanatiques**, il se fait un malin plaisir à partager le post, bien que son auteur ne soit pas de son bord politique. (Ce sera l'exception qui confirme la règle, on ne pactise pas avec les ennemis idéologiques.)

« Message à l'attention du militant végétarien qui a saoulé tout le wagon-bar du train ce matin.

Je ne te reproche pas d'être névrosé au point de faire bouffer à ta famille de la chlorophylle par kilos entiers, ni même de surjouer ton dégoût au point de faire comme si tu étais à la morgue devant le corps d'un proche à la vue d'un jambon beurre. Je ne te reproche pas non plus de t'indigner davantage de l'élevage de poules pondeuses que des camps de concentration en Corée du Nord.

En réalité je t'en veux parce que d'abord tu m'as gavé pendant 2h dans ce train bondé, mais surtout parce que tu voudrais que tout le monde adopte ton régime alimentaire de lapin de Garenne et ton éthique en bois. Je suis désolé de ne pas pousser des cris à la vue d'une paire de chaussures en cuir, de ne pas signer de pétition demandant la criminalisation du métier de fourreur, ou encore de ne pas me couvrir de cendres en signe de pénitence à chaque fois que j'écrase un scarabée. Je suis désolé d'être plus choqué par les images de massacres au Yémen que par une photo d'un étal de poissonnier. Excuse-moi de ne pas verser de larme quand je pense aux canaris en cage ni de vomir devant du boudin noir.

Depuis que l'homme est homme il bouffe de la viande, et je ne comprends pas quel genre de gourou a pu te convaincre un jour que tu étais plus malin que les plus de cent milliards d'hommes qui ont vécu sur terre avant nous. La plus petite dose d'humilité mélangée à la plus petite portion de réalisme devrait te persuader du contraire. L'humilité pour te convaincre que tu ne changeras pas l'humanité avec tes discours en carton dans un wagon restaurant, et le réalisme pour te persuader que tout ce que tu gagnes dans l'histoire, c'est ton teint blafard et ta santé de chèvre pakistanaise en période de sécheresse.

Tu ressembles à [Aymeric Caron](#) mon vieux !

*Ce que tu gagnes aussi c'est que **je pense que la plupart des mecs présents ce matin dans le wagon ont dû filer au Mac Do en sortant pour se gaver de viande** malgré l'heure matinale de tes éructations végétariennes. Tu as la mort d'une demie vache sur la conscience mec !*

Comme je suis d'humeur diplomate, je ne vais pas me contenter de t'insulter même si tu le mérites mais je vais te poser quelques questions qui peut-être te feront réfléchir.

1- Si la vie d'une putain de guêpe vaut autant que celle de ton gosse, que fais-tu si une de ces saloperies le pique ? Tu la laisses finir ou tu la défonces comme n'importe quel être normalement constitué depuis la nuit des temps ?

2- La science nous permet aujourd'hui de savoir que les animaux sont des êtres sensibles j'en conviens. Mais qui nous dit que la Science n'avancera pas aussi demain sur la sensibilité des plants de tulipe, de la vigne vierge ou de la laitue ? Que boufferas tu alors ? De la caillasse ?

3- Que fait-on avec les animaux qui bouffent d'autres animaux ? On les punit pour qu'ils arrêtent ? On leur explique que c'est pas bien et que la roquette et la batavia c'est plein de fer ?

4- Pourquoi, alors que tu es persuadé que l'élevage n'est ni plus ni moins qu'une forme de régime concentrationnaire, ne t'élèves tu pas avec plus de force et de courage contre cette abomination ? Si vraiment tu considérais au fond de toi qu'un bac de crevette au super marché est une sorte de génocide des temps modernes, ne penses-tu pas que tu ne te contenterais pas de ne pas en manger pour lutter contre ce crime contre la crevetité ?

5- As-tu conscience que chaque jour tu provoques toi aussi un génocide de bestioles sur le pare-brise de ta voiture ? Comment vis tu avec ça ?

6- Sais-tu qu'en bouffant de la salade tu privas des limaces et autres escargots de leur habitat naturel ?

7- Prends tu la mesure que la putain de veste végan que tu as offert à ta femme n'a certes pas été faite dans du cuir de vache mais a certainement été assemblée par un indien de 12 ans payé 3 dollars par mois ?

Voilà de quoi réfléchir en regardant pousser les céréales bio que tu as dû planter sur la terrasse de ton beau quartier parisien.

Alors si par hasard on se croise à nouveau dans ce train, s'il te plaît, ferme bien le sac à compost qui te sert d'orifice buccal pour éviter de réveiller chez moi d'autres penchants que mon goût pour la bidoche. Et n'oublie surtout pas que tu auras beau essayer de modifier la chaîne alimentaire, à l'arrivée, quand tu seras passé de vie à trépas, elle reprendra ses droits et te fera comprendre de la plus poétique des manières que ton combat est inutile, en envoyant une colonie d'asticots manger de la viande... ta viande. »

[Signé [Jean-Baptiste Doat](#)]

Le mot de la fin : votre serviteur s'est fait bannir de la page de *Mr Mondialisation* pour un commentaire de trop. On les comprend. Ce n'était pas le premier, et personne n'aime se faire critiquer. Surtout quand on croit que [l'avenir du monde dépend de soi](#).

▲ [RETOUR](#) ▲

[Une interview sur le site du JDD sur la taxonomie européenne](#)

Jean-Marc Jancovici, Interview parue sur le site du [Journal du Dimanche](#) le 9 janvier 2022



Comme d'habitude, le chapô précédent l'interview, que je reproduis ci-dessous, est de la rédaction du journal et non soumis à relecture, tout comme le titre. Le texte de l'interview ci-dessous est celui, relu et amendé, que j'ai envoyé au journal. Entretien réalisé par Marianne Enault.

L'Union européenne s'apprête à inclure le nucléaire parmi les énergies de transition, dans le cadre de la taxonomie verte, avec pour objectif d'atteindre la ~~neutralité carbone~~ en 2050. Ingénieur et président du Shift Project, un think tank pour une économie décarbonée, Jean-Marc Jancovici rappelle que la fission ne produit pas de CO2 et revient sur les différents scénarios énergétiques pour la France. Pour lui, « le nucléaire doit contribuer à la décarbonation » quand, à l'inverse, il juge que tout miser sur les énergies renouvelables est un pari risqué ».

La Commission européenne souhaite inclure le nucléaire dans les énergies vertes, qu'en pensez-vous ?

La taxonomie est une tentative de la Commission européenne, démarrée il y a quatre ans, de fournir au monde financier quelque chose à la fois simple et juste – et c'est une gageure – pour leur permettre d'avoir une mesure de la compatibilité de leurs investissements avec un monde qui se décarbone. Il y a deux manières de voir le problème. La première est de considérer chaque investissement et de s'interroger sur le fait de savoir si le monde est moins carboné après cet investissement. Par exemple, si vous construisez une usine pour vendre en Europe des voitures électriques qui vont remplacer des voitures à essence, cela va effectivement faire baisser les émissions de CO2 dans l'Union européenne. Mais si vous construisez une usine identique en Chine pour ajouter des voitures électriques aux voitures existantes, les émissions globales augmentent.

Avec cette méthode, [il n'existe pas de secteur vert ou pas vert](#). Je peux par exemple améliorer le fonctionnement d'une centrale à charbon et ainsi faire baisser les émissions, et à l'inverse je peux investir dans l'éolien en plus de ce qui existe déjà et augmenter alors – même peu – les émissions. Mais si la Commission européenne avait retenu cette approche, cela aurait demandé un effort énorme au monde financier, qui aurait dû analyser investissement par investissement la pertinence de faire.

Elle a donc retenu une autre option, qui consiste essentiellement à étiqueter des objets comme verts ou pas verts, et parfois quelles que soient les conditions de leur déploiement. La limite de cette approche est que plein de secteurs sont hors nomenclature : si j'investis dans une usine de cannes à pêche ou de casseroles, est-ce que c'est

vert ? La taxonomie ne vous le dit pas. En revanche, le secteur énergétique est entièrement couvert, et toutes les énergies renouvelables (ENR) sont vertes, par exemple. Comme évoqué plus haut cela peut toujours se discuter : si vous utilisez de l'éolien et du solaire, c'est mieux que du gaz, mais c'est moins vert que le nucléaire, car il faut plus de métaux, plus de place et plus de matériaux pour ces ENR.

Et pour le nucléaire ?

La Commission a été hésitante car elle avait inscrit comme principe dans cette taxonomie le « Do no significant harm ». Ce principe consiste à dire que vous devez améliorer l'indicateur principal (le CO2) sans faire du mal en dehors. *Stricto sensu*, c'est impossible, car **toute activité humaine a des contreparties et des effets indésirables**. Cet indicateur ne peut être utilisé que de manière conventionnelle – et donc éventuellement « politique », et non scientifique. Si l'on regarde les faits, le nucléaire doit contribuer à la décarbonation.

Pourquoi ?

La fission ne produit pas de CO2. L'énergie nucléaire est très concentrée, et utilise de très petites quantités de matière. Fissionner un gramme d'uranium libère autant d'énergie que de brûler une tonne de pétrole. C'est donc un million de fois plus économe en masse que les combustibles fossiles. Les installations – centrales certes, mais aussi mines et infrastructures de transport – sont donc en plus petit nombre, et il y a beaucoup moins d'emprise au sol.

La fission produit certes des déchets, mais en faible quantité. Les analyses scientifiques nous disent que le nucléaire est l'énergie qui représente le moins d'externalités environnementales et sanitaires quand on compare aux autres énergies. Et donc, si l'on se place d'un point de vue scientifique, pourquoi le nucléaire ne serait-il pas vert ? La Commission européenne a donc raison de dire que le nucléaire fait partie des énergies éligibles.

Mais peut-on vraiment parler d'énergie de transition quand on sait le temps que prend le lancement d'une nouvelle centrale ? Nos objectifs climatiques sont fixés à 2030 et 2050...

Si on dit que c'est une énergie de transition jusqu'en 2050, cela revient à dire que c'est une énergie durable ! Et les engagements politiques à 2050, tout le monde comprend que ça n'engage à rien... Le point important est de dire que tout de suite, maintenant, le nucléaire se situe du bon côté de la barrière.

Cela signifie-t-il qu'il faut construire d'autres centrales en France ?

Rappeler les caractéristiques physiques du nucléaire n'implique rien du tout sur le rythme de construction. Mais il faut rappeler les enjeux : l'Union européenne s'est engagée à la neutralité carbone en 2050. En pratique, cela veut dire qu'il faut baisser les émissions de gaz à effet de serre de 5% par an au moins, soit au même rythme que ce que nous avons eu la première année du Covid en 2020. Un monde qui atteint la neutralité carbone, c'est donc un monde dans lequel on a un Covid supplémentaire par an <sans retour à la normale (pib) chaque année> ! Le progrès technique ne sera pas à même d'assurer cette baisse seul, et donc, **cela revient à une économie en contraction de 3% à 4% par an <et sans qu'aucun autre pays n'en profite pour améliorer son niveau de vie avec les richesses que nous laissons derrière nous.>** C'est ça que veut dire l'Accord de Paris.

Après, le monde étant fini, la seule question est de savoir si nous faisons tout de suite un énorme effort de sobriété, ou si nous attendons que les pénuries et les pathologies régulent le système pour nous. Il faut se poser cette question. Et, dans ce contexte, le nucléaire nous aide. Se passer du nucléaire augmente la difficulté à résoudre le problème d'ensemble. Les différents scénarios établis par RTE offrent une conclusion assez simple : moins on fait de nucléaire et plus on se complique la vie.

Faut-il développer des petits réacteurs, les fameux SMR ?

Les petits réacteurs modulaires vont-ils beaucoup changer la donne dans les trente ans qui viennent ? La réponse est non. Ce qui changera la donne c'est de prolonger l'existence des centrales en fonctionnement – donc de ne pas les fermer prématurément pour des raisons non techniques, comme on l'a fait pour Fessenheim – et mettre en chantier des unités de puissance le plus vite possible. Si les Français ne savent plus les construire, nous pouvons envisager de nous faire aider par d'autres ! Les Chinois et les Russes seraient sûrement ravis. Mais il serait bon de compter sur nos propres forces.

Comment envisager un réseau européen quand les choix dans chaque pays sont si différents les uns des autres ?

Chacun tire dans son coin en comptant sur les autres pour être sortis du besoin si jamais il s'avérait qu'il a fait les mauvais choix. Les Belges voudraient fermer leurs centrales nucléaires en comptant sur des importations d'électricité quand ils en auront besoin, un peu comme les Espagnols. Les Allemands comptent sur le gaz russe. Dans le rapport RTE, **plus il y a de renouvelables et plus on prend de paris <perdants>**. D'abord celui d'avoir des interconnexions avec les voisins beaucoup plus importantes qu'aujourd'hui. Cela veut dire construire des infrastructures physiques, mais aussi que les voisins aient des capacités pilotables capables d'être actionnées quand nous avons besoin d'importer de l'électricité.

Il y a aussi la question du stockage : ce ne sont pas les batteries seules qui vont nous aider : il faut des dispositifs avec du gaz de synthèse, dont le rendement de fabrication est très mauvais (il faut donc produire 3 à 4 fois plus d'électricité que celle qui sera restituée après stockage). Il faut enfin installer des puissances très importantes car vent et soleil sont rarement disponibles au maximum. Or, dès à présent le rythme d'installation de l'éolien en Allemagne et en Grande-Bretagne a baissé par rapport au maximum atteint en 2018. Moins on fait de nucléaire, plus on prend le pari de ne pas y arriver avec les énergies renouvelables, avec comme risque de ne plus avoir d'électricité du tout pour certains consommateurs à certains moments.

Rappelons que le monde moderne est totalement dépendant de l'électricité : sans elle, il n'y a plus d'argent, plus de transports, plus de communications... Un monde dans lequel la prévisibilité de l'électricité devient plus faible est un monde qui se désorganise. Si on fait le pari de ne pas accélérer autant qu'on le pourrait sur le nucléaire et de miser sur le renouvelable, si jamais ce pari ne réussit pas – et il y a beaucoup d'éléments contre lui –, vous vous retrouvez dans un monde moins approvisionné et instable.

Peut-on miser sur le fait que le prix des ENR va encore baisser ?

Le prix des ENR ayant beaucoup baissé, il est tentant de penser que nous allons pouvoir en mettre partout. Mais pour recourir aux ENR, il faut beaucoup de métaux, beaucoup de ciment, beaucoup de surface. Le prix d'aujourd'hui ne vous dit rien sur la facilité physique à faire demain. Leur prix a baissé car on a mis la mondialisation fossile au service de la production de panneaux solaires et d'éoliennes. **Mais si demain, il n'y a plus de diesel pour opérer les mines, plus de charbon pour affiner les métaux, plus de porte-containers pour faire venir les panneaux solaires de Chine, je ne suis pas certain que le prix des ENR va rester là où il est.** L'argent est l'arbre qui cache la forêt, il faut en revenir aux critères physiques pour prendre position sur la facilité – ou pas – à faire.

Mais sait-on encore construire des centrales ?

Quand on a dû refaire une centrale, l'EPR de Flamanville, on a un peu pataugé car c'est quelque chose qu'on n'avait pas fait depuis longtemps. Ça a donc pris plus de temps que prévu et coûté plus cher. Savoir à quelle vitesse on peut aller est une affaire de ressources physiques, de compétences, et de contexte. Dans le monde « tranquille » d'aujourd'hui, par exemple, il faut plusieurs années de procédures préalables avant de décider de la construction d'un réacteur. **Dans un monde sans heurts, ce n'est pas un problème, car il n'y a pas de pénalité à perdre du temps. Mais si on change de paradigme, si on pense qu'il faut s'organiser pour échapper à un péril**

mortel de relativement court terme, attendre apporte du risque. Il faut alors accélérer les choses, acquérir les compétences plus vite.

Est-ce qu'il faut aussi prendre en compte le prix de l'électricité pour le consommateur, à la fin de la chaîne ?

Je n'ai jamais fait du prix de l'énergie pour le consommateur mon cheval de bataille, car, compte tenu du service qu'elle nous rend, l'énergie ne vaut rien <son prix est négligeable par rapport aux services vitaux qu'elle nous rend>. Certains parlent de la compétitivité de l'économie, mais c'est le luxe de gens qui pensent que nous n'avons aucun problème plus sérieux sur les bras, ce qui n'est pas mon cas.

▲ RETOUR ▲

(Life After Fossil Fuels)

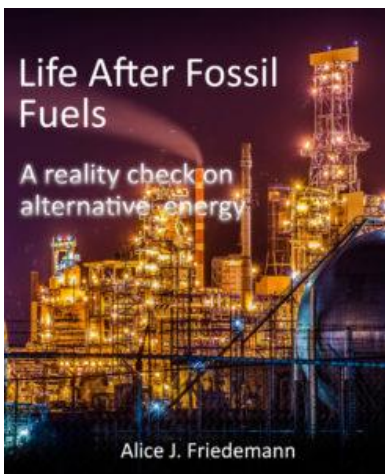
Méthodes pour préserver les connaissances pour le monde du bois

Alice Friedemann Posté le 10 janvier, 2022 par energyskeptic

Jean-Pierre : revenir au bois comme principale source d'énergie ne fonctionnera pas. Pourquoi ?

Nous sommes maintenant 8 milliards sur terre. Il y avait déjà des pénuries de bois au 16^e siècle...

Chauffer les pays riches du nord avec du bois ne sera pas possible. Brrrr...



Préface. Mes livres "When Trucks Stop Running" et "Life after fossil fuels" expliquent pourquoi nous revenons au bois comme principale ressource énergétique et pour les infrastructures, comme toutes les civilisations avant les combustibles fossiles. Je l'appelle le "Monde du bois". Le réseau électrique va s'effondrer, définitivement. Tous les trillions de documents en ligne seront perdus. Il en sera de même pour les CD - ils peuvent facilement commencer à tomber en panne après seulement cinq ans". Ou un peu plus longtemps s'ils sont stockés à 41 F / 5 C et 30 % d'humidité Salter (2019).

Nous devrions préserver les connaissances sur le métal, le verre ou d'autres matériaux que les résidents du Monde des Bois peuvent lire, même s'ils ne disposent pas de la technologie pour enregistrer les connaissances. Ce n'est probablement faisable que maintenant, tant que nous disposons de combustibles fossiles, de machines-outils de précision et d'ingénierie. Sans réseau électrique ni ordinateurs dans le monde du bois, les loupes et les microscopes devront suffire pour les générations futures.

Vous trouverez ci-dessous des projets que j'ai rencontrés pour stocker des connaissances, mais aucun d'entre eux n'est adapté à Wood World.

Le projet Silica de Microsoft : stocker les données dans des blocs de verre (Salter 2019, Nordrum 2020)

L'avantage des blocs de verre du projet Silica est qu'il n'y a pas de revêtement extérieur en plastique susceptible de s'user comme c'est le cas pour les CD, DVD ou Blu-Ray, et qu'il n'y a pas de support magnétique à perdre physiquement de la surface d'une bande ou d'un disque dur. La silice est censée survivre pendant des milliers d'années dans presque tous les environnements de température, d'humidité et de produits chimiques - c'est littéralement du verre, et les propriétés physiques et chimiques du verre sont extrêmement bien comprises.

Mais... il est clair que ce n'est pas un moyen de stocker des connaissances pour la vie après les combustibles

fossiles, Wood World ne sera pas capable de lire le verre : *"La lecture des données sur le verre est un inconvénient de cette méthode. Les chercheurs projettent différents types de lumière polarisée - dans laquelle les ondes lumineuses oscillent toutes dans la même direction, plutôt que dans toutes les directions - sur des voxels spécifiques. Ils capturent les résultats à l'aide d'une caméra. Ensuite, des algorithmes d'apprentissage automatique analysent ces images et traduisent leurs mesures en données"*.

Wood World ne pourra pas non plus stocker les données de cette manière : *"Le support de stockage est un bloc de verre de haute pureté, sur lequel sont gravés des voxels (pixels 3D) à l'aide de lasers femtosecondes. Les algorithmes d'apprentissage automatique lisent les données en décodant les images et les motifs créés par la lumière polarisée qui traverse le verre. Ce n'est pas quelque chose que vous avez chez vous pour lire ou lire des films, il est destiné à stocker des quantités massives de zettaoctets (1021) de données en nuage."*

"Le processus d'écriture est difficile à rendre fiable et reproductible, et [il est difficile] de minimiser le temps nécessaire à la création d'un voxel", explique M. Rowstron. "Le processus de lecture a été un défi, car il s'agissait de trouver comment lire les données du verre en utilisant le signal le plus faible possible du verre."

RÉFÉRENCES

Nordrum A (2020) Lasers Write Data Into Glass. Le projet Silica de Microsoft est l'un des nombreux efforts en cours pour rendre pratique le stockage d'énormes quantités de données dans le verre. IEEE Spectrum.

Salter J (2019) Le projet Silica de Microsoft offre un stockage robuste pendant mille ans. Le projet Silica étend les objectifs de fiabilité du stockage de "décennies" à "siècles". Arstechnica.

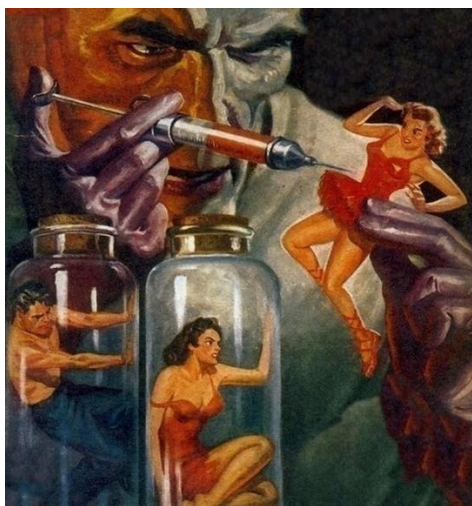
▲ [RETOUR](#) ▲

.Pourquoi les gens ne font-ils pas « confiance à la science »?

Par Brandon Smith – Le 16 décembre 2021 – Source [Alt-Market](#)

Parce que les scientifiques sont souvent surpris en train de mentir

Jean-Pierre : il ne faut pas confondre « science » et « scientifiques » (comme l'explique souvent Étienne Klein).



Au cours des dernières décennies, les pratiques éducatives occidentales se sont malheureusement éloignées de ce que l'on appelait autrefois **la « pensée critique »**. En fait, la pensée critique était autrefois un élément fondamental des universités américaines et il semble aujourd'hui que ce concept n'existe plus, du moins pas de la manière dont il le faisait auparavant. Au lieu de cela, un autre type d'apprentissage a vu le jour,

qui promeut la « pensée juste » ; une forme d'endoctrinement qui encourage et récompense une réponse particulière des étudiants, conforme à l'idéologie et pas nécessairement à la réalité.

Ce n'est pas que les écoles imposent directement une idéologie collectiviste ou corporatiste (parfois elles le font), c'est plutôt qu'elles filtrent les points de vue alternatifs ainsi que les faits et les preuves qu'elles n'aiment pas jusqu'à ce qu'il ne reste qu'une seule voie et une seule conclusion à un problème donné. Ils apprennent aux élèves à NE PAS penser en leur présentant des expériences de pensée, puis en contrôlant les résultats acceptables.

Par exemple, une expérience de pensée courante et manipulatrice utilisée dans les écoles consiste à demander aux élèves d'écrire une « analyse » sur les raisons pour lesquelles les gens ne font pas confiance à la science ou aux scientifiques de nos jours. L'astuce est que la question est toujours présentée avec une conclusion intégrée – il faut faire confiance aux scientifiques, et certaines personnes refusent de les écouter, alors essayons de comprendre pourquoi ces personnes sont si stupides.

J'ai vu cette expérience de nombreuses fois, toujours présentée de la même manière. Pas une seule fois je n'ai vu un professeur de collège ou un enseignant d'école publique demander aux étudiants : « *Doit-on faire confiance aux scientifiques d'aujourd'hui ?* »

Pas une seule fois.

Ce n'est PAS une analyse, c'est **une hypothèse contrôlée**. Si vous avez déjà une conclusion en tête avant de vous lancer dans une expérience de pensée, vous allez naturellement essayer d'ajuster le résultat de l'expérience pour qu'il corresponde à vos idées préconçues. Les écoles d'aujourd'hui présentent cette bêtise comme une forme de jeu de réflexion alors qu'il s'agit en fait de propagande. On apprend aux élèves à penser à l'intérieur de la boîte, pas à l'extérieur de la boîte. Ce n'est pas de la science, c'est de l'anti-science.

Les programmes éducatifs de ce type sont désormais monnaie courante, alors que la science réelle est reléguée au second plan. Des millions d'enfants sortent des écoles publiques et des universités sans aucune compréhension de la méthode scientifique réelle ou de la science en général. Demandez-leur quelles sont les équations de la densité ou de l'accélération, et ils n'auront aucune idée de ce dont vous parlez. Interrogez-les sur les questions relatives à la vaccination ou au « *changement climatique* », et ils vous régurgiteront une litanie de réponses préprogrammées expliquant pourquoi la science ne peut être remise en question d'aucune manière.

Dans les médias alternatifs, nous appelons souvent cela « *être piégé dans la matrice* », et il est difficile de trouver une meilleure analogie. Les gens ont été récompensés pendant si longtemps pour avoir accepté le récit dominant et rejeté aveuglément toute autre information que lorsqu'on leur présente la réalité, ils en rient avec arrogance ou reculent avec horreur. La matrice est tellement plus confortable et sûre, et regardez toutes les bonnes notes que vous obtenez lorsque vous dites les bonnes choses, évitez les questions difficiles et soyez d'accord avec le professeur.

Étant donné le triste état de la science en Occident ces jours-ci, en ce qui concerne la réponse à la crise Covid ainsi que la pression insensée et non scientifique pour les vaccinations forcées, j'ai pensé qu'il serait intéressant d'essayer cet exercice de pensée, mais sous un angle qui n'est jamais autorisé dans les écoles d'aujourd'hui :

Pourquoi les gens ne font-ils plus confiance à la science et aux scientifiques ?

La réponse est simple : Parce que de nombreux scientifiques ont été surpris en train de mentir et de déformer leurs données pour les adapter aux conclusions qu'ils souhaitent plutôt qu'aux faits. **La science est souvent politisée pour servir un programme. Ce n'est pas une théorie du complot, c'est un fait avéré.**

Cela ne veut pas dire qu'il faut se méfier de toutes les sciences. **Le fait est qu'aucune science ne devrait être acceptée aveuglément sans un examen indépendant de TOUS les faits disponibles.** C'est là tout l'intérêt de la

science, après tout. Oui, il existe des théories du complot idiotes lorsqu'il s'agit d'analyse scientifique, mais il existe également un certain nombre d'escroqueries dans le monde de la science.

L'affirmation fausse habituelle est que la personne moyenne est ignorante et qu'elle n'a pas la capacité de comprendre les données scientifiques. Je trouve intéressant que ce soit le message général de l'expérience de pensée sur la confiance dans la science. Il s'inscrit dans la droite ligne du discours dominant et gouvernemental selon lequel LEURS scientifiques, ceux qu'ils paient et que les entreprises paient, sont implicitement corrects et ne doivent pas être remis en question. Ils sont les grands prêtres de l'ère moderne, s'adonnant à de grandes magies que nous, sales paysans, ne pouvons pas saisir. Ce n'est pas à nous de remettre en question « la science », c'est à nous de l'embrasser comme une religion et de nous prosterner en signe de révérence.

La plupart des gens sont capables de passer au crible les données scientifiques tant qu'elles sont transparentes. Lorsque les faits sont occultés, déformés ou omis, cela crée la confusion et, bien entendu, seuls les scientifiques de l'establishment peuvent démêler la pagaille, car ce sont eux qui l'ont créée. Examinons quelques exemples directement liés à la santé humaine...

Les cultures OGM et le train de l'argent des entreprises

La propagande entourant les organismes génétiquement modifiés est implacable et omniprésente, l'idée générale étant qu'ils sont parfaitement sûrs et que quiconque dit le contraire est un cinglé portant un bonnet d'âne. Et il est certain qu'il existe des centaines, voire des milliers d'études qui confirment aisément cette conclusion. Alors, affaire classée, n'est-ce pas ?

Pas tout à fait. C'est ici que l'esprit critique est si utile et que la réalité échappe aux personnes endoctrinées.

Qui a payé pour ces études, et ont-ils un intérêt direct à censurer les données négatives sur les OGM ?

Eh bien, dans la grande majorité des cas, les études sur les OGM sont financées par deux sources : les géants de l'industrie des OGM comme Monsanto, Dupont et Syngenta, ou des agences gouvernementales comme la FDA et l'EPA. **Très peu d'études sont réellement indépendantes, et c'est là le problème.** Le gouvernement et les entreprises comme Monsanto ont tout intérêt à empêcher la publication de toute étude critique sur les OGM.

Monsanto a été prise à de nombreuses reprises en train de cacher les effets dangereux de ses produits sur la santé, de l'agent orange à l'hormone de croissance RGBH utilisée chez les vaches laitières. Elle a été prise en train de constituer des dossiers illégaux sur ses détracteurs. L'industrie a été prise à plusieurs reprises en train de payer des universitaires et des scientifiques pour produire des études sur les OGM avec une tournure positive et même pour attaquer d'autres scientifiques qui participent à des expériences critiquant les OGM. Les recherches montrent qu'au moins la moitié de toutes les études sur les OGM sont financées par l'industrie des OGM, tandis que la majorité de l'autre moitié est financée par les gouvernements.

Il existe également depuis longtemps une porte tournante entre les initiés de l'industrie des OGM et la FDA et l'EPA ; les fonctionnaires travaillent souvent pour Monsanto, puis obtiennent des emplois au sein du gouvernement, avant de retourner chez Monsanto. Le grattage de fond est si flagrant que le gouvernement a même créé des protections juridiques spéciales pour les entreprises d'OGM comme Monsanto dans le cadre de ce qui est maintenant connu sous le nom de Monsanto Protection Act (section 735 du Agricultural Appropriations Bill HR 993) sous l'administration Obama en 2013. Cela rend essentiellement les entreprises OGM immunisées contre les litiges concernant les OGM, et les mêmes protections ont été renouvelées dans différents projets de loi depuis lors.

Au-delà de la porte tournante, le gouvernement a approuvé de nombreux produits OGM avec peu ou pas de données critiques pour confirmer leur sécurité. De plus, dans la plupart des cas, **le gouvernement bénéficie d'une**

immunité souveraine contre tout litige, même s'il a été négligent. En d'autres termes, s'il est prouvé que l'un de ces produits cause des dommages à long terme à la santé, le gouvernement ne peut être poursuivi pour l'avoir approuvé, sauf circonstances particulières.

S'il pouvait être tenu responsable, vous seriez sûr que la FDA effectuerait tous les tests imaginables pour confirmer que les OGM sont définitivement sûrs, sans aucun parti pris, mais ce n'est pas le cas. Au lieu de cela, le gouvernement fait activement de la [propagande](#) pour les entreprises d'OGM et utilise des hommes de main pour faire dérailler toute critique publique.

Pour ma part, j'aimerais savoir avec certitude si les OGM sont nocifs pour le corps humain à long terme, et il y a certainement des données scientifiques qui suggèrent que cela pourrait être le cas. Il y a eu de [nombreuses situations](#) dans lesquelles des aliments OGM spécifiques ont été retirés du marché dans des pays étrangers en raison d'effets secondaires potentiellement dangereux. Les toxines endogènes des plantes dont les métabolites ont été modifiés sont une source de préoccupation, tout comme les « *protecteurs incorporés aux plantes* » (plantes conçues pour produire des toxines qui agissent comme des pesticides).

Il existe des données qui nous incitent à nous méfier, mais rien de concluant. Pourquoi ? Parce que des milliards de dollars sont investis par les entreprises dans des recherches visant à « *démystifier* » toute notion d'effets secondaires. Si le même montant était investi dans des études indépendantes et impartiales, nous pourrions entendre une histoire différente sur les risques des OGM. Tout l'argent est consacré à écarter les risques des OGM ; il n'y a presque pas d'argent pour les étudier honnêtement.

La science semble être truquée en faveur d'un résultat ou d'un récit particulier, et c'est un mensonge. [La science est censée rester aussi objective que possible](#), mais comment peut-elle l'être lorsqu'elle est payée par des gens qui ont un programme ? La tentation de se vendre est extrême.

Les vaccins Covid et la mort de la science

J'évoque l'exemple des OGM car je pense qu'il est représentatif de la manière dont la science peut être contrôlée pour ne produire qu'un seul message en excluant toute autre analyse. Nous ne savons pas vraiment à quel point les OGM sont dangereux parce que la majorité des données sont dictées par les personnes qui en tirent profit et par leurs amis au gouvernement. [Le fait de ne pas savoir est considéré comme une preuve de sécurité – Mais ce n'est pas scientifique.](#) La science et la médecine exigent que nous fassions preuve de prudence jusqu'à ce que nous soyons sûrs.

La même dynamique existe dans le monde des vaccins contre le virus de la Covid. Les grandes entreprises pharmaceutiques ont tout intérêt à ce qu'AUCUNE information négative ne soit diffusée sur les vaccins à ARNm, car il y a une rivière perpétuelle d'argent à gagner tant que le vaccin reste approuvé pour une utilisation d'urgence par la FDA. Il peut être important de noter que la FDA a déclaré qu'il lui faudrait au moins [55 ANS](#) pour publier toutes les données dont elle dispose sur les vaccins Covid de Pfizer, ce qui suggère à nouveau qu'il existe une collusion bénéfique entre le gouvernement et les mastodontes industriels.

Entre-temps, quiconque met en doute l'efficacité ou la sécurité des vaccins est immédiatement pris à partie par les chiens de garde des médias, la plupart d'entre eux étant payés en publicité par les grandes entreprises pharmaceutiques. Ces attaques ne se limitent pas aux médias alternatifs ; l'establishment s'en prend également à tout scientifique ou médecin qui s'interroge sur la sécurité des vaccins.

Il existe des programmes idéologiques clairs et ouvertement admis autour de la science des vaccins qui n'ont rien à voir avec la sécurité de la santé publique et tout à voir avec le contrôle politique. Lorsque le chef du Forum économique mondial [applaudit](#) la pandémie de Covid comme une « *opportunité* » parfaite pour faire avancer la centralisation socialiste mondiale et effacer les derniers vestiges des marchés libres et de la liberté individuelle,

toute personne rationnelle devrait se demander si la science autour de la crise de Covid n'est pas également truquée pour soutenir des intérêts particuliers.

Heureusement, le problème Covid est si vaste qu'il leur est impossible de contrôler chaque étude. Au lieu de cela, l'establishment ignore les études et les données qu'il n'aime pas.

Le virus est présenté comme une menace pour la majorité du public et comme une justification pour des taux de vaccination de 100% <donc, même pour les bébés naissants ?>, par la force si nécessaire. Pourtant, le taux médian de létalité de l'infection par la Covid n'est que de 0,26%. Cela signifie qu'en moyenne 99,7% de la population n'a rien à craindre du virus à un moment donné. Cela est confirmé par des dizaines d'études médicales indépendantes, mais quand avez-vous entendu pour la dernière fois ce chiffre discuté par des scientifiques du gouvernement comme Anthony Fauci ?

Je ne les ai jamais entendus en parler. Mais en quoi est-ce scientifique d'ignorer des données simplement parce qu'elles ne correspondent pas à vos objectifs politiques ? Encore une fois, l'omission délibérée de données est une forme de mensonge.

Qu'en est-il des multiples études indiquant que l'immunité naturelle offre une protection bien supérieure à celle des vaccins à ARNm ? Qu'en est-il du fait que les pays ayant les taux de vaccination les plus élevés ont également les taux d'infection les plus élevés et que leurs hospitalisations ont en fait augmenté ? Qu'en est-il du fait que les États et les pays où le confinement et le port du masque sont les plus sévères présentent également les taux d'infection les plus élevés ? Qu'en est-il du fait que le vaccin moyen est testé pendant 10 à 15 ans avant d'être approuvé pour un usage humain, alors que les vaccins Covid à ARNm ont été mis en production en quelques mois ? En d'autres termes, il n'existe AUCUNE donnée à long terme pour prouver la sécurité des vaccins Covid.

Ce sont des faits scientifiques facilement observables, mais nous n'en entendons jamais parler par les scientifiques des entreprises ou les scientifiques du gouvernement comme Fauci. Au lieu de cela, Fauci soutient que la critique de ses politiques est une attaque contre lui, et l'attaquer revient à « attaquer la science ». En d'autres termes, Fauci croit qu'IL EST la science.

Et cela ne montre-t-il pas à quel point la science est tombée bas dans le nouveau millénaire. De vrais scientifiques comme Kary Mullis, l'inventeur du test PCR, qualifient Fauci de fraudeur, mais ils sont ignorés alors que Fauci est adulé. Je ne peux même pas parler ici de la « science » du changement climatique, il faudrait que j'écrive un article entier sur les erreurs commises par les universitaires spécialistes du réchauffement climatique (saviez-vous que les températures mondiales n'ont augmenté que d'un degré Celsius au cours du siècle dernier ? Pourtant, des institutions comme la NOAA continuent de prétendre que la fin du monde est proche à cause du réchauffement climatique).

L'inventeur du test PCR Kary Mullis dénonce le Dr. Fauci et sa cabale criminelle



<https://www.bitchute.com/video/OOpWCIE6s9A9/> (anglais, 3mins30s)

L'étranglement rigoureux de la science aujourd'hui me rappelle l'église catholique sous le pape Innocent III,

lorsque les autorités ecclésiastiques interdisaient aux gens ordinaires de posséder ou de lire une bible dans leur propre langue. Ces lois sont restées en vigueur jusqu'aux 13e et 14e siècles. À la place, les paysans devaient se rendre à l'église et se faire lire les textes par un clergé spécifique. Souvent, les lectures bibliques étaient faites en latin (les bibles ne pouvaient être écrites qu'en latin), langue que la plupart des gens ne parlaient pas, et interprétées comme l'église le souhaitait.

Ce n'est que l'invention de la presse à imprimer dans les années 1400 qui a changé la dynamique du pouvoir et permis aux bibles d'être largement distribuées et aux informations de se répandre sans la surveillance de l'église. Tout comme la création de l'internet permet au public d'accéder à des montagnes de données et de méthodologies scientifiques du bout des doigts. La libre circulation de l'information est un anathème selon l'establishment ; ils soutiennent qu'ils sont les seuls à avoir le droit de traiter l'information pour la consommation publique.

Le culturalisme exige un contrôle excessif des données et la restriction complète des interprétations extérieures. Lorsque l'information devient ouvertement disponible, le public est alors en mesure d'apprendre toute la vérité, et pas seulement les récits approuvés par l'establishment.

La science devient rapidement une religion politique plutôt qu'un bastion de la pensée critique. Les données contradictoires sont ignorées en tant que « *non-science* » ou même censurées comme étant « *dangereuses* ». Les études payées par les gouvernements et les entreprises sont considérées comme sacro-saintes. Faut-il s'étonner que tant de gens se méfient aujourd'hui de la science ? Toute personne raisonnable aurait des questions et des soupçons. Ceux qui ne le font pas ont été endoctrinés dans un culte dont ils ne savent même pas qu'ils font partie.

.La FDA dispose de 55 ans pour traiter une demande de données détaillées sur les vaccins au titre de la loi sur la liberté d'information

Auteur : Travis Pittman 19 novembre 2021

Un groupe de 30 scientifiques et professeurs souhaite que la FDA fournisse des documents sur l'homologation du vaccin COVID de Pfizer avant mars 2022.

La Food and Drug Administration suggère qu'il faudra 55 ans à l'agence pour répondre à une demande de ***Freedom of Information Act*** (FOIA) concernant les données liées à l'homologation du vaccin COVID-19 de Pfizer. C'est ce qui ressort d'une requête conjointe déposée lundi par les deux parties.

La FOIA existe depuis 1967. Elle permet au public de demander des documents à toute agence fédérale, à moins que l'information ne tombe sous le coup de certaines exemptions, dont la protection de la vie privée.

Les plaignants, appelés "*Public Health and Medical Professionals for Transparency*" (professionnels de la santé publique et de la médecine pour la transparence), sont constitués de plus de 30 professeurs et scientifiques issus d'écoles de l'Ivy League et de l'UCLA. ***Ils demandent à la FDA de répondre à leur demande de FOIA avant le 3 mars 2022.*** Selon le groupe, cela représente 108 jours, soit le même délai que celui dont la FDA a eu besoin pour examiner et homologuer le vaccin plus tôt cette année.

"Nous supposons, comme la FDA l'a déclaré, qu'elle a procédé à un examen et à une analyse intenses, solides, approfondis et complets de ces documents afin de s'assurer que le vaccin de Pfizer était sûr et efficace pour l'homologation", a déclaré le groupe dans le dépôt conjoint. La FDA a maintenant la tâche tout aussi importante de mettre ces documents à la disposition du plaignant dans cette affaire et du public en général, au moins dans les mêmes délais".

La FDA a déclaré dans sa partie du dépôt de la Cour qu'il y a plus de 329.000 pages qui pourraient faire partie de la demande de FOIA. L'agence a déclaré que cela représenterait 80 000 pages par mois pour respecter le délai

proposé.

Selon elle, le problème vient en partie du fait que le bureau de la FDA qui devrait effectuer ce travail compte dix employés, dont deux stagiaires, et traite actuellement environ 400 demandes de FOIA. Elle affirme également que le processus prend du temps, car chaque page doit être examinée "ligne par ligne" et certaines informations exemptées de la loi sur la liberté d'information doivent être rédigées.

La FDA a déclaré que la norme serait de publier 500 pages par mois sur une base continue, soit 6 000 pages par an. Divisez 329 000 par 6 000 et vous obtenez 54,83 ans.

À ce rythme, la réponse à la demande ne serait pas complète avant 2076.

"Les tribunaux ne dérogent pas au taux de traitement standard de 500 pages par mois, même lorsque le traitement d'une demande FOIA prendrait des années", a déclaré la FDA.

Le site web de la FOIA indique que les demandes complexes prennent généralement plus de temps que les demandes simples, mais qu'elles peuvent être accélérées si une réponse plus lente "risque de menacer la vie ou la sécurité physique d'une personne" ou s'il est urgent d'informer le public de l'activité du gouvernement fédéral.

Les scientifiques et les professeurs ont déclaré que les vaccins sont devenus une condition d'emploi dans de nombreux cas.

"Il y a peu de personnes dont les moyens de subsistance, l'éducation, le service et la participation à la société civile ne dépendent pas de l'obligation gouvernementale de recevoir ce produit", a déclaré le groupe. "Sur cette seule base, la liberté fondamentale et la transparence du gouvernement exigent que les documents et les données soumis par Pfizer pour l'homologation de ce produit soient immédiatement mis à la disposition des plaignants et du public, comme le prévoit précisément la réglementation fédérale."

La FDA demande une conférence avec le tribunal pour programmer la publication des documents. Reuters rapporte que le juge de district américain **Mark Pittman** a fixé une audience le 14 décembre à Fort Worth, au Texas, pour discuter du calendrier de publication.

Un courriel envoyé jeudi soir aux avocats des plaignants pour obtenir des commentaires supplémentaires n'avait pas reçu de réponse vendredi après-midi. La FDA a répondu à un courriel similaire, disant qu'elle ne commente pas les litiges en cours.

Le CDC a déclaré vendredi que 68,8 % des Américains avaient reçu une dose des vaccins Pfizer, Moderna ou Johnson & Johnson, 58,9 % étant complètement vaccinés et 16,6 % ayant reçu un rappel.

La FDA et les Centers for Disease Control and Prevention ont autorisé vendredi les rappels de vaccins pour tous les adultes. Le directeur du CDC, le Dr Rochelle Walensky, a également approuvé l'ajout d'une recommandation selon laquelle toutes les personnes de 50 ans et plus devraient être incitées à recevoir un rappel.

Note de la rédaction : L'auteur de cet article n'a aucun lien avec le juge Mark Pittman, qui entend l'affaire.

[Le taux de létalité de l'infection par COVID-19 déduit des données de séroprévalence](#)

John P.A. Ioannidis

doi: <https://doi.org/10.1101/2020.05.13.20101253>

Maintenant publié dans le Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé doi : 10.2471/BLT.20.265892

RÉSUMÉ

Objectif

Estimer le taux de létalité de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) à partir des données des études de séroprévalence.

Méthodes

Les études de population avec une taille d'échantillon d'au moins 500 personnes et publiées sous forme d'articles revus par des pairs ou de pré-impressions au 7 juin 2020 ont été extraites de PubMed, des serveurs de pré-impressions et des communications avec des experts. Les études sur les donneurs de sang ont été incluses, mais les études sur les travailleurs de la santé ont été exclues. Les études ont été évaluées pour les caractéristiques de conception et les estimations de séroprévalence. Le taux de létalité de l'infection a été estimé à partir de chaque étude en divisant le nombre de décès dus au COVID-19 à un moment donné par le nombre estimé de personnes infectées dans chaque région concernée. Une correction a également été tentée pour tenir compte des types d'anticorps évalués.

Résultats

23 études ont été identifiées avec des données utilisables pour entrer dans les calculs. Les estimations de séroprévalence variaient de 0,1 % à 47 %. Les taux de létalité de l'infection allaient de 0,02% à 0,86% (médiane 0,26%) et les valeurs corrigées allaient de 0,02% à 0,78% (médiane 0,25%). Chez les personnes âgées de moins de 70 ans, les taux de létalité de l'infection variaient de 0,00 % à 0,26 % avec une médiane de 0,05 % (valeurs corrigées, 0,00-0,23 % avec une médiane de 0,04 %). La plupart des études ont été réalisées dans des épicentres pandémiques et les quelques études réalisées dans des endroits où la charge de mortalité est plus modeste ont également suggéré des taux de mortalité par infection plus faibles.

Conclusions

Le taux de létalité de l'infection par le COVID-19 peut varier considérablement d'un endroit à l'autre, ce qui peut refléter des différences dans la structure d'âge de la population et dans le mélange des cas de patients infectés et décédés, ainsi que de multiples autres facteurs. Les estimations des taux de létalité de l'infection déduites des études de séroprévalence ont tendance à être beaucoup plus faibles que les spéculations initiales faites dans les premiers jours de la pandémie.

Déclaration d'intérêts concurrents

Les auteurs n'ont déclaré aucun intérêt concurrent.

Déclaration de financement

METRICS a été soutenu par une subvention de la Fondation Laura et John Arnold.
Déclarations des auteurs

Je confirme que toutes les directives éthiques pertinentes ont été suivies et que toutes les approbations nécessaires de l'IRB et/ou du comité d'éthique ont été obtenues.

Oui

Les détails de l'IRB/organisme de contrôle qui a donné son approbation ou son exemption pour la recherche décrite sont indiqués ci-dessous :

Données issues de la littérature ; aucun IRB requis

Tous les consentements nécessaires des patients/participants ont été obtenus et les formulaires institutionnels appropriés ont été archivés.

Oui

Je comprends que tous les essais cliniques et toute autre étude interventionnelle prospective doivent être enregistrés dans un registre approuvé par l'ICMJE, tel que ClinicalTrials.gov. Je confirme que toute étude de ce type mentionnée dans le manuscrit a été enregistrée et que l'ID d'enregistrement de l'essai est fourni (remarque : si vous publiez une étude prospective enregistrée rétrospectivement, veuillez fournir une déclaration dans le champ ID de l'essai expliquant pourquoi l'étude n'a pas été enregistrée à l'avance).

Oui

J'ai respecté toutes les directives appropriées en matière de rapports de recherche et j'ai téléchargé la ou les listes de contrôle des rapports de recherche du réseau EQUATOR et d'autres documents pertinents en tant que fichiers supplémentaires, le cas échéant.

Oui

Notes de bas de page

Financement : METRICS a été soutenu par une subvention de la Fondation Laura et John Arnold.

Divulgations : Je suis co-auteur (et non chercheur principal) d'une des 23 études de séroprévalence.

Article dans la collection COVID-19 SARS-CoV-2 preprints de medRxiv et bioRxiv

▲ [RETOUR](#) ▲

.La décroissance est une question de justice mondiale

Par l'équipe du Green European Journal, [Jason Hickel](#), publié initialement par le Green European Journal. 7 janvier 2022

Jean-Pierre : article complètement nul. De l'idiotologie à l'état pur.



Les militants de la décroissance ont remis en question le dogme selon lequel une économie en croissance est toujours un signe de progrès. Dans *Less is More*, l'anthropologue Jason Hickel affirme que seule la décroissance peut détourner le monde de la crise écologique qui s'aggrave. Nous nous sommes entretenus avec lui pour discuter de son nouveau livre et lui demander ce que la décroissance signifierait pour les relations entre le Nord et le Sud de la planète.

Green European Journal : L'une des critiques les plus convaincantes à l'égard de la décroissance est qu'il s'agit d'une idée destinée aux Occidentaux timides et peu pertinente pour le Sud. *Less is More* adopte un point de vue différent, affirmant que la décroissance est une question de justice mondiale et de décolonisation. Pouvez-vous nous expliquer ?

Jason Hickel : Qui est à l'origine de la crise écologique ? En grande majorité, les pays riches du Nord : les États-Unis, le Canada, l'Europe, Israël, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon. Ces pays sont collectivement responsables de 92 % des émissions excessives. Ils ont colonisé le patrimoine atmosphérique pour leur propre enrichissement. Pendant ce temps, l'ensemble des pays du Sud (Asie, Afrique, Amérique latine) n'est responsable que de 8 % des émissions, et ce, pour un petit nombre de pays seulement. La plupart des pays du Sud restent dans les limites de leur part du budget carbone et n'ont donc pas contribué à la crise climatique.

On peut dire la même chose de la consommation de ressources. Les pays riches consomment en moyenne 28 tonnes de matières premières par personne et par an, ce qui représente environ quatre fois le seuil de sécurité par habitant pour la planète. La plupart des pays du Sud sont bien en dessous de cette limite. En fait, de nombreux pays à faible revenu doivent augmenter leur consommation de ressources pour répondre aux besoins humains. La crise écologique est essentiellement due au fait que **les pays riches utilisent trop de ressources et trop d'énergie.**

Nous devons également garder à l'esprit que l'utilisation des ressources dans le Nord est en grande partie une appropriation nette du Sud, par le biais de ce qui est en fait un modèle de pouvoir impérial. Près de la moitié de toutes les ressources consommées chaque année dans le Nord sont appropriées par le Sud. Les ressources qui pourraient être utilisées pour répondre aux besoins humains - pour construire des hôpitaux et produire de la nourriture - sont utilisées à la place pour servir la croissance dans le Nord.

La décroissance est donc une revendication ciblée sur le Nord. C'est une demande de justice mondiale, et elle est formulée par le Sud depuis plusieurs décennies. Les mouvements sociaux du Sud reconnaissent que la croissance du Nord colonise leurs écosystèmes et s'approprie leurs ressources, entraînant une catastrophe à l'échelle mondiale. La décroissance est un appel à libérer le Sud de l'appropriation impériale et à décoloniser l'atmosphère. Ce langage est clair dans l'Accord des Peuples de Cochabamba de 2010, un texte qui devrait être une lecture obligatoire pour les activistes climatiques du Nord [En 2010, les mouvements du Sud se sont réunis en Bolivie après l'échec des négociations climatiques COP15 à Copenhague]. Les principes de la décroissance sont représentés dans ce texte comme faisant partie d'un ensemble plus large de revendications anticoloniales.

La décroissance trouve ses racines dans les mouvements anticolonialistes, qui remontent à des leaders et penseurs clés tels que Gandhi, Franz Fanon et Thomas Sankara. Ils ont reconnu que la croissance du Nord dépendait du pillage des ressources et de la main-d'œuvre du Sud, comme c'est encore le cas aujourd'hui. Dès les années 1930, leur position a toujours été de refuser d'être exploités par le Nord. La décroissance consiste à démolir l'arrangement impérial.

Vous mentionnez Gandhi, Fanon et Sankara. Ces figures très différentes de la lutte anticoloniale ont toutes vu la décolonisation comme une opportunité de vivre et de se développer différemment. Mais cela n'a pas vraiment marché. Aujourd'hui, le chemin vers le développement dans le monde est souvent tout aussi gourmand en ressources que dans le Nord. Que s'est-il passé ?

Le mouvement anticolonial était explicitement organisé autour de la souveraineté économique, l'idée que les ressources et la main-d'œuvre nationales devaient être mobilisées pour répondre aux besoins nationaux. On retrouve cette idée dans les travaux de Sankara, Fanon et Gandhi. Et les nations nouvellement indépendantes y sont parvenues à des degrés divers. Mais, ce faisant, elles ont provoqué une crise de l'accumulation du capital dans le Nord global.

Vous voyez, la croissance capitaliste dans le Nord dépend de la suppression des revenus dans le Sud. Cela maintient le prix de l'offre à un niveau bas et permet l'accumulation du capital. Lorsque les pays du Sud ont augmenté les salaires, pris le contrôle des ressources et augmenté leurs prix, ils ont privé le Nord de l'accès aux ressources et à la main-d'œuvre bon marché dont il avait bénéficié sous le colonialisme. Cette évolution a conduit à la crise de stagflation des années 1970 (faible croissance et forte inflation) dans le Nord.

Face à cette situation, le Nord global avait deux options : soit abandonner l'accumulation du capital, soit tenter par tous les moyens de la maintenir. Il a choisi la deuxième voie. Ils ont attaqué les syndicats et réduit les salaires de la classe ouvrière chez eux, tout en imposant des programmes d'ajustement structurel dans le Sud. Dans les nouvelles républiques du Sud, ce retour de bâton a annulé les réformes progressistes, démantelé la souveraineté économique et rétabli l'accès du Nord aux ressources et à la main-d'œuvre bon marché du Sud.

Il convient également de noter que la réimposition de l'arrangement impérial a souvent été organisée de manière violente par des coups d'État contre des dirigeants progressistes clés comme Kwame Nkrumah au Ghana, Salvador Allende au Chili, Sukarno en Indonésie et Mohammed Mosaddeq en Iran. Ces personnalités et bien d'autres ont été déposées et remplacées par des régimes néolibéraux plus favorables aux intérêts économiques occidentaux. Le mouvement anticolonial a été plus ou moins détruit, sauf dans quelques endroits en Amérique latine. C'est la réalité du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Les lectures de la crise économique de l'Occident des années 1970 négligent généralement le rôle de la lutte anticoloniale. Même la crise pétrolière de 1973 n'est pas souvent abordée sous l'angle de la décolonisation.

L'embargo pétrolier de 1973 était un acte anticolonial. Les pays du Sud se sont regroupés pour s'assurer que leurs ressources ne pourraient plus être accaparées à si bon marché. Il ne s'agissait pas seulement du pétrole, mais aussi de plusieurs autres matières premières et produits de base essentiels. En Occident, cela a rendu l'accumulation du capital impossible et a provoqué l'effondrement des entreprises et des profits. La réponse du capital à cette situation a été d'imposer le néolibéralisme à l'intérieur et l'ajustement structurel à l'étranger.

Les économistes progressistes traditionnels comme Paul Krugman ont du mal à expliquer le néolibéralisme. Ils le considèrent comme une sorte d'"erreur" et fantasment sur un retour à la version moins violente du capitalisme qui prévalait dans l'après-guerre. Mais le néolibéralisme n'était pas une sorte d'erreur. Il était nécessaire, face au mouvement anticolonial, pour faire baisser les prix et maintenir les conditions de l'accumulation du capital. Le problème n'est pas le néolibéralisme en tant que tel ; il n'est qu'un symptôme. Le problème, c'est le capitalisme.

L'une des conclusions de votre argument est que les moments progressistes dans le Nord global devraient donner la priorité à l'alignement sur les mouvements du Sud global. Quels sont les alliés potentiels les plus importants dans le Sud ?

Ce qui est triste, c'est que les gouvernements progressistes des années 1960 et 1970 ont pour la plupart été démantelés, de sorte que nous ne pouvons plus vraiment nous tourner vers les gouvernements - même s'il y a quelques exceptions. Nous devons plutôt nous tourner vers les mouvements sociaux. Et il y en a des milliers. Nous devons établir des alliances avec les mouvements et les organisations qui ont soutenu l'accord de Cochabamba et qui en défendent l'esprit aujourd'hui, comme le mouvement pour la souveraineté alimentaire Vía Campesina et les mouvements indigènes tels que les personnes à l'origine du Red Deal. Une analyse similaire peut être trouvée dans d'autres documents du Sud global tels que la Déclaration de Managua et la Déclaration d'Anchorage. Pratiquement toutes les grandes déclarations émanant des mouvements du Sud ont le même message : l'économie mondiale est impérialiste par nature et la crise écologique en est la conséquence. Les politiques vertes du Nord doivent s'attaquer à cette analyse et s'aligner sur les demandes des mouvements du Sud.

Vous parlez du Global Green New Deal. En quoi est-il différent du cadre habituel du Green New Deal ?

Il y a plusieurs différences essentielles. La première est que la justice climatique mondiale exige que les nations riches se décarbonisent beaucoup plus rapidement que les nations pauvres. Nous savons que nous devons réduire les émissions à zéro d'ici 2050 pour rester sous la barre des 1,5 degrés. Mais il s'agit d'un objectif moyen mondial. Les pays riches doivent décarboniser beaucoup plus rapidement que cela, étant donné leur contribution disproportionnée au problème. Ainsi, un New Deal vert mondial serait centré sur ce principe fondamental de justice climatique.

La deuxième différence est qu'un Green New Deal mondial reconnaît que **la crise écologique ne se limite pas au climat**. L'utilisation des ressources - tant au niveau de leur provenance que de leur consommation - est également un problème. Un New Deal vert mondial doit s'attaquer à la consommation excessive de ressources dans le Nord. Nous pouvons réduire considérablement l'utilisation des ressources dans les pays riches tout en continuant à satisfaire les besoins humains à un niveau élevé en réduisant les formes d'activité économique qui sont socialement moins cruciales. Les SUV, la mode rapide, les jets privés, la publicité, l'obsolescence planifiée, le

complexe militaro-industriel... il y a d'énormes pans de la production qui sont organisés principalement autour du pouvoir des entreprises et de la consommation des élites et qui ne sont en fait pas pertinents pour les besoins humains.

La troisième chose à comprendre est que l'énergie renouvelable ne sort pas de nulle part. Les panneaux solaires, les éoliennes et les batteries au lithium ont tous une base matérielle, dont la plupart sont extraits dans les pays du Sud d'une manière qui est à la fois écologiquement et socialement nuisible. Nous devons donc poursuivre la transition énergétique, oui. Mais si nous continuons à poursuivre la croissance en même temps, nous avons un problème, car plus de croissance signifie plus de demande d'énergie, et cela signifie plus de pression sur les ressources du Sud, ce qui nuira de plus en plus aux communautés qui sont déjà affectées par l'extractivisme. ~~En revanche, si les nations riches abandonnent la croissance comme objectif et réduisent la demande énergétique, la transition sera moins destructrice.~~ Si nous voulons que la transition énergétique soit écologiquement cohérente et socialement juste, nous avons besoin de la décroissance.

En Europe, les institutions européennes prennent les questions climatiques et écologiques beaucoup plus au sérieux et mettent en place des politiques prometteuses. Dans le même temps, il n'est pas question de s'orienter vers une économie de décroissance ou quoi que ce soit d'autre. Comment interprétez-vous la prise en compte des questions écologiques ?

Il est de plus en plus évident que nous ne pourrions probablement pas maintenir le réchauffement de la planète à moins de 1,5 degré sans une décroissance dans le Nord. Pourtant, pour l'instant, cela ne fait pas partie des discussions politiques et il semble peu probable que les institutions existantes prennent volontairement les mesures qui s'imposent. Pour cela, nous allons avoir besoin d'une mobilisation politique majeure.

Ceci étant dit, il existe clairement certains cercles au sein de ces institutions qui s'intéressent aux idées radicales et font de leur mieux pour les faire entrer dans la politique. Le Parlement européen a adopté cette année une motion demandant que l'utilisation des ressources critiques soit ramenée à des niveaux durables. Il s'agit d'une demande très radicale. Il reste à voir si la Commission européenne en fera une politique. Mais cela indique qu'il existe des possibilités au sein de ces institutions. Nous avons besoin d'une approche à double front : travailler avec les forces au sein des institutions autant que possible, mais, en même temps, organiser des mobilisations fortes pour faire avancer l'agenda de l'extérieur et prendre le pouvoir là où c'est nécessaire et possible.

À quoi devrait ressembler la solidarité transnationale dans la pratique pour les partis et les mouvements ?

Une étape clé consiste à reconnaître que pour maintenir les conditions d'accumulation et de croissance du capital dans le Nord, toute concession faite aux revendications de la classe ouvrière dans le Nord est compensée par une compression maximale des revenus et de la consommation dans le Sud. La solidarité avec le Sud signifie reconnaître ce fait et faire pression pour une économie post-croissance et post-capitaliste ici dans le Nord, afin de supprimer cette pression brutale. Il n'y a pas d'autre solution et pourtant, malheureusement, cela ne fait pas partie de notre discours actuel.

Notre discours actuel considère la crise écologique comme un problème de technologie. C'est une analyse très superficielle du problème. En revanche, les mouvements sociaux du Sud sont clairs : la crise est provoquée par le capitalisme et l'impérialisme. La première étape consiste à lire leurs documents, à écouter leurs revendications, puis à les soutenir dans notre discours public. La deuxième étape est d'attirer l'attention sur leurs mouvements et de s'aligner sur leurs demandes dans les négociations internationales, comme la COP. ~~La solidarité consiste à mettre en avant leurs idées et à s'aligner sur leurs demandes. C'est tout !~~

De nombreux partis verts et de gauche peuvent partager votre analyse mais évitent toute rhétorique anticapitaliste ou anti-impérialiste explicite. D'une part, ils craignent d'être trop radicaux, mais d'autre part, ils ne sont pas convaincus que ces mots parlent aux gens. Comment réagissez-vous à ces considérations ?

Je comprends d'où ils viennent et je partage leurs préoccupations. Mais nous n'avons pas le temps de tergiverser. **Nous avons besoin d'une analyse précise. Nous savons quelle est cette analyse, et nous devrions simplement entamer une conversation autour d'elle. À quoi sert un parti politique si ce n'est à introduire de nouvelles idées et à nous indiquer une nouvelle direction ?**

Nous avons besoin de plus de courage de la part des partis sur ce front. Mais nous avons également besoin que les mouvements sociaux soient à leurs côtés, qu'ils ouvrent la fenêtre d'Overton et qu'ils permettent à ces conversations d'avoir lieu. Des politiciens m'ont dit : "Je crois en ces revendications, mais je ne peux pas les exprimer parce qu'il n'y a pas d'électorat populaire pour cela. Construisez une circonscription populaire et je serai là". Nos mouvements sociaux ne sont pas encore là, nous devons donc les développer. Il s'agit là de la construction classique d'un mouvement : les politiciens poussent les choses d'un côté et les mouvements sociaux rendent les choses pensables dans la rue. Ils se renforcent mutuellement. C'est le double jeu dont nous avons besoin.

En ce qui concerne ce que les politiciens peuvent et ne peuvent pas dire, je ne pense pas qu'ils doivent absolument utiliser le mot "décroissance". Je pense que la décroissance est un mot utile parce qu'il est honnête et non cooptable. Mais pour ceux qui choisissent de ne pas l'utiliser pour une raison quelconque, c'est très bien. Ce qui compte, c'est que les principes soient reflétés dans les politiques. Ensuite, vous pouvez l'appeler comme vous voulez.

La décroissance est un terme académique mais les politiques sont très concrètes : des logements publics de qualité et bien isolés par exemple. Peut-être le programme parlerait-il aux gens plus que l'idée ?

Oui, tout à fait. La plupart des habitants des pays du Nord bénéficieraient d'~~une transition vers une économie éco-~~ sociale. Nous appelons à ~~réduire la production inutile et à raccourcir la semaine de travail.~~ Nous appelons à une distribution radicalement plus équitable des revenus. Nous demandons une ~~garantie d'emploi climatique et un~~ revenu de base. Nous demandons des ~~services publics universels et la décommodification du logement.~~ C'est l'histoire que nous devons raconter pour rallier les gens ordinaires à notre cause. N'oubliez pas qu'il existe une véritable pauvreté dans les pays riches. De nombreuses personnes vivent dans des logements insalubres et peuvent à peine payer leur loyer. Aux États-Unis, les gens n'ont pas les moyens de payer les soins de santé et l'éducation. Le programme que le mouvement de la décroissance appelle de ses vœux répond à ces préoccupations concernant l'insécurité sous le capitalisme. Nous devons aider les gens à imaginer ce à quoi ressemble l'alternative.

Les partis verts pensent parfois que la bataille consiste à rallier la classe ouvrière. Cela illustre un vrai problème : la classe ouvrière n'est pas à bord parce que les politiques vertes ne lui parlent pas ! Changez donc vos politiques, changez votre discours. Parlez de la manière dont nous allons déconstruire le cœur de l'économie sociale, faire du logement un bien public, garantir l'accès universel aux moyens de subsistance et aux ressources nécessaires, retirer la question de l'emploi de la table. Ensuite, nous pourrions parler de la réduction de la production inutile. Les seules personnes qui s'opposent à ces idées sont la classe capitaliste. L'obstacle n'est pas les gens ordinaires. L'obstacle, c'est le capital. C'est sur ce terrain que nous devons nous battre.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pourquoi les experts ne lèvent pas les yeux sur le progrès ?

Par Jem Bendell, initialement publié par le blog de Jem Bendell 7 janvier 2022

Jean-Pierre : article faible, encore trop idiotlogique.



Le nouveau film sur l'apocalypse totale de la race humaine est critiqué par de nombreux critiques de cinéma. Mais lorsque je discute avec des gens qui l'ont vu, ils le trouvent brillant. Et mon mur Facebook est rempli d'amis qui écrivent des versions de OMG <Oh My God>: quel film ! Que nous apprennent donc ces réactions extrêmement différentes ?

Lorsque je lis les critiques de "*Don't Look Up*", elles semblent mal comprendre le film. Même les critiques des écologistes qui critiquent les autres critiques passent à côté de ce qui est considéré comme important dans le film par moi et par les personnes qui sont au courant des toutes dernières tendances climatiques... Voici donc mes deux critiques sur le film et - comme tout art important - les leçons tirées des réactions qu'il a suscitées.

À en juger par sa production depuis la Seconde Guerre mondiale, le rôle d'Hollywood a été de produire des histoires qui célèbrent le pouvoir humain (principalement masculin), notamment la conquête, le progrès, le succès et l'individualisme héroïque. Le stéréotype de la "fin hollywoodienne" n'est pas seulement bon, mais elle est due à une personne spéciale. Même les tragédies et les films d'horreur comportent généralement certains de ces thèmes. Si l'on compare la production américaine aux films français, ces aspects du contenu hollywoodien apparaissent très clairement. Ces aspects ne sont pas accidentels. Ils s'alignent sur une idéologie de la modernité et du progrès qui a dominé les cultures mondiales depuis... eh bien, il y a de nombreuses opinions sur la profondeur de cette idéologie... Mais au moins depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dans ce contexte, un film sorti pour Noël et qui se termine avec tous les personnages principaux exprimant leur amour les uns pour les autres avant qu'ils ne soient anéantis avec toute la race humaine n'est pas très habituel ! *Don't Look Up* est la première fois que je vois de l'humour "doomer" dans un film avec les plus grandes stars.

Cela ne peut se produire que si les producteurs de films, qui sont responsables d'énormes budgets, ont senti que l'humeur du public accueillerait favorablement un tel film. Comment le sauraient-ils ? Peut-être s'agit-il d'un acte de foi artistique. Mais comme je l'ai écrit dans le document *Deep Adaptation* en 2018, les enquêtes d'opinion nous disent déjà que le grand public dans la plupart des pays du monde sait déjà que les choses sont en désordre et vont empirer.

Les médias d'information corporatifs ignorent ce sentiment dans la société. Au lieu de cela, leurs experts s'en tiennent à la positivité superficielle attendue des personnes engagées dans la communication publique. Le film lui-même s'amuse de la façon dont les médias attendent de leurs experts qu'ils terminent par un message optimiste. C'est qu'il existe dans la sphère publique une religion civile qu'il ne faut pas blasphémer. Il s'agit de la religion du progrès.

Cette religion s'accompagne d'une série de présupposés qui nous façonnent en égos insécures et nécessiteux qui s'inquiètent constamment d'obtenir plus de sécurité, de confort, de certitude et de statut. C'est un sujet que j'ai abordé dans mon dernier livre et résumé dans un blog. C'est la façon dont l'idéologie est maintenue par chacun d'entre nous à travers nos mondes intérieurs alors que nous détruisons le monde (ou du moins tous ceux qui lisent ce blog).

Cela pourrait donc être la raison pour laquelle les critiques sont si merdiques. Parce que comment peut-on parler depuis un endroit qui assume la domination humaine, l'invincibilité humaine, la centralité humaine et le progrès humain pour toujours face à un film comme celui-ci ? Comment peut-on célébrer l'individualisme héroïque en réponse à un film qui montre à quel point c'est stupide (dans la première tentative de déviation de la comète) et à quel point cela peut être mortel (dans l'avortement de cette tentative pour permettre le rêve cupide d'un entrepreneur de risquer la race humaine pour exploiter l'astéroïde) ?

Nous voyons souvent cette idéologie du progrès réprimer le sensemaking potentiel concernant les dernières données scientifiques sur le climat. "*Nous pourrions déjà avoir franchi le seuil d'une cascade de points de basculement interdépendants*", qui commenceraient à faire passer la Terre à un état beaucoup plus chaud, ont écrit des climatologues de haut niveau dans la revue *Nature* en 2019. Les chercheurs ont conclu que sur les 15 points de basculement potentiels qu'ils ont identifiés en 2008, sept montrent maintenant des signes d'activité, ce qui signifie qu'ils pourraient avoir déjà basculé dans un changement auto-renforcé et irréversible. Ils ont également ajouté deux nouveaux points de basculement à leur liste, soit neuf au total. L'auteur principal de l'étude, le professeur Tim Lenton, a expliqué que "*compte tenu de son énorme impact et de sa nature irréversible, se tromper de danger n'est pas une option responsable*." Un journaliste spécialisé dans l'environnement, Fred Pearce, a conclu que "*le monde n'a peut-être presque plus de temps pour empêcher ce qu'ils appellent une 'menace existentielle pour la civilisation'*". Notez le mot "presque" dans le résumé de Fred. Pourtant, les scientifiques n'ont pas conclu "presque". Ils ont conclu que nous pourrions déjà avoir dépassé le seuil des points de basculement - sur la base des effets des niveaux actuels de changement atmosphérique. L'impossibilité de "savoir" cela avec "certitude" est due aux limites imposées par les conventions des méthodes scientifiques. L'insertion des concepts de "presque", "presque" ou "pourrait" par les journalistes, les activistes, les consultants et les politiciens, même lorsque les scientifiques n'ont pas dit cela, reste très répandue. Cela reflète leur attitude hiérarchique à l'égard du grand public qui, selon eux, doit recevoir des messages biaisés pour son propre bien.

Le film *Don't Look Up* est la deuxième œuvre créative grand public de Netflix ayant un thème "doomer" à percer en 2021. Le film musical *"Inside"* de Bo Burnham est également empreint d'humour "doomer". Il comprend des paroles telles que :

"Tu dis que c'est la fin du monde. Chéri, c'est déjà fait."

"Nous allons partir - tout le monde le sait"

"La compréhension tranquille de la fin de tout ça".

Ces ruptures momentanées avec l'idéologie du progrès du principal fabricant du rêve américain - Hollywood - sont devenues populaires auprès du public parce qu'elles sont liées à quelque chose de connu et de non-dit, quelque chose de craint en privé et pourtant nié publiquement. Par conséquent, bien que les personnes impliquées dans le film *"Don't Look Up"* et les écologistes qui le défendent aujourd'hui puissent parler d'une "dernière tentative" pour arrêter le changement climatique, le pouvoir de ces histoires va au-delà de toute tentative d'instrumentalisation.

Il est si important de briser le tabou de la positivité superficielle pour explorer la nature de notre situation difficile si nous voulons y répondre utilement - en tant qu'individus, organisations ou sociétés entières. C'est pourquoi les centaines d'universitaires qui s'expriment sur la probabilité d'un effondrement de la société dû au changement environnemental font un travail difficile et important. Nous sommes généralement ignorés ou critiqués par les médias grand public (et par certains collègues scientifiques) parce que nous ne correspondons pas à l'idéologie dominante - mais cela commence peut-être à changer.

Si vous voulez plus d'humour doomer, je vous recommande le groupe Facebook *doomer yoomer*. Si vous voulez engager le dialogue avec d'autres personnes à partir d'un pessimisme positif où vous cherchez à réduire les dommages, peu importe ce qui se passe, je vous recommande le forum *Deep Adaptation*. Si vous avez le temps de lire un livre entier sur le caractère insidieux de l'idéologie du progrès qui façonne nos vies et sur les moyens d'y remédier alors que nous sommes confrontés à l'effondrement de la société, je vous recommande *Hospicing*

Modernity.



▲ [RETOUR](#) ▲

.Stroud, le berceau d'Extinction Rebellion

10 janvier 2022 / Par [biosphere](#)

Avant de théoriser notre nécessaire rébellion contre la société thermo-industrielle, un peu de pratique.

Gail Bradbrook : Le 30 mars 2021, bonnet noir et lunettes de protection, je redouble d'efforts pour faire céder la devanture de l'établissement de la Barclays. J'ai pris soin de placarder une affiche sur la façade : « *Cette banque finance le chaos climatique* ». Je suis membre du groupe d'activistes écologistes Extinction Rebellion, je participais à l'opération « Money Rebellion » (« rébellion de l'argent »), qui dénonce **les investissements des banques dans les énergies fossiles**. Les épaisseurs de verre se fragmentent sous mes coups, mais la vitrine ne cède pas. Mise en examen pour « dommages criminels » et « atteinte contre une institution financière », j'encours dix ans de prison ferme. Une première audience de mon procès aura lieu le 11 janvier 2022... j'espère un bon impact médiatique.

Réactions sur lemonde.fr :

animal nyctemeral : exploser une vitrine à coups de marteau..... Je ne pense pas avoir la même définition de la non-violence....

Rodolphe Leroy : Vous avez raison, elle aurait pu se blesser !

Bob Morane : Travaillant depuis 20 ans sur des sites industriels de production en France et à l'étranger, je confirme qu'aujourd'hui la crainte d'événements terroristes et donc violents est de plus en plus liée à ce genre de mouvements.

Raphou : Le blocage de la cimenterie Lafarge par Extinction Rébellion était parfaitement pertinent : la fabrication actuelle de ciment et de béton est un désastre en termes d'émissions de CO2, et les alternatives à base d'argile nécessitant beaucoup moins de chaleur existent en France. Donc merci à Extinction Rébellion.

Quelques repères historiques

Stroud, bourgade du Gloucestershire, a vu naître en 2018 le groupe écologiste Extinction Rebellion. En 1990, la ville avait élu le premier maire écologiste d'Angleterre, John Marjoram. En se référant au modèle établi en 2010 par **Rob Hopkins**, Stroud devient « *en transition* » : la municipalité planifie la réduction drastique de son empreinte carbone et le respect des écosystèmes. Les activistes se font la main au sein du groupe de défense du climat Rising Up, né en 2016. Ils ont multiplié les combats : lutte contre la fracturation hydraulique pour extraire le gaz de schiste (que le Royaume-Uni a stoppée en 2019), campagne contre la pollution des grandes villes, occupation d'arbres pour défendre les dernières forêts anciennes du pays... Dès l'automne 2017, une

dizaine de militants de diverses origines se réunissent pour déterminer comment faire face à l'urgence écologique. Gail Bradbrook, biophysicienne moléculaire de formation, les accueille dans sa maison de Stroud. Lors d'un week-end d'avril 2018, connu comme « la réunion de Stroud », le groupe se définit à partir de trois grands piliers : la non-violence, la désobéissance civile et l'objectif de mobiliser 3,5 % de la population dans le monde. Un seuil qui entraînerait selon eux un « *changement de système* ». Le 31 octobre 2018, la dizaine de cofondateurs lit une « Déclaration de rébellion » devant le Parlement, à Londres, et crée ainsi officiellement le mouvement. En novembre, XR occupe cinq ponts au centre de la capitale.

Aujourd'hui, la pandémie a chamboulé ce mouvement, en train de se scinder en deux camps. Pour ou contre la vaccination. « *Ils ne veulent plus se parler* », dit Simon Bramwell, bûcheron, cofondateur d'Extinction Rebellion et ancien compagnon de Gail Bradbrook. « *Peut-être qu'il faut accepter qu'Extinction Rebellion a rempli sa mission, de nouveaux mouvements surgiront.* » Pour Simon, « *la seule solution pour s'en sortir, c'est de rester radical* ».

Zaza : Il y a quelques mois, une journaliste de Planète ~~Audrey Garie~~ suivait pas à pas les actions de ce groupe radical et nous les rapportait avec une complaisance frisant la complicité, mettant notamment très en avant la non-violence de leur démarche. Les exaltés de tous poils ne reculent devant aucune violence car celle-ci se trouve légitimée à leurs yeux par la « justesse » de leur cause. Il ne fait aucun doute qu'une partie des **intégristes écolos** dérivera vers le terrorisme car ils sont (auto) persuadés qu'ils font vraiment œuvre de sauvetage du genre humain. Alors, un jour, on ressortira les articles relatant leurs « débuts ».

Lorange : Pour l'heure le terrorisme le plus violent est celui des réactionnaires qui nient les efforts à faire pour laisser une planète viable à nos petits-enfants. Un jour surtout les tribunaux seront encombrés par ceux qui auront laissé la situation se dégrader sans réagir, au nom de leur liberté et de leur petit confort bourgeois.

Artemis purple : Une vision, une stratégie, des moyens de communications et du courage sur le terrain. Trois activistes d'Extinction Rebellion qui s'assoient par terre, ce sont des terroristes ? XR est juste en avance.

Stéphane : Pour être tout à fait lucide, je dirais plutôt que XR arrive trop tard...

Message pour Delphine Batho, la décroissante

Jean-Pierre : AUCUNE politique de décroissance démographique ne peut fonctionner. Trop peu trop tard.

Delphine Batho, 22,3 % au premier tour de la primaire des écologistes en septembre 2021, présente son retour d'expérience au 89ème séminaire de l'institut Momentum aujourd'hui 8 janvier 2022. Alors que le projet politique de la Décroissance a longtemps été réservé à des cercles intellectuels, il est entré désormais dans le champ électoral. Delphine Batho présentera les résultats de sa stratégie, ses limites et ses perspectives, tout cela en vue de faire gagner la décroissance à l'avenir. **Le problème, c'est qu'elle occulte complètement l'idée de décroissance démographique.**

Militant pour la décroissance économique depuis des années, nous sommes en parfait accord avec son analyse. Par contre il y a un oubli total dans son programme, la décroissance démographique. Pourtant dès [1972, le rapport Meadows](#) sur « les limites à la croissance » montrait pourtant les interrelations entre exponentielles, qu'elles soient économiques ET démographiques, ce que votre texte ne dit pas.

René Dumont, présidentiable écolo en 1974, avait aussi une approche réaliste sur [la démographie dans son programme](#) : « Depuis 1650, la population du globe a augmenté à un rythme exponentiel. Nous sommes près de 4 milliards, nous serons 7 milliards en l'an 2000 ; même avec une réduction importante des taux de fécondité, on ne serait pas loin de 6 milliards. C'est la FIN du monde ou la FAIM du monde. Nous sommes les premiers à

avoir dit que la croissance démographique doit être arrêtée d'abord dans les pays riches, parce que c'est dans les pays riches que le pillage du Tiers-Monde, par le gaspillage des matières sous-payées, aboutit aux plus grandes destructions de richesse... Il faut réagir contre la surpopulation. En Inde surpeuplée certes, mais surtout chez les riches : 500 fois plus d'énergie consommée par tête à New York que chez le paysan indien. Ce qui remet en cause toutes les formes d'encouragement à la natalité, chez nous en France. La « France de 100 millions de Français » chère à M. Debré est une absurdité. Les propositions du mouvement écologique : la limitation des naissances ; la liberté de la contraception et de l'avortement. Nous luttons pour le droit absolu de toutes les femmes de régler à leur seule convenance les problèmes de contraception et d'avortement. »

A l'image de René Dumont, les écologistes dignes de ce nom doivent clairement assumer une perspective de décroissance démographique, ce que les écologistes institutionnels ne font pas aujourd'hui. Nous pensons pourtant que ce positionnement politique **qu'on pourrait appeler « malthusien » (au sens d'un dictionnaire de français)**, est porteur électoralement car l'idée de surpopulation est répandue dans la tête des électeurs/électorales alors que c'est devenu un tabou politique et médiatique.

La décroissance démographique peut être exposée publiquement de façon simple et compréhensible par tous et toutes. Notre impact écologique dépend à la fois de notre mode de vie multiplié par notre nombre, de la même manière que la surface d'un triangle dépend de sa longueur fois sa largeur. Séparer les deux est artificiel. Mais le facteur « mode de vie » est assez rigide, nos comportements consuméristes sont formatés par la publicité et l'abondance à crédit. Par contre la maîtrise démographique apparaît d'une simplicité évangélique. Tandis que les transitions énergétiques, agricoles et industrielles sont des mastodontes difficiles à remuer, il est possible de hâter la transition démographique avec des préservatifs et des stylos !

Cela pourrait être mis en place en finançant le planning familial mondial et ses besoins en contraception partout où il y a lieu, ainsi que la scolarisation des filles dans le monde entier. A lui seul, le financement du planning familial suffirait à réduire de 40 % l'accroissement de la population mondiale. En effet on dénombre plus de 30 millions de naissances non désirées sur la planète pour 80 millions de personnes en plus chaque année. Quant à la scolarisation des filles, son impact démographique est majeur. Plus les filles vont à l'école, plus le taux de fécondité baisse rapidement et fortement. Féminisme et environnement, même combat, accélérer la transition démographique revient à mettre en adéquation droits des femmes et droits de la nature. Enfin une telle politique aurait un coût dérisoire comparé à ce que les transitions économiques réclameront : 43 milliards de dollars par an selon l'UNFPA (Fonds des Nations unies pour la population) dont 4 pour couvrir les besoins des femmes en planification familiale et 39 pour scolariser les filles jusqu'au secondaire.

Que faire politiquement ? Agir avec l'association Démographie Responsable

<https://www.demographie-responsable.org/>

.Nucléaire vert, énergie durable, oxymores

Le nucléaire classé énergie « verte » et le gaz « énergie de transition », la taxonomie européenne ou classement des activités économiques en fonction de leurs émissions de CO2 se révèle pour ce qu'elle est, **un exercice purement politicien**. Le propre de l'oxymore est de rapprocher deux réalités contradictoires. Nucléaire vert, moteur propre, développement durable, agriculture raisonnée, financiarisation durable, vidéoprotection, etc. La montée des oxymores constitue un des faits révélateurs de la société contemporaine. Ces zombies nous suggèrent perfidement la possibilité de concilier l'inconciliable, c'est du **pur greenwashing** (écoblanchiment).

Le Monde avec AFP : La Commission européenne a dévoilé le 31 décembre 2021 un projet de labellisation verte pour les centrales nucléaires et à gaz qui vise à faciliter leur financement. Des garanties en matière de traitement des déchets et de démantèlement des installations nucléaires en fin de vie sont exigées.

[Le débat sur le monde.fr](#) :

Ericdesaintpaul : investir sur des éléments radioactifs qui ont une durée de vie de millions d'années : OUI c'est durable (en terme de pollution surtout) !

Vince : Durable le nucléaire? Les chantiers durent extrêmement longtemps, s'ils aboutissent un jour, les déchets durent encore beaucoup beaucoup plus longtemps, et ça va encore durer très longtemps pour trouver quoi faire avec, s'il y a un accident ça va durer TRÈS longtemps avant qu'on puisse habiter la zone, et les cancers vont durer, durer, durer. Le démantèlement, n'en parlons pas... Le nucléaire, c'est donc vraiment durable !

PHILEMON.FROG : Rappelons les données de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique sur les réserves d'uranium : les ressources mondiales connues, dont le coût d'extraction est supportable (inférieur à 130 dollars/kg) = 6 Mtonnes = juste 1 siècle de consommation au rythme actuel. A un coût supérieur de 130 à 260 dollars/kg, les réserves non exploitables aujourd'hui techniquement (eau de mer) = 7,5 Mt de réserves estimées. Cette réserve additionnelle, si on met au point les techniques pour l'extraire, fournirait un peu plus d'1 siècle de consommation au rythme actuel. Enfin, des études spéculatives évaluent à 10,5 Mt de réserves hypothétiques dont le coût d'extraction n'est pas concevable. Bref ! En gros, si on augmente la consommation d'uranium, dans 50 à 75 ans, il n'y aura plus de réserves ! Ajoutons que seulement 40 % des réserves connues se trouvent dans des pays de l'OCDE..

La Vénalité en Marche : La seule chose de durable dans cette filière, est la lenteur des démantèlements, la durée de toxicité des déchets, et le sacrifice d'une région en cas d'accident. 1 : le principe de précaution élémentaire exige de ne PAS développer une industrie basée sur un risque aussi fou, totalement disproportionné par rapport à l'utilité du produit. 2: la production de déchets ingérables est totalement inadmissible. 3 : produire une énergie abondante ne peut pas contribuer à réduire les GES. Car une énergie abondante, c'est une surconsommation abondante d'autres ressources polluantes : pétrole (plastiques...), malbouffe (engrais pétrochimiques...), fringues (plastiques encore), etc. La sobriété de la consommation ne peut passer que par une sobriété de la production énergétique : c'est une évidence toujours nécessaire à rappeler.

Françoise B. : Pas de gaz à effet de serre, oui, quand la centrale est en activité. Mais pour la construire ? L'entretenir ? La démanteler ?

Manon Boquen : « à Brennilis, la centrale nucléaire a fonctionné de 1967 à 1985 ; le bloc réacteur, 64 000 tonnes de déchets radioactifs, n'est toujours pas démantelé. Une enquête publique est organisée jusqu'au 3 janvier 2022 pour que toute personne intéressée expose son point de vue : « Approuvez-vous ou non le plan de démantèlement complet proposé par EDF ? » Le dossier de 2 500 pages peut refroidir bien des ardeurs. Et le nucléaire ne mobilise plus. « La radioactivité, ça ne se voit pas, ça ne se sent pas, donc les gens s'en fichent », déplore une habitante ; elle milite pour que l'installation reste en l'état, le temps que la radioactivité diminue. **La commission de l'enquête publique présidée par Danielle Faysse rendra son rapport courant février 2022, pour de potentiels débuts de travaux en 2023.** »

Éditorial du MONDE : La taxonomie consiste à définir ce qu'est une activité économique durable afin de flécher les financements dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Ainsi, soixante-dix secteurs d'activité, représentant 93 % des gaz à effet de serre émis sur le territoire européen (construction, transport, industrie ou encore énergie), ont été passés au crible... Sans gaz et/ou nucléaire, la neutralité carbone et la limitation du réchauffement climatique seront extrêmement difficiles à tenir dans les délais, sinon au prix **d'un changement rapide et profond de mode de vie, difficilement acceptable à ce stade par l'opinion publique...** Nucléaire et gaz disposent de l'immense avantage d'être pilotables, c'est-à-dire d'être utilisables à tout moment, même lorsqu'il n'y a pas de vent pour faire tourner les éoliennes ou de soleil pour alimenter les panneaux solaires... **Dans le débat énergétique, il n'existe pas de solution miracle.**

[Nouveau débat sur le monde.fr](#) par rapport à l'éditorial :

Ecolo-geek : On ne dit pas merci au Monde pour cet édit. Le gouvernement sait très bien expliquer ces choix lui-même... On préférerait une approche plus critique et surtout ne pas voir invoquer le réalisme là où on pourrait tout à fait parler d'irresponsabilité...

Frog : Deux choses me scandalisent : 1) Qualifier de « verte » l'énergie nucléaire relève du pur greenwashing et sert à entretenir les populations dans l'idée que cette énergie serait fiable et sécurisée, ce qui n'est absolument pas le cas. « Décarboné » est le seul terme envisageable – et encore, car tout a un coût carbone. 2) Ce débat autour de l'énergie éclipse le débat qui devrait être le premier : comment économiser l'énergie ?!!! Pendant que nos politiques comptent sur le nucléaire, on étend toujours plus les zones urbaines pour utiliser toujours plus la bagnole, on vit dans des passoires thermiques avec des aides à la rénovation indigentes, on consomme n'importe quoi à l'autre bout de la planète dans une économie mondialisée... A un moment il serait temps de redevenir raisonnable !!!

moussila : J'avoue que faire passer le gaz naturel du problème à sa solution est quand même un sacré tour de passe-passe. On va se servir d'une énergie fossile pour résoudre le problème lié aux énergies fossiles? C'est grandiose ! Y en a qui osent tout... Le gaz « naturel » n'est pas du tout une énergie propre. A énergie équivalente, il n'émet que 20% de moins de GES que le pétrole (type gazole ou essence), et plus de la moitié de ce qu'émet le charbon. Et delà veut-il dire qu'il y aura un financement européen pour de nouvelles infrastructures gazières et explorer de nouveaux gisements ? Ce serait tout simplement scandaleux.

Durabilité forte contre soutenabilité faible

Un peu de théorie pour mieux comprendre l'erreur fondamentale des économistes orthodoxes, tous ceux qui nous bercent d'illusions.

soutenabilité faible

Les tenants de la durabilité faible forment le courant économique dominant (de droite comme de gauche) : le capital naturel peut toujours être remplacé par des éléments fabriqués, donc par du travail et du capital technique. Cette approche promulguée par la Banque mondiale et l'OCDE suppose la substitution toujours possible entre capital humain, capital manufacturier et capital naturel. Ainsi, si l'une des composantes baisse, une autre pourra toujours compenser le manque. Elle repose sur une confiance aveugle dans un progrès technique qui pourrait toujours compenser la déperdition irréversible des ressources naturelles non renouvelables. On dit aussi qu'il y a dans tous les cas substitution possible entre les facteurs de production, y compris le facteur ressources naturelles. Les économistes soutiennent depuis l'origine de la révolution industrielle une durabilité faible, donc considèrent une croissance économique sans se soucier des générations futures ni du reste de la Biosphère puisque, selon leur point de vue, on trouvera sans doute une solution technique à tous les problèmes que la technique a créés.

Une telle pensée, ce que Nicholas Georgescu-Roegen appelle « le sophisme de la substitution perpétuelle », n'est pas durable. Il faut en effet avoir une vue bien erronée du processus économique pour ne pas remarquer qu'il n'existe pas de facteur matériel autres que les ressources naturelles. Plus que l'impact du progrès technique sur la consommation de ressources par unité de PIB, ce qui doit attirer notre attention, c'est l'accroissement du taux d'épuisement des ressources comme effet de ce progrès. Mais les économistes, libéraux ou marxistes, inébranlablement attachés à leur cadre mécaniste, sont restés complètement insensibles aux appels que lancèrent les mouvements pour la conservation de la nature. L'exploitation de la nature reste une fin en soi et les économistes ont mis plus d'un siècle pour prendre en considération la question de l'environnement et du renouvellement des ressources.

Nicholas Georgescu-Roegen : « Quelques organismes ralentissent la dégradation entropique : les plantes vertes emmagasinent une partie du rayonnement solaire qui autrement serait immédiatement dissipée sous forme de

chaleur. C'est pourquoi vous pouvez brûler aujourd'hui de l'énergie solaire préservée de la dégradation il y a des millions d'années sous forme de charbon, ou depuis un plus petit nombre d'années sous forme d'arbres. Tous les autres organismes accélèrent la marche de l'entropie et les humains plus que les autres. Le processus économique, comme tout autre processus du vivant, est irréversible mais beaucoup d'économistes ne connaissent même pas la loi de l'entropie. Certains pensent même de façon illusoire qu'on réussira toujours à trouver de nouvelles sources d'énergie et de nouveaux moyens de les asservir à notre profit. Mais on ne peut pas utiliser des schistes bitumineux si leur extraction coûte plus d'énergie que leur apport. Il y a aussi la thèse que nous pourrions nommer le sophisme de la substitution perpétuelle. Ainsi, selon Solow, on pourra toujours substituer d'autres facteurs (travail ou capital technique) aux ressources naturelles. Mais il faut avoir une vue bien erronée du processus économique pour ne pas remarquer qu'il n'existe pas de facteur matériel autres que les ressources naturelles. Plus que l'impact du progrès technique sur la consommation de ressources par unité de PIB, ce qui doit attirer votre attention, c'est l'accroissement du taux d'épuisement des ressources comme effet de ce progrès. Mais les économistes, inébranlablement attachés à leur cadre mécaniste, sont restés complètement insensibles aux appels que lancèrent les mouvements pour la conservation de la nature. »

[durabilité forte](#)

La biosphère remplit quatre fonctions vis à vis de l'espèce humaine : c'est le support de la vie, un stock de ressources naturelles, un récepteur de déchets et une source d'aménités. Il y a bien des possibilités de substitution aux services environnementaux, le recyclage des déchets permet par exemple de réduire à la fois la demande de services de réception de déchets et la demande de matières premières. Mais ces substitutions sont plus ou moins fortes et le stock de capital physique (par exemple une piscine) constitue un avatar plus ou moins imparfait du capital naturel (lac ou rivière). En effet, l'analyse néo-classique de Pigou (les externalités) ne reconnaît pas l'interdépendance étroite entre économique et environnement. Pour dépasser la pensée dominante, il faudrait utiliser des développements empruntés aux sciences de la nature, en particulier la thermodynamique et l'écologie, il faudrait insérer l'économie dans l'écologie alors qu'on a déjà le plus grand mal à intégrer l'écologie dans l'économie. Comme synthèse de cette analyse, on peut dire qu'une durabilité forte nécessite que le patrimoine naturel reste constant (il est absolument complémentaire de l'activité humaine d'une génération à l'autre). Cette conception repose donc sur la forte complémentarité entre les trois types de capital (technique, humain et naturel) et récuse l'idée de soutenabilité faible. Concrètement la réalisation du développement durable passe alors par une limitation de l'usage du capital naturel, notamment par la décroissance des facteurs de production matériels et énergétiques. Ce soubassement biophysique de l'activité humaine nous amène à repenser le matérialisme historique de Marx.

cf. [Libéralisme, marxisme et écologisme](#)

[L'année 2022 et la fin de ce monde en folle](#)

Quelques journalistes se prennent pour Philippulus, le prophète qui promettait l'apocalypse en 1942 (dans Tintin, *L'Etoile mystérieuse*). Sauf qu'aujourd'hui il ne s'agit pas d'un cinglé, mais d'analystes de la situation désespérée de la société thermo-industrielle.

[Philippe Escande](#) : « Le réchauffement climatique et la dégradation de la biodiversité, dus en majorité à ces énergies fossiles, ne permettent plus de continuer sur ce rythme. De cela, la plupart des gens en sont désormais convaincus. Mais ils n'ont pas intégré les sacrifices que cela implique : réduire l'utilisation de la voiture, la consommation de viande, les voyages, les achats, sa liberté individuelle... Gérer ce basculement inévitable vers un monde plus cher, car plus économe, mais aussi plus instable, devrait figurer en tête des préoccupations des politiques en ce début 2022. En auront-ils le courage ? »

Lire, [Paradoxes du monde fini... selon Dominique Bourg](#)

La question de la finitude des ressources ne devrait plus diviser. Parier sur l'abondance des ressources et la croissance, sur une planète insidieusement finie, alors même que la décrue démographique n'aura pas même lieu durant le siècle, est aussi inepte que dangereux.

Florian Fizaine : « Dès la naissance de l'économie politique au XVIIIe siècle, les physiocrates placent la nature au cœur de la production des richesses, ce qui implique d'en respecter les contraintes. A partir de la révolution industrielle, cette question de la finitude des ressources va devenir plus conflictuelle chez les économistes classiques. Alors que, pour Jean-Baptiste Say, les ressources naturelles, illimitées et donc gratuites, ne sont pas un sujet, pour d'autres, comme David Ricardo, il existe une limite naturelle à la croissance, se traduisant par une décroissance des rendements, et donc une hausse du prix du blé, qui conduit in fine l'économie à un état stationnaire sur le long terme. A partir de là, des économistes comme John Stuart Mill vont considérer cette décroissance comme une opportunité pour l'humanité qui, au lieu d'accumuler des richesses, pourra se tourner vers d'autres activités, telles que l'art. D'autres, à l'image de Thomas Malthus, craignent que les ressources naturelles ne s'accroissent pas suffisamment vite face aux dynamiques de croissance démographique, ce qui nécessite de limiter la fécondité. A la fin du XIXe siècle, l'école néoclassique estime que la disponibilité limitée en ressources naturelles peut être compensée par une organisation du travail optimisée. Le progrès technique et les découvertes de nouvelles ressources pourront continuellement lutter contre les rendements décroissants. Malgré cette idéologie dominante, certains économistes commencent à réfléchir à l'épuisement. On attribue à l'économiste Kenneth Boulding cette phrase : « Celui qui croit à une croissance exponentielle infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste. » Mais en réaction au rapport Meadows, le quatuor Partha Dasgupta+Geoffrey Heal+Robert Solow-+Joseph Stiglitz a suggéré que l'économie pourrait continuer à croître éternellement, dès lors qu'il était possible de substituer suffisamment vite des ressources essentielles s'épuisant par du capital. »

Biosphere : Dasgupta et consorts font l'hypothèse d'une soutenabilité « faible » qui suppose la substitution toujours possible entre capital humain, capital manufacturier et capital naturel. Ainsi, si l'une des composantes baisse, une autre pourra toujours compenser le manque. Elle repose sur une confiance aveugle dans un progrès technique qui pourrait toujours compenser la déperdition irréversible des ressources naturelles non renouvelables. C'est donc une croyance religieuse parmi d'autres. Car si la nature peut exister sans capital bâti, l'inverse n'est pas vrai. Il existe de ce fait une hiérarchie fondamentale entre les capitaux qui limite le degré de substituabilité entre le capital bâti et le capital naturel. C'est ce qu'on appelle la durabilité forte. En conséquence, il est impossible d'envisager le capital bâti et le capital naturel comme de parfaits substituts. **Sans substitution durable entre facteurs de production**, il n'y a d'autre solution que la décroissance.

Vanille455 : C'est trop tard pour ce genre d'articles. C'est trop tard tout court pour le climat. Maintenant il va falloir s'adapter, c'est-à-dire acheter des armes et se barricader dans des bunkers et attendre la crise.

▲ **RETOUR** ▲

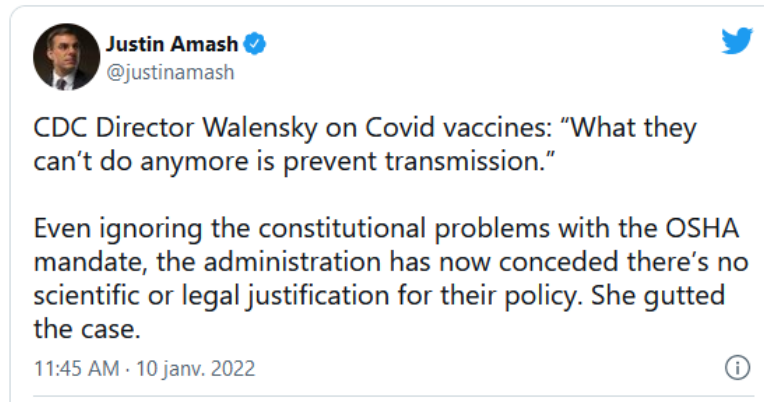
.Coup de theatre aux USA. Le directeur du CDC Walensky sur les vaccins Covid : « Ce qu'ils ne peuvent plus faire, c'est empêcher la transmission. »

Bruno Bertez 10 janvier 2022

Coup de théâtre aux USA

Même en ignorant les problèmes constitutionnels liés au mandat de l'OSHA, l'administration a maintenant admis qu'il n'y avait aucune justification scientifique ou juridique à sa politique. Elle a vidé l'affaire.

– Justin Amash (@justinamash) 10 janvier 2022



▲ [RETOUR](#) ▲

.ÉDITORIAL. NOUS SOMMES EN GUERRE. BIEN SÛR. C'EST PARCE QUE VOUS REFUSEZ DE LE VOIR QUE VOUS ÊTES VAINCUS.

Bruno Bertez 7 janvier 2022

La vie est une lutte et à l'échelle de l'Histoire, à l'échelle des générations, à l'échelle des espèces, à l'échelle de la planète seuls les plus adaptés survivent.

Même le virus est en lutte, il lutte pour conquérir le terrain, pour se reproduire, pour s'adapter à vos défenses. Il mute.

Et les plus adaptés sont ceux qui ont l'atout de percevoir les modifications de leur environnement, les changements de systèmes, les mutations. Ceux-là, plus perspicaces que les autres prennent les bonnes décisions.

Nous avons changé de système, nous avons abandonné l'idéal démocratique.

L'horizon démocratique n'est plus celui qui nous guide.

Nous avons pénétré un système où les peuples sont dépossédés.

Une catégorie de personnes et ses alliés prétendent que la démocratie est dépassée, que c'est le règne des Sachants. Le règne des Stakeholders, ceux qui ont des billes dans le système. Ce serait le règne d'une Elite qui détiendrait les clefs de la bonne Gouvernance et serait détentrice de l'intérêt général.

C'est le sens profond du **Grand Reset**, la fin de la souveraineté populaire et nationale pour entrer dans le règne des parties prenantes, des détenteurs du savoir, des détenteurs de la technologie qu'ils ont volé aux salariés, les détenteurs du capital et les maîtres de la police et de l'armée.

Le Grand reset c'est un colossal; « **OTE TOI DE LÀ QUE JE M'Y METTE** ».

Nous vivons sur le mythe des Lumières, le mythe Rousseauiste- le mythe de cet homme qui n'a jamais travaillé et a vécu entretenu par les femmes et les princes et n'a même pas su exercer son rôle de père – le mythe imbécile de l'homme qui serait bon, qui signerait un Contrat Social, et qui croit que la vie en société est un Pacte. Le mythe renouvelé sous ses formes Woke « tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, le mythe ils n'auront pas ma haine, le mythe des droits de l'homme, le mythe des élites qui voudraient notre bien, le mythe que nous -le peuple- sommes des cons, des moins que rien et que seuls les dominants savent ce qui est bien, bon, beau, progressiste, le mythe de l'intérêt général.

Ils, ou elles, les élites, vous font vivre dans le monde imbécile rousseauiste du « tout le monde est beau et gentil », on s'aime, on s'embrasse, on est solidaire, mais eux ils vivent dans le monde de la Loi du plus fort, dans le monde des privilégiés. Et ils ne se privent pas de vous écraser.

Dans ce système à deux vitesses, eux disent que le temps des héros, les temps des modèles héroïques est fini et que ce qui est admirable c'est le monde des victimes, mais eux, ce sont comme Macron des tueurs, des cyniques, des chiens.

C'est contre ce mythe que je lutte jour après jour depuis que j'ai repris cette superbe devise liminaire, **« l'homme est un loup pour l'homme ».**

Devise complétée par cette admirable phrase de Pascal: **« Qui veut faire l'ange fait la bête ».**

Je crois à la lutte, à l'affrontement, à la dignité de défendre ce que l'on est, ce que l'on a ; je crois à la liberté et la dignité de l'individu. Je crois que liberté et dignité ne sont pas donnés ou octroyés mais conquis et défendus de hautes luttes.

Cela n'empêche pas, au contraire d'aimer ses proches, sa famille, ses alliés, ses compatriotes et même tous ceux qui pensent comme nous et nous veulent du bien.

Mais ceux-là sont en nombre limité en regard de la masse de gens qui ne nous veulent pas du bien et veulent nous nuire, nous piller, nous exploiter, nous envahir, nous déposséder etc.

En matière sociale je suis pour la lutte des classes, pour les contrepouvoirs, pour le pouvoir fort des syndicats et pour la liberté de gestion des entreprises. C'est le contraire du monde actuel, monde où les syndicats collaborent, où ils ne luttent plus pour le bien-être et la dignité des salariés mais où ils comprennent les besoins du capital et négocient avec lui le poids des chaînes.

Le dialogue social est une escroquerie qui dissimule le renoncement des syndicats à obtenir ce que le rapport de forces les autoriserait à réclamer.

Aussi bien le capital que le patron ou le manager que les salariés tous ont raison de se comporter conformément à leur identité

et que le plus fort gagne.

sans oublier que :

l'union fait la force

Le progrès jaillit de la lutte des contraires.

Osez vous battre.

Notre lecteur SEB nous écrit.

Bien sûr qu'il n'a pas lâchée cette phrase au hasard et qu'il a des études d'opinion mais c'est lui qui a conditionné les gens au point de les rendre **assez cons pour ne pas comprendre que leur vaccin à 10 doses est inefficace.**

Une majorité n'arrive même pas à admettre qu'elle peut attraper et transmettre le virus autant qu'un non vacciné. Il lui suffira de comprendre ce seul détail pour intégrer l'abjection de ce qui se passe.

Nous sommes la minorité qui n'a pas voulu servir de cobaye et à laquelle les faits donnent raison.

Nous avons non seulement plus de clairvoyance mais aussi plus de force morale que tous les soumis qui se sont vaccinés pour la plupart par peur ou pour pouvoir aller au resto.

C'est à ce titre que nous sommes persécutés.

La devise de Macron c'est « ordo ab chaos ». Il fout le bordel et espère tirer les marrons du feu.

Ce petit vicieux n'a pas encore compris que même si nous sommes une minorité nous sommes les plus forts.

Un jour viendra où la police le lâchera...

La lettre de Charlelie couture

Je relaie cette lettre à Macron par l'artiste Charlelie Couture :

« NOUS sommes en guerre, oui ! NOUS sommes en guerre, oui ! NOUS, les non-essentiels, NOUS, les inutiles, NOUS, les riens, NOUS, les Lumières plongées dans l'ombre, NOUS, les Gens de l'Esprit et de la Culture, NOUS, les restaurateurs, ceux des plaisirs de la bouche et du plaisir tout court,

Oui, NOUS sommes en guerre,

NOUS, les personnels et techniciens du spectacle, ceux des théâtres et des cinémas, NOUS, les Acteurs et les Comédiens mis aux arrêts forcés, NOUS, les Musiciens,

NOUS tous que vous considérez comme des paresseux mais ne rêvons que de travailler,

Et tous ceux de la nuit, ce monde qui vit la nuit, cette nuit NOIRE que vous associez au Mal, cette peur médiévale qui accompagne la nuit quand le Diable revient, ce Mal qui grandit quand le soleil s'est couché, - désormais après 20 h-, ce Mal viral dont la définition change au gré de vos humeurs, cette menace invisible d'abord définie comme létale, mais dont la dangerosité s'estime désormais en termes de « cas », (d'où la suggestion de recourir à des tests massifs afin d'obtenir des grands nombres impressionnants), dans l'intention de soumettre à se faire faire inoculer dans l'urgence, une opinion publique de plus en plus sceptique, malgré la pression permanente des médias, elles-mêmes sous surveillance. NOUS, que vous traitez avec un détachement scandaleux,

Oui, NOUS sommes en guerre contre VOUS ! Contre le Janus qui répète qu'il « assume », lui qui se croit doué d'un super pouvoir de séduction absolu, qui lui permet d'envoûter et de berner comme un camelot tous ceux qu'il rencontre, lui le Petit Prince tellement condescendant vis-à-vis du Peuple et de la classe moyenne, Oui.

Nous sommes en guerre contre VOUS cet orphéon de sous-fifres opportunistes qui improvisent au jour le jour une chorale cacophonique, cette ribambelle de technocrates cyniques feignant d'ignorer froidement les drames dans lesquels plongent ceux qui sont concernés par ces décisions cyniques.

VOUS, dont les discours lénifiants et versatiles conjuguent à la fois l'ignorance et l'absurde, Contre VOUS, dont les incohérences nous inondent comme des pluies acides sur notre forêt de rêves.

Contre vos fausses promesses et vos effets d'annonce comme un coup de bluff permanent, **affirmant des choses un jour, et le contraire le lendemain avec le même aplomb!**

Contre vos fanfaronnades ineptes et vos décisions inopinées, Contre vos lois votées en catimini, Nous sommes en guerre oui !

Contre les mafias milliardaires et autres géants de Big Pharma, Contre votre déni effectif des menaces climatiques au profit d'une consommation capricieuse et sa pollution d'objets inutiles distribués par les géants de la distribution.

En guerre contre **une économie de cavalerie et de course en avant qui « invente » des milliards virtuels**, et nous entraîne à court terme vers le grand délire d'une économie irréaliste, comme une plongée dans un puits sans fond.

La France n'est pas sereine, noyée dans une sorte de chaos et d'écœurement causés entre autres par la surprotection d'une police répressive et les disputes intestines entre spécialistes illuminés aussi malsaines que des bagarres de rues entre bandes de supporteurs alcoolisés.

La France n'est pas en paix avec elle-même, quand les mêmes qui dénonçaient les lois du califat imposant le silence et le voile, oui, les mêmes interdisent de la même manière depuis des mois à la fois le théâtre, la musique, les musées, les rencontres populaires (sportives ou artistiques), et puis les restaurants, les rassemblements de fêtes joyeuses et conviviales, et maintenant Noël en famille et la Saint Sylvestre...

Conscients que les enfants dans les écoles apprennent à devenir fous, oui, nous sommes en guerre, une guerre secrète, une guerre interne, pour l'heure encore en implosion, mais dont les conséquences seront graves. On devine la colère qui gronde et les gens désespérés sont prêts à exploser, prêt à se faire exploser, suicidaires.

Un pouvoir si puissant soit-il ne tient que par l'acceptation ou le refus du Peuple d'obéir. Désormais NOUS sommes en guerre, oui, Pour défendre notre droit à continuer de vivre dignement, Pour défendre notre Liberté légitime et notre droit de penser autrement !

Charlérie COUTURE

▲ [RETOUR](#) ▲

.UN MONDE DE DÉSORDRE CROISSANT

Bruno Bertez 9 janvier 2022

Je vous livre ce texte car il fait des constats que je partage.

Je ne partage pas les analyses car elles sont unilatérales: les USA font tout bien et le reste du monde est composé de voyous.

Le biais et le parti pris sont évidents, un travail alimentaire qui s'inscrit dans la logique de poursuite de l'exceptionnalisme américain lequel est précisément la cause de **la situation dangereuse vers laquelle nous nous dirigeons.**

Lisez ce **texte de propagande**, il est intéressant quand même.

Richard Haas

Les rivalités géopolitiques et la sécurité du cyberspace, l'écart entre les défis mondiaux et les réponses est grand et croissant. Et les ressources nécessaires pour renverser la vapeur – en particulier la volonté collective et

la diplomatie – sont rares.

Mon livre, [*A World in Disarray*](#), a été publié il y a cinq ans ce mois-ci. La thèse du livre était que la fin de la guerre froide n'a pas inauguré une ère de plus grande stabilité, de sécurité et de paix, comme beaucoup s'y attendaient. Au lieu de cela, ce qui a émergé était un monde dans lequel les conflits étaient beaucoup plus répandus et fréquents.

Certains ont critiqué le livre à l'époque comme étant indûment négatif et pessimiste. Rétrospectivement, le livre aurait pu être critiqué pour son optimisme relatif. **Le monde est un endroit plus désordonné qu'il ne l'était il y a cinq ans – et la plupart des tendances vont dans la mauvaise direction.**

Au niveau mondial, l'écart entre les défis et les réponses est grand et croissant. La pandémie de COVID-19 a révélé les insuffisances du dispositif sanitaire international. Nous entrons dans la troisième année de la pandémie, mais nous ne connaissons toujours pas ses origines, grâce à l'obstruction chinoise.

Ce que nous savons, c'est que plus de cinq millions de personnes, et plus probablement 15 millions, sont décédées. Nous savons également que quelque [trois milliards de personnes](#) (beaucoup en Afrique) n'ont pas encore reçu une seule dose d'un vaccin COVID-19. Et nous savons que [la pandémie en cours a réduit la production économique mondiale de milliers de milliards de dollars.](#)

Le changement climatique a avancé. Le monde est déjà plus chaud de plus de 1° Celsius qu'il ne l'était au début de la révolution industrielle et est en passe de se réchauffer. Les événements météorologiques extrêmes sont plus fréquents. L'utilisation de combustibles fossiles est en hausse.

Les gouvernements se sont engagés à faire mieux. Leur performance reste à voir; dans certains cas, notamment la Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés du monde, les engagements sont remarquables par leur mauvaise volonté.

Le cyberspace reste semblable au Far West, sans qu'aucun shérif ne soit disposé ou capable de fixer des limites à un comportement acceptable. Il n'y a même pas de prétexte de coopération mondiale. Au contraire, nous voyons la technologie dépasser la diplomatie, avec des gouvernements autoritaires qui font des efforts considérables pour murer leurs sociétés tout en violant le cyberspace des autres pour semer la discorde politique ou voler la technologie.

La prolifération nucléaire se poursuit. La Corée du Nord a augmenté la quantité et la qualité de son arsenal nucléaire ainsi que la portée et la précision de ses missiles. Et, à la suite de la décision unilatérale des États-Unis en 2018 de sortir de l'accord qui plaçait des plafonds temporaires sur les capacités nucléaires de l'Iran, la République islamique est passée d'un an avant de posséder l'arme nucléaire à quelques mois, voire quelques semaines.

La rivalité des grandes puissances est plus prononcée qu'à aucun autre moment depuis la guerre froide.

Les relations entre les États-Unis et la Chine se sont rapidement détériorées, principalement en raison de l'intensification de la répression chinoise à l'intérieur du pays, des frictions commerciales et économiques, ainsi que de la puissance militaire croissante de la Chine et de sa politique étrangère de plus en plus affirmée. Dans un contexte de concurrence économique croissante et de conflit éventuel à propos de Taïwan, il n'est pas clair si les deux pays seront en mesure de coopérer sur des défis mondiaux tels que la santé publique et le changement climatique.

La Russie est sans doute encore plus mécontente de l'ordre mondial. Trois décennies après la fin de la guerre froide, le président Vladimir Poutine, apparemment installé au pouvoir dans un avenir prévisible, est déterminé à arrêter ou, si possible, à inverser la portée de l'OTAN. Poutine s'est montré à l'aise avec l'utilisation de la

force militaire, de l'approvisionnement en énergie et des cyberattaques pour déstabiliser les pays et les gouvernements qu'il considère comme antagonistes. La cible immédiate est l'Ukraine, mais le défi stratégique posé par la Russie de Poutine est beaucoup plus large.

D'autres développements sont également préoccupants. Plus de 80 millions – une personne sur cent – sont déplacées. [Plusieurs fois, ce nombre](#) subit ce qui ne peut être décrit que comme une crise humanitaire. Le Moyen-Orient est le foyer de plusieurs guerres en cours qui sont à la fois civiles et régionales.

La démocratie [recule](#) dans une grande partie du monde, non seulement dans des cas dramatiques comme le Myanmar et le Soudan, mais aussi dans certaines parties de l'Amérique latine et même de l'Europe. Haïti et le Venezuela sont essentiellement des États en faillite, tout comme la Libye, la Syrie et le Yémen. L'Afghanistan semble en passe de redevenir un leader mondial du terrorisme, de la production d'opium et de la misère.

Il y a un autre facteur critique : les États-Unis sont dans un plus grand désarroi interne qu'il ne l'était il y a cinq ans. La polarisation politique atteint un niveau record et la violence politique est devenue une menace sérieuse. Le transfert pacifique du pouvoir politique après les élections ne peut plus être tenu pour acquis. Cette réalité interne a à son tour accéléré le retrait de l'Amérique du leadership mondial après trois quarts de siècle. Aucun autre pays n'est capable et désireux d'assumer ce rôle.

Certes, certains développements positifs méritent d'être mentionnés : la création rapide de vaccins qui réduisent considérablement la vulnérabilité au COVID-19 ; les nouvelles technologies vertes qui réduisent la dépendance aux combustibles fossiles ; la coopération croissante entre les États-Unis et plusieurs de leurs partenaires pour repousser une Chine plus puissante ; et le simple fait que, jusqu'à présent, la rivalité des grandes puissances ne s'est pas transformée en guerre.

Que faudrait-il pour éviter un avenir défini par le désarroi ?

Une liste restreinte comprendrait une vaccination généralisée contre le COVID-19 et de nouveaux vaccins efficaces contre les futures variantes ; ~~une percée technologique ou diplomatique qui réduirait considérablement l'utilisation des combustibles fossiles et ralentirait le changement climatique~~ ; un règlement politique en Ukraine qui favorise la sécurité européenne et un dénouement avec l'Iran qui l'empêche de devenir une puissance nucléaire ou même quasi nucléaire ; une relation américano-chinoise capable de mettre en place des garde-fous pour gérer la concurrence et éviter les conflits ; et des États-Unis qui ont réussi à réparer suffisamment leur démocratie pour avoir la capacité de se concentrer sur les événements mondiaux.

Comme toujours rien n'est inévitable, pour le meilleur ou pour le pire. Ce qui est clair, cependant, c'est que les tendances ne s'amélioreront pas d'elles-mêmes. ~~L'innovation, la diplomatie et la volonté collective sont nécessaires pour renverser la vapeur.~~ Malheureusement, les deux derniers sont en nombre insuffisant.

Richard Haass, président du Council on Foreign Relations, a précédemment été directeur de la planification politique pour le département d'État américain (2001-2003) et a été envoyé spécial du président George W. Bush en Irlande du Nord et coordinateur pour l'avenir de l'Afghanistan. Il est l'auteur, plus récemment, de [The World: A Brief Introduction](#) (Penguin Press, 2020).

▲ [RETOUR](#) ▲

.Sélection naturelle, immunité et anti-vax

11 janvier 2022 Par biosphere

Les anti-vax ne le disent pas, mais leur action d'un point de vue politique repose sur l'idée qu'il faut accepter la sélection naturelle pour atteindre l'immunité collective. Vrai ou faux ?

Florence Rosier nous donne les éléments de langage à maîtriser : « L'**immunité collective**, c'est la proportion de la population qui acquiert une immunité protectrice – par le vaccin ou par l'infection – pour stopper la propagation d'une épidémie donnée. Fin 2019, la souche historique du SARS-CoV-2 a rapidement essaimé alors que la population humaine n'avait jamais été exposée à ce nouveau coronavirus et n'avait donc développé aucune défense immunitaire. Les modèles de diffusion des épidémies reposent sur l'hypothèse d'une **immunité bloquante**, une personne immunisée fait obstacle à la circulation du virus. Mais Omicron parvient à réinfecter une personne déjà vaccinée ou infectée par le SARS-CoV-2 ; Les anticorps que nous avons acquis contre la souche historique du SARS-CoV-2 ou contre les variants Alpha ou Delta, peinent à nous protéger d'Omicron, les anticorps acquis grâce à Omicron ne nous protègent pas des variants anciens. Une immunité collective risque alors d'être hors d'atteinte. Sauf si l'**immunité cellulaire** des lymphocytes T et B dits « mémoires » nous protège contre les formes sévères de la maladie. Une personne infectée en contaminait alors trois autres, puis le variant Delta en contamine 6 à 8 autres et Omicron plus de dix autres. Avec environ 200 000 personnes infectées chaque jour par Omicron en France ce 10 janvier, soit au moins 1,4 million par semaine, et jusqu'à trois milliards d'individus dans le monde au cours des deux prochains mois, on peut dire que *personne ne va passer entre les gouttes*. Il faut alors, pour étouffer l'intrus, que 90 % de la population soit immunisée. Conséquence de la **sélection naturelle**, un variant émergent doit disposer d'avantages évolutifs ; s'il est plus contagieux, il bénéficie d'un atout majeur. *Quand un nouveau variant arrivera sur le terrain d'une population largement vaccinée ou infectée, il se heurtera à une immunité cellulaire résiduelle, qui dure assez longtemps. Sauf à voir émerger un variant complètement différent. Sauf à atteindre une protection sans cesse renforcée par accumulation de couches d'immunité « protectrices ».* »

Quelques commentaires sur lemonde.fr

Francis Baque : J'ai beau relire l'article, je ne vois pas quelle certitude on peut en retirer.

Sarah Py : Mme Rosier est très didactique, elle n'ose pas cependant conclure que la vaccination à elle seule n'a pas vaincu la pandémie, que l'immunité naturelle reste essentielle, et que la question de la santé publique qui vise à améliorer cette santé de chacun reste primordiale. Em...er les français et combattre tout ce qui participe à la malbouffe par exemple, et ces enfants dans la publicité télé. M. Macron visiblement ne sait pas lier santé publique et immunité naturelle.

Matret : Les publications scientifiques montrent cependant que cette immunité cellulaire est bien supérieure après infection qu'après un vaccin. Il semble donc que c'est bien l'infection qui nous protégera des formes graves. Le vaccin aura juste servi à éviter les formes graves chez les personnes fragiles. Et c'est déjà pas si mal. Il n'y a donc aucune raison de maintenir un pass vaccinal. Concentrons nous sur la protection des plus fragiles, maintenant et pour les années futures.

Michel SOURROUILLE : En d'autres termes, si personne n'était vacciné comme aux temps des pandémies virales anciennes, nous arriverions de toute façon (avec une forte probabilité) à des formes plus ou moins bénignes selon les personnes... comme pour la grippe. La grosse différence entre vaccination obligée ou non, c'est le nombre de morts qu'on accepte à un moment donné. Le tri médical peut-il être un choix voulu et non subi ? Les anti-vax sont-ils prêts à montrer l'exemple et à refuser pour eux-mêmes toute procédure de réanimation pour ne pas encombrer les hôpitaux ? Vacciner le plus grand nombre, n'est-ce pas diminuer les défenses immunitaires naturelles de l'espèce humaine, et donc d'affaiblir notre race ? Ce sont autant de questions que seule une délibération démocratique peut apporter réponse, mais notre démocratie est-elle faite de citoyens responsables ou d'individus irresponsables ? À Omacron de trancher...

Krusty : avec près de 100 % de vaccinés dans certains pays, la vague Omicron continue gentiment à clapoter. Aujourd'hui, la seule question qui vaille est celle-ci : l'immunité acquise « naturellement » (par contamination) est-elle ou non de meilleure qualité que celle obtenue par des injections répétées d'un sérum expérimental ? Réponse au prochain épisode.

Yves68 : des informations circulant sur les réseaux sociaux britanniques (à prendre avec des pincettes?) font état de seulement 6 morts ayant été infectés par le variant omicron. Tous les autres décès seraient dus à Delta. Dès lors, on devrait peut-être envisager d'organiser des Omicron parties comme il y a eu autrefois des rubéoles parties afin de faciliter la propagation d'omicron et de chasser les autres variants plus dangereux.

HdA : Ou des Omicron parties avec Delta dans le métro de retour.

Peace : Un virus ne « s'améliore » pas, il s'adapte, et il pourrait le faire indéfiniment en fonction de... l'adaptation de notre système immunitaire.

Malthusien ou nataliste, faut choisir

Par Michel Sourrouille

Arrêtons les faux semblants, allons droit au but.

Malthus était un écologiste avant la lettre, un démographe avant même que le mot ne soit inventé, un éducateur à une époque où le peuple était encore analphabète et même un ethnologue bien au fait des comparaisons culturelles internationales. Dans son essai sur le principe de population, il a analysé dès 1798 la tendance structurelle à une augmentation beaucoup trop rapide de la population humaine par rapport à la progression plus lente des ressources alimentaires, obligeant à la maîtrise de la fécondité humaine sinon on obtenait épidémies, guerres et famines. La portée de son message était telle que son nom est entré dans le dictionnaire :

« **Malthusien**, qui est partisan des doctrines de Malthus... »

Dans le Larousse encyclopédique du XXe siècle en 6 volumes (1931), on trouve cette précision :

« *Malthusianisme ou malthusisme (de Malthus, économiste anglais) : Diminution de la natalité par restriction volontaire (...) Il conseillait de s'abstenir de procréer pour éviter le paupérisme.* »

Tous ceux qui sont en faveur du planning familial pour choisir le nombre d'enfants qui convient aux possibilités de la planète, tous ceux qui ont milité pour la liberté de contraception et d'avortement, tous les socialistes qui sont pour l'épanouissement du genre humain, et bien sûr tous et toutes les féministes sont par définition malthusiens.

En face **les natalistes** ont le pouvoir depuis que la Bible a asséné son sacré « Croissez et multipliez-vous, dominez toute la terre », depuis que l'élite dirigeante estime qu'il n'y a pouvoir ni force que d'hommes, depuis que les marxistes ont dit que le problème c'était les capitalistes et certainement pas le nombre de la main d'œuvre servile, et depuis qu'une frange des décroissants mise tout sur la décroissance économique en ignorant le nom même de Malthus. Comme les partisans d'une population nombreuse n'ont pas d'arguments fiables à présenter face aux malthusiens, on attaque le messenger Malthus pour ne pas écouter son message, on se plaint assez souvent à ne pas donner la parole aux malthusiens et, le plus fréquemment, on se contente de les agonir d'injures, traitant le malthusianisme de doctrine ignoble, de message nauséabond, de volonté dictatoriale.... Ces procédures de diversion les dispensent de justifier leur propre point de vue nataliste, l'agression vaut argumentation,

Autant dire que **les deux positions sont viscéralement antagonistes**, malthusiens contre natalistes et réciproquement. Il y a d'un côté des personnes sensibilisées à l'urgence écologique et connaissant notre état actuel de surpopulation. Ils souhaitent que soit mise en place une démographie responsable, à réfléchir au niveau des couples comme au niveau des États, ils souhaitent une conférence internationale du type COP (conférence des parties) sur la démographie. De l'autre il y a des croyants qui défendent la vulgate religieuse, des endoctrinés qui attendent le grand soir de la révolution prolétarienne, des populistes de droite ou de gauche qui aiment la chair à canon, des patrons qui se frottent les mains dès qu'il y a plus de naissances et plus

d'immigrés (puisque cela veut dire une chute du salaire moyen). C'est un conglomerat nataliste assez étonnant puisque entre ces différentes idéologies, il y a le plus souvent incompatibilité totale.

Conclusion. Il faut être brutal avec les anti-malthusiens « par principe » car, de toute façon, on n'arrivera pas à les convaincre comme on n'arrive pas à raisonner des climatosceptiques ou des complotistes. Notre brutalité de malthusien n'est que relative, il suffit de les renvoyer aux conséquences de leur position, leur dire qu'être anti-malthusien, c'est être de fait nataliste et porter en soi tous les inconvénients du natalisme : « ***Vous ne voulez pas une maîtrise de la fécondité humaine, alors vous aurez les épidémies, les guerres et/ou les famines.*** »

Pour des gens qui seraient plus ouvert à la discussion, vous pouvez leur donner comme référence ce résumé de l'introduction de Jean Paul Maréchal aux textes de Malthus (Flammarion 1992) :

« Pour certains, la cause est entendue. Malthus n'a pas vu la révolution industrielle et ses extraordinaires potentialités. Avec lui, l'économie politique est irrémédiablement la « science du lugubre » comme la désignait Carlyle après avoir lu l'Essai. Mais si l'on pense, au contraire, que la substance de l'Essai réside dans l'avertissement que la Terre constitue un espace clos et un fonds borné, alors Malthus précède d'un siècle et demi le Club de Rome et ses courbes exponentielles. La catastrophe démographique n'est pas survenue, non pas parce que la Terre pourrait nourrir n'importe quelle population, mais parce que, jusqu'à présent, le développement économique a pu suivre la croissance des besoins. Or, il apparaît depuis quelques années que cette expansion que l'on croyait indéfiniment perpétuable butte sur la double limite de l'épuisement des ressources naturelles et des capacités de régénération du milieu. Et l'on découvre, surexploitation pétrolière, micropollutions, pollutions globales et déforestation à l'appui, que la sphère des activités économiques est dépendante de la reproduction de la biosphère. Le principe de population resurgit là où on l'attendait le moins : dans l'air, dans l'eau et dans les sols. Malthus l'empiriste contre Ricardo le théorique prend une revanche qu'il n'aurait sans doute jamais imaginée. Au moment où l'homme met en péril les conditions de sa propre survie, Malthus rappelle la nécessité d'une pensée des limites, d'une interrogation de la finitude face à l'extension du royaume de la marchandise et à l'hybris techno-scientifique de cette fin de millénaire. »

Michel SOURROUILLE, malthusien et fier de l'être

▲ [RETOUR](#) ▲

.NOUVELLES DU COVID...

11 Janvier 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

Bon, on m'a dit un tas de choses. D'abord que je finirais tout vert et couvert de pustules, en réanimation, veillé par 17 aide soignants, 12 infirmières (on a le droit de les choisir ?), 5 médecins, que je mourrais de manière horrible, dans d'atroces convulsions.

Mais vous savez, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Moi je me voyais une fin genre götterdämmerung. Ça aurait eu de la gueule.

J'ai fait comme tout le monde, j'ai chopé le covid. Affreux, horrible. Je vous laisse juge : 37.5° pendant 6 jours, aucuns symptômes, quelques courbatures, et pour tout dire, je pétais tellement la forme que c'en était un gag. En plein milieu d'une pandémie, je me tape même pas un rhume. Le ridicule aussi, quoi. P'têt qu'on me désignera volontaire pour remplir les fosses communes d'autres moins heureux. .

Pour autant, je ne suis toujours pas vacciné, au contraire de la plupart des gens de mon entourage qui eux, ont souvent fait des formes carabinées (même avec 3 doses ou même 4) qui m'avaient désigné comme le mouton noir, voué aux pires gémonies et au déficit de la sécurité sociale.

L'explication médicale que j'ai trouvé, c'est que depuis plus de 30 ans, je me fais faire [le vaccin GRIPPAL](#), qui

visiblement protège LUI contre le covid.

Simple booster de l'immunité innée, il me permet d'avoir en hiver une pêche d'enfer, et fait par hasard dans la décennie 1980 je me suis aperçu que mes importantes douleurs dorsales s'évanouissaient. Bien entendu, beaucoup de médecins me regardent comme un débile.

Pour oublier ma petite mais précieuse personne (surtout pour moi, faut pas déconner), un tas de nouvelles du covid :

- Omicron semble tellement léger pour l'apocalypse que c'en est risible. Beaucoup de cas, mais peu de cas réellement sérieux. Simple évolution naturelle d'une épidémie. Nous sommes tous porteurs de la grippe espagnole. Mais elle ne nous fait plus rien.

- Le passe vaccinal n'empêche pas la transmission. Le passe vaccinale, c'est là pour emmerder la population, qu'elle se fasse "vacciner", et arrondissent les comptes bancaires de certains. Pour l'efficacité, repassez, 10 semaines. Alors qu'un vrai vaccin, c'est dix ans, par excès de prudence. Un médecin m'avait dit ne pas avoir de cas de tétanos chez les hommes avant 60-65 ans, quand ils se faisaient piquer pour le service militaire.

- Visiblement, échec global de la politique vaccinale. Le cap des 300 000 voir pour certains, le million de cas par jour. La débilité "les vaccinés transmettent moins", est à voir comme une débilité mentale profonde du type qui ne veut reconnaître l'erreur. L'erreur est humaine, le persévéré diabolique.

- Pfizer nous annonce un vaccin pour mars. Relevez vos manches, les vaccinés. Escroquerie disent certains ? Non ???

Bon, je voudrais votre avis ; je vais me faire faire un tee-shirt, avec le covid dessus et la mention : "*Covid, born to pète ta gueule !*" Bonne idée ???

.COVID ENCORE

Ils fonctionnent tous les deux pendant 10 semaines.

Le vaccin classique contre le pneumocoque pendant 10 ans. (Et sans doute beaucoup plus longtemps).

Les "vaccins" covid 10 aussi. 10 semaines tout le monde l'aura compris. Et il semble bien que la troisième dose, c'est 10 jours. Ou dix heures. Je sais plus.

A tel point qu'un vilain complotiste, a dit : "Pfizer, Moderna et AstraZeneca : rendez l'argent !" : le coup de gueule de Mourad Boudjellal.

"On oublie de dire, et c'est là que c'est une arnaque, qu'avant le vaccin, le Covid était une maladie qui ne tuait pas pour 99% des gens. Et aujourd'hui, on nous dit que grâce au vaccin, 99% des gens s'en sortent. Avant, c'était la même. Le Covid, ça n'a jamais été la peste. C'était une maladie qui tuait des personnes ciblées, mais qui était assez faible en termes de statistiques".

Ce brave Mourad n'a donc pas lu docteur Knock ? *Toute personne en bonne santé est un malade qui s'ignore.*

Bon certains diraient que 22 000 cas covid à l'hôpital (300 000 lits), c'est pas encore beaucoup, et que 60 000 lits sont fermés faute de personnel, lourdé parce que non vacciné pour une bonne part de ces lits, et que visiblement, on réintègre en douce.

Pour revenir sur les propos du président, si lui ne risque rien, immunité oblige <Trump et Macron ont eu le covid>, toute personne faisant preuve de complicité de harcèlement n'est pas, elle à l'abri de tout...

Apparemment Omicron, pour certains, est une chance... Sans doute raison pour laquelle certains sont pressés de fourguer les vaccins de merde.

▲ [RETOUR](#) ▲



.Alors que les rayons des magasins se vident, les initiés de l'industrie alimentaire préviennent que l'approvisionnement sera encore plus serré dans les semaines à venir

par Michael Snyder le 10 janvier 2022



Cela se produit à nouveau. En décembre, Joe Biden s'est présenté devant le peuple américain et a déclaré avec audace qu'il avait vaincu la crise de la chaîne d'approvisionnement, mais bien sûr, ce n'était pas vrai. Les pénuries persistent depuis des mois, et maintenant la peur d'Omicron fait passer les choses à un tout autre niveau une fois de plus. Lundi, le hashtag #BareShelvesBiden était à la mode sur Twitter, et ce parce que les rayons des supermarchés sont désespérément vides d'un bout à l'autre du pays. On nous dit que ces pénuries ne sont que "temporaires", mais bien sûr, c'est ce qu'on nous a dit lorsque les pénuries nationales ont commencé à apparaître au début de 2020.

Malheureusement, les experts de l'industrie alimentaire nous avertissent que l'approvisionnement va devenir encore plus serré dans les semaines à venir. Par exemple, voici ce que le milliardaire John Catsimatidis vient de

déclarer à Fox News...

"Omicron fait des ravages à différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement, qu'il s'agisse des entrepôts, des sélectionneurs, des chauffeurs ou des chargeurs, et lorsqu'ils se font porter pâles, le système s'interrompt", a déclaré M. Catsimatidis à Todd Piro lors d'une apparition dans l'émission "Fox & Friends First".

M. Catsimatidis a ajouté que bon nombre de ces interruptions se poursuivront au cours des six prochaines semaines, car la variante COVID-19 a un impact sur le marché du travail. Le propriétaire de la United Refining Company a ajouté que le Nord-Est, en particulier, voit le prix de divers produits, dont les œufs, la volaille et le bœuf, augmenter en raison de la faiblesse de l'offre et de la forte demande.

Cela semble plutôt inquiétant.

Bien sûr, il n'est pas le seul. Le PDG d'Egg Innovations, John Bruunquell, prévient spécifiquement que les conditions actuelles risquent d'empêcher son industrie de fournir suffisamment d'œufs à la population générale...

Le PDG d'Egg Innovations, John Bruunquell, qui a obtenu le premier brevet américain pour les œufs à teneur réduite en matières grasses et en cholestérol, s'est fait l'écho du sentiment de M. Catsimatidis dans l'émission "Fox & Friends" avec la co-animatrice Ainsley Earhardt, en prévenant qu'une hausse de la demande coïncidant avec des problèmes de main-d'œuvre, de transport et de fournisseurs pourrait bientôt entraver l'approvisionnement en œufs.

Par conséquent, si les rayons qui contiennent normalement de la viande et des œufs sont déjà vides dans votre région, ils risquent de le rester pendant un certain temps.

Et si les rayons qui contiennent normalement de la viande et des œufs ne sont pas vides dans votre région, vous devriez saisir ce que vous pouvez pendant que vous en avez encore la possibilité. Les pénuries s'intensifient et les étagères semblent se vider d'heure en heure. Selon Zero Hedge, des Américains de tout le pays ont posté des photos d'étagères vides sur les médias sociaux...

Avant la veille de Noël, le président Biden a déclaré que les efforts de son administration pour éliminer les goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement avant la saison des fêtes avaient porté leurs fruits. Dix jours après le début de la nouvelle année, nous pouvons affirmer que ce n'est pas le cas.

Le hashtag "BareShelvesBiden" est en vogue sur Twitter depuis 24 heures. Il figurait dans la liste des mots-clés les plus populaires de Twitter dimanche soir.

Des gens de tout le pays ont tweeté des photos et des vidéos de rayons de supermarchés vides alors que le groupe de travail de Biden sur les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ne parvient pas à résoudre les problèmes liés à la pandémie.

Ces derniers mois, j'ai écrit de nombreux articles sur cette crise de la chaîne d'approvisionnement, mais même moi, je n'avais pas prévu que la situation serait aussi grave au début de 2022.



Si nous disposions simplement d'un nombre suffisant de travailleurs pour effectuer toutes les tâches à accomplir, cela contribuerait grandement à résoudre cette crise.

Dans tous les secteurs d'activité, un grand nombre de travailleurs semblent avoir "disparu" du système, ce qui entraîne toute une série de problèmes. Par exemple, **FedEx** prévient que le manque de personnel entraînera des retards importants...

FedEx Corp a averti vendredi que l'augmentation des cas de la variante Omicron a provoqué un manque de personnel et des retards dans les expéditions transportées par avion.

"La recrudescence explosive de la variante Omicron du COVID-19 a provoqué une pénurie temporaire de membres d'équipage et de personnel opérationnel disponibles", a déclaré la société.

Je ne sais pas pourquoi FedEx utilise le mot "temporaire", car ils opèrent sans suffisamment de personnel depuis de nombreux mois.

Bien sûr, c'est dans la nature humaine de vouloir donner une tournure positive aux choses. Nombreux sont ceux qui veulent croire que l'avenir sera plus radieux, car les deux dernières années ont vraiment été terribles.

En fait, regardez les mots que les Américains ont utilisés lorsqu'une récente enquête leur a demandé de décrire 2021...

Parmi les mots proposés en réponse à la question ouverte de décrire 2021 en un seul mot :

1. Affreux/terrible/mauvais/suicidaire - 23 %.

2. Chaos/confusion/tourmente - 12%
3. Difficile/dur/très difficile - 11
4. Désastre/épave/catastrophe - 6
5. (Ex æquo) Ok/bien - 6

Pour ce qui est de l'avenir, notre économie est désormais la première préoccupation des Américains...

L'économie américaine est la principale priorité des Américains, alors que les inquiétudes liées à l'inflation augmentent et que les craintes liées aux pandémies s'estompent, selon un sondage publié lundi.

Soixante-huit pour cent des Américains mentionnent l'économie d'une manière ou d'une autre lorsqu'on leur pose une question ouverte sur les cinq principales priorités sur lesquelles le gouvernement doit travailler en 2022, selon un sondage de fin d'année réalisé par l'Associated Press. Seuls 37 % ont cité le virus, contre 53 % un an plus tôt.

Le peuple américain veut que la crise de la chaîne d'approvisionnement soit résolue, que l'inflation redescende et que la vie reprenne son cours normal.

Malheureusement, aucune de ces choses ne va se produire.

Il est devenu extrêmement clair que nos autorités sanitaires sont totalement incapables de vaincre la pandémie, et il est également devenu extrêmement clair que nos dirigeants à Washington sont totalement incapables de redresser l'économie.

Et si vous pensez que les choses vont mal aujourd'hui, attendez de voir ce qui se passera dans quelques années. Pratiquement tout ce que Joe Biden et ses sbires font ne fait qu'empirer les choses, et nous avons encore au moins trois ans de lui ou de Kamala Harris à la Maison Blanche.

Si vous attendez que le gouvernement nous sorte de ce pétrin, vous allez attendre très longtemps.

Des décennies de décisions très stupides nous ont amenés à ce point, et il faudrait un miracle aux proportions épiques pour que les choses changent maintenant.

▲ [RETOUR](#) ▲

.DÉFAILLANCE : Les services de base et les chaînes d'approvisionnement s'effondrent rapidement dans le monde entier

par Michael Snyder le 9 janvier 2022



Je vous avais prévenu que les choses allaient empirer en 2022, et c'est exactement ce qui se passe. Tout au long des dernières étapes de 2022, j'ai documenté la façon dont les services de base s'effondraient dans tout le pays, mais cette tendance a été largement ignorée par les médias grand public jusqu'à maintenant. La peur de la variante Omicron a porté les choses à un tout autre niveau, et à ce stade, les choses sont devenues si mauvaises que même les médias grand public sont pleins d'histoires sur cette crise. Par exemple, ce week-end, c'était l'un des principaux titres du Drudge Report : "PANNE DES SERVICES DANS TOUT LE PAYS". Ce qui suit est un extrait de cette histoire...

Les ambulances du Kansas se dirigent à toute vitesse vers les hôpitaux puis changent soudainement de direction parce que les hôpitaux sont pleins. La pénurie d'employés dans la ville de New York entraîne des retards dans les services d'ordures et de métro et réduit les rangs des pompiers et des secouristes. Les responsables de l'aéroport ont fermé les points de contrôle de sécurité dans le plus grand terminal de Phoenix et les écoles de tout le pays s'efforcent de trouver des enseignants pour leurs classes.

L'explosion actuelle des infections à coronavirus alimentées par des omicrons aux États-Unis provoque une rupture des fonctions et des services de base - la dernière illustration en date de la façon dont le COVID-19 continue de bouleverser la vie plus de deux ans après le début de la pandémie.

Ce phénomène se produit presque partout, et il affecte profondément les secteurs d'activité les uns après les autres.

La semaine dernière, j'ai écrit sur la façon dont un homme à St. Louis a dû attendre 10 heures pour qu'une ambulance se présente.

Je n'arrive toujours pas à m'en remettre.

Et une fois que les gens arrivent dans nos hôpitaux, ils ne peuvent souvent pas être traités en temps voulu parce qu'il n'y a pas assez de travailleurs. Bien sûr, les hôpitaux essaient d'embaucher aussi vite qu'ils le peuvent, mais il est extrêmement difficile de trouver des personnes qualifiées de nos jours. Par exemple, un hôpital du Nebraska a publié une annonce pour un technicien en échographie pendant six mois et n'a toujours pas reçu une seule candidature...

Troy Bruntz dirige l'hôpital communautaire, un établissement à accès critique de 25 lits à McCook, au Nebraska. Il essaie de recruter un troisième technicien en échographie depuis au moins six mois sans recevoir une seule candidature.

Pour les postes de niveau inférieur, l'hôpital est en concurrence avec le magasin Walmart local, où les salaires sont en hausse. Il surveille les salaires offerts par le détaillant ainsi que les autres grands employeurs locaux, un fabricant de tuyaux et un fournisseur de matériel d'irrigation.

C'est fou, non ?

Il y a plus de 10 millions d'emplois ouverts aux États-Unis aujourd'hui, mais l'économie américaine n'a ajouté que 199 000 travailleurs au cours du mois de décembre...

L'économie américaine a créé 199 000 emplois en décembre, a annoncé vendredi le ministère du Travail. Il s'agit du plus petit nombre d'emplois créés au cours d'un mois de l'année 2021.

C'est une grande déception : Les économistes avaient prévu une croissance de l'emploi deux fois supérieure à ce chiffre.

Alors comment les prévisions ont-elles pu être à nouveau si erronées ?

Autrefois, l'ajout de 199 000 travailleurs aurait à peine permis de suivre la croissance démographique.

Mais on ne peut pas vraiment parler de "croissance démographique" de nos jours, n'est-ce pas ?

Nos hôpitaux sont absolument submergés par les malades et les mourants, mais la plupart de ces mêmes hôpitaux manquent cruellement de personnel grâce à l'absurde mandat de Biden pour les travailleurs de la santé.

En conséquence, les membres de la Garde Nationale sont forcés de servir dans les hôpitaux de plusieurs états...

Une marée montante de patients noie lentement le centre médical UMass Memorial, et la garde nationale de l'armée américaine s'efforce de combler les lacunes. Vague après vague, les équipes d'urgence s'arrêtent sur le parking des ambulances, déposant des patients pour lesquels il n'y a pas de place.

"C'est la tempête parfaite pour un cauchemar au service des urgences", déclare le Dr Eric Dickson, PDG de l'hôpital et médecin urgentiste.

Donc, si vous vous présentez aux urgences de votre quartier parce que vous êtes mourant, vous risquez d'être "traité" par un membre de la Garde nationale n'ayant aucune formation médicale.

Pendant ce temps, la crise cauchemardesque de notre chaîne d'approvisionnement continue de s'aggraver.

Dans les derniers jours de 2021, les optimistes nous ont assuré que la pénurie de puces informatiques allait bientôt disparaître, mais les chiffres nous disent qu'elle s'est encore aggravée. **En fait, le temps d'attente pour la livraison des puces est maintenant le plus long qu'il n'ait jamais été...**

Les délais de livraison des puces ont bondi en décembre, ce qui indique que la pénurie de semi-conducteurs s'aggrave en cette nouvelle année, selon une étude du Susquehanna Financial Group.

En moyenne, les délais de livraison ont augmenté de six jours pour atteindre environ 25,8 semaines le mois dernier par rapport à novembre. Il s'agit du temps d'attente le plus long depuis que le cabinet a commencé à surveiller ces données en 2017.

Et grâce à la peur d'Omicron, nous commençons à voir des pénuries très alarmantes de viande et d'œufs dans les supermarchés d'un océan à l'autre....

Plusieurs supermarchés américains font état de "rayons vides" alors que les craintes d'une pénurie imminente de viande et d'œufs s'intensifient en raison de la multiplication des cas d'Omicron.

Les chaînes alimentaires ont été parmi les premières à être perturbées par la nouvelle super-souche, les travailleurs tombant malades et la productivité diminuant.

Si vous êtes du genre "viande et pommes de terre", j'ai d'autres mauvaises nouvelles pour vous.

Il s'avère qu'il existe également une "pénurie mondiale croissante de pommes de terre"...

Il y a une pénurie mondiale croissante de pommes de terre - un vrai problème pour une planète accro aux frites et aux chips.

Un certain nombre d'articles populaires, dont la marmite et le fromage frais, ont dû faire face à des

pénuries en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement provoquées par la pandémie de coronavirus et les conditions météorologiques extrêmes. Les pommes de terre sont les dernières à rejoindre la liste, devenant inégalement disponibles dans certains pays et chaînes de restauration rapide en raison d'une confluence de facteurs.

J'ai essayé de prévenir tout le monde que ça allait arriver. Si vous ne voulez pas être spoilé sur l'issue finale de tout cela, ne lisez surtout pas mon dernier livre.

Les optimistes économiques nous ont assuré que les pénuries disparaîtraient d'ici 2022, mais au lieu de cela, nous commençons à voir des choses vraiment bizarres se produire.

En Norvège, l'armée distribue des sous-vêtements usagés aux troupes parce que la pénurie est devenue si intense...

Les problèmes de la chaîne d'approvisionnement en coronavirus ont affecté les réserves de carburant, entraîné des pénuries de masques, de vaccins et de composants électroniques, et perturbé les livraisons de cadeaux de Noël. En Grande-Bretagne, la pénurie de chauffeurs routiers a fait craindre l'été dernier que les pubs ne soient à sec.

Aujourd'hui, l'armée norvégienne est confrontée à une pénurie d'approvisionnement particulièrement personnelle : Les nouvelles recrues sont invitées à porter des sous-vêtements usagés - y compris des chaussettes, des soutiens-gorge et des sous-vêtements - rendus par les conscrits après leur service.

N'est-ce pas amusant ?

Malheureusement, si vous êtes dans l'armée, vous devez faire ce qu'on vous dit de faire.

Bien sûr, nos politiciens semblent penser qu'ils peuvent traiter chacun d'entre nous comme si nous étions dans l'armée de nos jours.

Ils ne font qu'imposer plus de règles, plus de restrictions et plus de mandats.

Et plus ils répriment, plus notre société va s'effondrer.

L'année 2022 commence certainement mal, et les semaines à venir ne semblent pas du tout prometteuses.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Un Great reset parce qu'on arrive au bout du système monétaire international actuel »

par [Charles Sannat](#) | 11 Jan 2022

Jean-Pierre : ce sera une aussi belle réussite que les COPs pour l'environnement.



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Great reset: « On arrive au bout du système monétaire international actuel »

La crise sanitaire est, pour une partie de l'élite mondiale, l'opportunité de basculer vers un nouveau modèle économique. Mais ce n'est pas gagné,

explique Charles Sannat, entrepreneur et analyste économique, pour Le Désordre mondial.

Depuis le début de la pandémie, plusieurs dirigeants mondiaux, notamment **Justin Trudeau**, Premier ministre canadien, ont évoqué l'idée de « Great reset », de redémarrage ou réinitialisation qui surviendrait avec la fin de la crise sanitaire.

Pour Charles Sannat, entrepreneur et analyste économique, il y a tout d'abord « un risque d'endettement, d'une crise européenne et d'insolvabilité des États. Il va falloir réfléchir à une réforme monétaire d'ampleur ».

« Ce qui se cache derrière le grand reset, c'est la nécessité d'organiser la transition d'un monde dont le modèle économique était basé sur la production de masse pour la consommation de masse, avec une croissance infinie dans un monde fini, ~~vers une croissance, une production et une activité économique soutenables~~. Ce qui ne peut se faire en soutenant un endettement passé. Donc il va falloir que tout cela se règle au niveau mondial parce que si chaque pays fait faillite indépendamment, ce sera la catastrophe. On arrive au bout du système monétaire international actuel. »

Alors pour le moment nous ne sommes pas encore à l'instant de la réforme monétaire.

Comment cette réforme monétaire mondiale aura lieu, aujourd'hui personne ne le sait vraiment parce qu'il n'y a pas (encore) de consensus mondial.

Cette grande réinitialisation est inéluctable. Cela ne veut pas dire que l'on ne doive pas pour autant la discuter notamment pour ses aspects démocratiques.

Au stade où nous en sommes, il n'y a aucune discussion démocratique à ce sujet et **il est fort probable que les grands de ce monde souhaitent imposer à tous leurs propres décisions sachant mieux que nous ce qui serait bien pour nous**. Ce genre d'approche est évidemment **la négation de la démocratie et plus encore des principes de liberté**.

C'est pour cette raison que beaucoup ressentent **le grand reset comme un immense danger**.

Ils ont raison.

Pour autant, il est inéluctable parce que nous devons avoir une résolution monétaire de la crise.

Et le problème, vous le voyez bien, c'est que l'on peut échapper à une crise boursière en n'ayant pas d'actions, on peut échapper à une crise obligataire en n'ayant pas d'obligation.

Mais il est impossible d'échapper à une crise monétaire sauf, à ne pas détenir de monnaie...

Ne pas détenir de monnaie est donc la clef pour résister à une crise monétaire. Et dans ce cas tout est bon. Mieux vaut avoir de l'immobilier, des actions, ou des métaux précieux, des terres agricoles ou une Tesla électrique, tout mais pas de la monnaie !

Mais ne vous précipitez pas pour tout dépenser.

Nous ne sommes pas encore au stade de la réforme du système monétaire international.

Il va falloir une crise, une grosse crise pour vous donner envie d'accepter les contours pas toujours très sympathiques du grand reset que les Hommes de Davos vous préparent.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

La Banque de France alerte sur le risque de crise financière



Dans son dernier rapport sur les risques la Banque de France trouve que les marchés financiers sont un tantinet « exubérants »! Vous pouvez lire les 50 pages du rapport complet ici directement sur le site de [la Banque de France](http://www.banque-france.fr).

La BdF a peur d'une « **correction brutale** compte tenu des niveaux de valorisation parfois « exubérants » et c'est une crise boursière et financière est le principal risque qui pèse à moyen terme sur le secteur financier, et il pourrait augmenter. »

D'accord, mais de vous à moi, pourquoi les bourses et les marchés sont si « hauts »?

Parce que les taux ils sont très bas!!!

Et donc, qu'est-ce qui pourrait créer un énorme krach boursier?

Une remontée des taux mes amis!

Et qui c'est qui monte les taux?

C'est pas vous, c'est pas moi, alors c'est qui donc?

C'est...

Les banques centrales!!

Donc quand la Banque de France annonce qu'ils ont peur d'un krach boursier, enfin d'une crise financière c'est qu'ils savent qu'ils vont en créer une de toute pièce de crise!

Pour ça, rien de plus simple.

Yaka **monter les taux** jusqu'à ce que les couinements des marchés se transforment en cris stridents de douleur.

La douleur de l'argent du financier qui s'en va en fumée.

Un cri terrible vous imaginez.

« Certains indicateurs de valorisation boursière pointent un niveau d'exubérance persistant, qui rend les marchés d'actifs risqués vulnérables à une correction brutale pouvant aussi éventuellement déstabiliser des acteurs financiers non bancaires ayant recours au levier de la dette et se propager à d'autres segments de marché », a estimé la banque centrale.

En d'autres termes: après une année faste, le système financier n'est pas à l'abri d'une crise boursière.

Hahahahahahaha

J'adore l'humour des prévisionnistes des banques centrales.

C'est eux qui président aux cycles économiques.

C'est eux qui décident s'il y aura plus ou moins d'argent dans le système, plus ou moins de taux.

Charles SANNAT

.Bruno Le Maire. Electricité vers une hausse de 40 % !



« Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a annoncé ce lundi sur LCI qu'une solution technique sera trouvée « d'ici la fin de la semaine » pour limiter la hausse des prix de l'électricité à 4 % en 2022, comme l'avait promis le gouvernement. Le Premier ministre Jean Castex s'était engagé fin septembre à limiter la hausse des tarifs de l'électricité à 4 %, afin d'épargner le pouvoir d'achat des ménages.

Le gouvernement a déjà baissé la taxe sur la consommation d'électricité (CSPE), « au plus bas de ce qui est possible au titre des règles européennes », a déclaré Bruno Le Maire sur LCI, mais cela ne couvre que « jusqu'à 16 ou 17 % d'augmentation du prix de l'électricité ». Or le gouvernement s'attend à ce que la hausse soit plutôt de l'ordre de 38 à 40 %, d'où la nécessité d'une solution complémentaire pour la contenir ».

Oui, vous avez bien lu.

La hausse de l'électricité sera de 40 % si le gouvernement ne fait rien.

Hahahahahahahahahahaha.

40 %.

Meuh... non y a pas d'inflation !

Vous savez d'ailleurs que quand les prix de l'électricité augmentent cela fait augmenter le PIB !!! Et oui, le CA d'EDF cela rentre directement dans le calcul du PIB et l'impact sur la « croissance » économique est bien réel bien que cela ne crée bien évidemment aucune richesse.

« La flambée des cours de l'électricité est alimentée par de nombreux facteurs, comme les tensions pour l'approvisionnement cet hiver et la hausse des prix des quotas de CO2 sur les marchés du carbone, sur lesquels les entreprises échangent des « droits à polluer » alloués en nombre limité par les autorités. À long terme, la France espère une réforme du marché européen de l'électricité pour que les cours reflètent plus fidèlement les prix réels dans chaque pays, alors qu'ils sont aujourd'hui calés sur les coûts des centrales à gaz et au charbon, qui atteignent aujourd'hui des sommets ».

Oui, vous avez bien lu.

Dans notre pays où 70 % de l'électricité est nucléaire, on calcule le coût de l'électricité que l'on vous vend en prenant en compte les centrales au gaz et au charbon.

Je ne dirais pas que l'on se fiche de vous, mais cela y ressemble fichtrement.

Le gouvernement n'y est pour rien, car c'est l'Europe qui décide !

Et l'Europe, de vous à moi, elle nous emmerde pour reprendre une expression présidentielle à la mode.

Mais que voulez-vous, quand on abandonne sa souveraineté, voilà le résultat.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

L'avenir des cryptos sera flamboyant

rédigé par [Bruno Bertez](#) 10 janvier 2022

La création monétaire poussée par les banques centrales ces dernières années nous offre quelques pistes de réflexion sur le destin probable des nouvelles formes de monnaie.



Les cryptomonnaies sont-elles une exaspération de l'esprit de jeu qui se terminera par la ruine totale des joueurs ou bien sont-elles une protection contre cet esprit de jeu ?

C'est à mon sens la question centrale qu'il faut se poser avant d'y toucher.

L'autre question subsidiaire – mais reliée – est de savoir si, lors du chaos futur, lors de la dislocation de tous nos arrangements contractuels et sociaux, les jetons résisteront et seront considérés comme des réserves de valeur.

Exemple de question : quelle sera la valeur des jetons lors de crises de hacking, de pannes d'électricité ou de futures insurrections populaires ?

Il faut bien distinguer le chemin que les jetons vont suivre et leur but/valeur finale. Un peu comme les obligations qui ne rapportent rien mais offrent des possibilités de plus-value tant que les taux baissent.

Participer ou pas ?

Quelle que soit la réponse, elle ne signifiera pas qu'il faut ou qu'il ne faut pas participer, mais il en découlera l'état d'esprit avec lequel il faut aborder cette question.

On peut participer en tant que spéculation sur le maintien encore quelque temps – ou longtemps – de l'esprit de jeu sur les marchés.

Les jetons des cryptomonnaies sont la quintessence du jeu, puisque reposant entièrement sur la rareté, sur le Ponzi, sans autre valeur que la valeur d'échange créée par la demande.

Les jetons sont purs gaspillages, pure part maudite du système, alors que, jusqu'à présent cette fonction était remplie par la « monnaie numérique », la monnaie désancrée, bullant dans les airs. Ils exacerbent en quelque sorte cette précédente forme de monnaie et ne mettent en avant que la fonction de spéculation sur la demande future, la diffusion d'une croyance.

Les jetons valent tel montant parce que de nombreuses personnes croient qu'ils valent ce montant. C'est le marginalisme à l'état pur, la tautologie de la valeur, celle qui se trouve dans la tête des gens, comme disait Menger. Sous une autre forme, l'engouement pour les jetons est une sorte de pari contre la grande réconciliation entre la valeur d'usage, la valeur d'échange et la valeur désir.

Pas la fin des monnaies

Les jetons ne supposent pas le chaos et la fin des monnaies fiat, ou même la dislocation des marchés, comme je les anticipe. Non, ils anticipent la poursuite de la situation actuelle, la prolongation des arrangements avec une fuite hors du système par une faille de plus en plus béante.

Les jetons sont l'expression la plus pure de ce que j'appelle le « Capital fictif », celui qui ne produit rien, s'auto-engrosse par la demande des acheteurs qui se succèdent par un pur mouvement de séduction et d'envie.

Je pense que les récompenses des joueurs qui ont des nerfs d'acier peuvent être fantastiques, car les chants désespérés sont les chants les plus beaux quand ils sont paroxysmiques. A un certain moment d'une tendance, on entre dans l'exponentiel.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Maillon faible chinois, risques financiers et géopolitiques

Bruno Bertez 8 janvier 2022



La Chine va connaître une année 2022 extrêmement difficile.

Les développements immobiliers et fonciers pointent vers une aggravation de la crise, elle va s'étendre davantage jusqu'à l'effondrement d'une bulle des logements, d'appartements, de produits connexes et finalement jusqu'à l'orée d'une crise systémique.

3 janvier – Bloomberg :

« Un mur de dettes qui arrivent à échéance et une augmentation de la demande saisonnière de liquidités mettront à l'épreuve les marchés financiers chinois ce mois-ci, mettant la pression sur la banque centrale pour assurer une liquidité suffisante.

La demande de liquidités pourrait totaliser environ 4 500 milliards de yuans (708 milliards de dollars) en janvier, soit 18 % de plus que l'année dernière, selon les calculs de Bloomberg basés sur des données officielles et des estimations d'analystes.

Il faut s'attendre à une augmentation du montant des prêts arrivant à échéance et une demande de liquidités pour les dépenses pendant le Nouvel An lunaire... », a déclaré Yishuang Li, analyste chez Cinda Securities Ltd., citant les paiements d'impôts et l'échéance des prêts sur police.

1er janvier – Bloomberg

« Les promoteurs immobiliers chinois ont des factures croissantes à payer en janvier et des options de plus en plus réduites pour lever les fonds nécessaires. L'industrie devra trouver au moins 197 milliards de dollars pour couvrir les obligations arrivant à échéance, les coupons, les produits de fiducie et les salaires différés à des millions de travailleurs migrants, selon les calculs de Bloomberg et les estimations des analystes. Pékin a exhorté les constructeurs comme China Evergrande Group à respecter les salaires d'ici la fin du mois afin d'éviter le risque de troubles sociaux. »

L'enjeu clé pour 2022 c'est la crise de confiance, La perception que Pékin maîtrise la crise de l'immobilier et des développeurs s'estompe. La foi dans la puissante « méritocratie » de Pékin est menacée.

La «tolérance zéro» de Pékin contre le Covid exige des sacrifices personnels considérables. Désormais, Omicron risque d'exposer une population très vulnérable (vaccins moins efficaces et immunité naturelle limitée). Les épidémies d'Omicron, les blocages généralisés, les infections massives et la crise économique ne sont pas un scénario improbable.

Pékin risque l'apparition d'un problème politique

Le leadership a été vénéré au niveau national pour une gestion économique habile. Il existe aujourd'hui un gouffre immense entre la perception d'une compétence inattaquable et la réalité d'un échec catastrophique à maîtriser au niveau du crédit et des bulles immobilières.

7 janvier – Bloomberg :

« Hong Kong est à un point de basculement du Covid-19. La passerelle autrefois dynamique vers la Chine a sacrifié son statut de plaque tournante internationale au «Covid Zéro», sa stratégie pour éliminer le virus en s'isolant d'un monde inondé d'agents pathogènes coûte très cher. Cela a fonctionné pendant près d'un an, assurant la sécurité des résidents et largement sans entraves tout en soulevant la possibilité alléchante de rouvrir la frontière avec la Chine, ce qui est la pierre angulaire de l'économie de la ville. Maintenant, Hong Kong vit avec le pire des deux mondes, depuis que quelques infections importées causées par la variante hautement transmissible de l'omicron ont commencé à se propager dans la ville sous-vaccinée, déclenchant de nouveaux freins. Les résidents ne peuvent plus aller au gymnase ou au cinéma, et les banquets autrefois omniprésents où les gens se réunissaient pour célébrer le Nouvel An chinois ont été annulés pour une autre année.

4 janvier – Financial Times :

« Les banques chinoises se sont précipitées pour respecter leurs quotas de prêts annuels imposés par l'État le mois dernier en achetant des instruments financiers à faible risque plutôt qu'en émettant des prêts, une attitude qui, selon les banquiers et les analystes, reflète la méfiance des institutions financières sur le ralentissement de l'économie du pays.

La hausse de la demande pour les acceptations bancaires, garanties par leurs émetteurs et classées techniquement comme des prêts, a réduit le rendement des instruments à près de 0% dans la seconde quinzaine de décembre, atteignant un plancher record de 0,007% le 23 décembre.

C'était bien inférieur au coût moyen du capital de 2,5% des banques chinoises sur la même période, ce qui implique qu'ils préféreraient perdre de l'argent sur des acceptations bancaires à faible rendement plutôt que de risquer des pertes plus importantes en émettant leurs propres prêts... Les agents de crédit ont déclaré que l'achat d'acceptations bancaires pour atteindre leurs quotas de prêts de fin d'année était le moyen le plus sûr de soutenir les objectifs de la politique du gouvernement. « Soutenir l'économie au sens large est une tâche politique à laquelle nous ne pouvons pas dire « non », a déclaré un cadre de la banque Zhongyuan nous devons ... soutenir l'économie réelle tout en maîtrisant les créances irrécouvrables », a déclaré un agent de crédit de la Zheshang Bank... « C'est difficile à réaliser dans l'environnement commercial actuel. »

« Les autorités veulent que nous soutenions l'économie réelle tout en maîtrisant les créances douteuses » disent les banquiers. Appuyer sur le frein et sur l'accélérateur, pas de meilleure recette pour un blocage.

En cas de blocage généralisé, Pékin n'aura guère d'autre alternative que d'injecter de grandes quantités de liquidités dans le système.

Cela signifie que **comme les autres banques centrales, la Banque populaire de Chine risque d'alimenter l'inflation.** La confluence d'une baisse des prix des actifs (appartements et valeurs mobilières) et d'une hausse des prix à la consommation et d'une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs va constituer un véritable défi pour les décideurs politiques et le système bancaire. Une hausse des rendements et une instabilité monétaire affaiblirait davantage le système bancaire chinois.

La bulle chancelante de la Chine et ses ramifications augmentent les risques géopolitiques. Une crise intérieure peut être un facteur de développements plus belliqueux avec Taïwan.

▲ [RETOUR](#) ▲

ÉDITORIAL

Face à la hausse des taux, face au resserrement monétaire, faut-il attaquer les Bourses? Oui mais ce sera piègeux!

Bruno Bertez 10 janvier 2022



Le rendement des valeurs du Trésor à 10 ans s'est brièvement échangé au-dessus de 1,8% ce matin alors que les investisseurs se préparent à [un retrait de la relance](#) .

Les mouvements du marché obligataire continuent d'être un [phénomène mondial](#) , avec la liquidation de la dette souveraine australienne et le rendement à 10 ans de l'Allemagne sur le point de redevenir positif.

Concernant les perspectives de la Réserve fédérale, les analystes multiplient les paris bellicistes avec Goldman Sachs Group Inc., affirmant qu'ils s'attendent désormais à [quatre hausses de taux](#) cette année et à un ruissellement du bilan en juillet.

Les économistes américains craignent que la banque centrale soit en [retard sur la courbe](#) de l'inflation avant la lecture de mercredi pour décembre, qui pourrait afficher une croissance annuelle des prix de 7%.

Le virage belliciste de la Réserve fédérale est maintenant incontestable et il est perçu par tous;

En janvier dernier, le marché a supposé que la première hausse des taux de la Fed était encore dans 40 mois (~ avril 2024).

En août dernier, le marché supposait que le décollage se produirait vers avril 2023.

Aujourd'hui, les indicateurs impliquent que la première hausse est prévue dans environ 2,3 mois (mars 2022).

Goldman Sachs fait sensation en publiant une note qui comporte quatre hausses de taux cette année.

« La Réserve fédérale augmentera probablement les taux d'intérêt quatre fois cette année et entamera son processus de liquidation de son bilan en juillet, voire plus tôt, selon Goldman Sachs Group Inc.

Des progrès rapides sur le marché du travail américain et des signaux bellicistes dans les minutes du Comité fédéral de l'open market des 14 et 15 décembre suggèrent une normalisation plus rapide, a déclaré Jan Hatzius de Goldman dans une note de recherche.

« Nous avançons donc nos prévisions de ruissellement de décembre à juillet, avec des risques encore plus précoces », a déclaré Hatzius. « Avec l'inflation probablement encore bien au-dessus de la cible à ce stade, nous ne pensons plus que le début du ruissellement se substituera à une hausse des taux trimestrielle. Nous continuons de voir des hausses en mars, juin et septembre, et avons maintenant ajouté une hausse en décembre. »

Dans le compte rendu de sa réunion de décembre, les responsables de la Fed ont indiqué qu'ils se préparaient à agir plus rapidement que la dernière fois qu'ils avaient resserré leur politique monétaire dans le but d'empêcher l'économie américaine de surchauffer dans un contexte d'inflation élevée et de quasi-plein emploi. Ces conditions – ainsi qu'un bilan plus important qui supprime les coûts d'emprunt à plus long terme – « pourraient justifier un rythme potentiellement plus rapide de normalisation des taux directeurs », indique le procès-verbal.

Les responsables ont également estimé que le moment de la réduction du bilan de 8,8 trillions de dollars était probablement « plus proche de celui du décollage des taux directeurs que dans l'expérience précédente », selon le procès-verbal.

Surtout, la Fed fait peu pour suggérer que les hypothèses sont fausses.

Et cette semaine, les commentateurs ont continué à pousser dans cette direction.

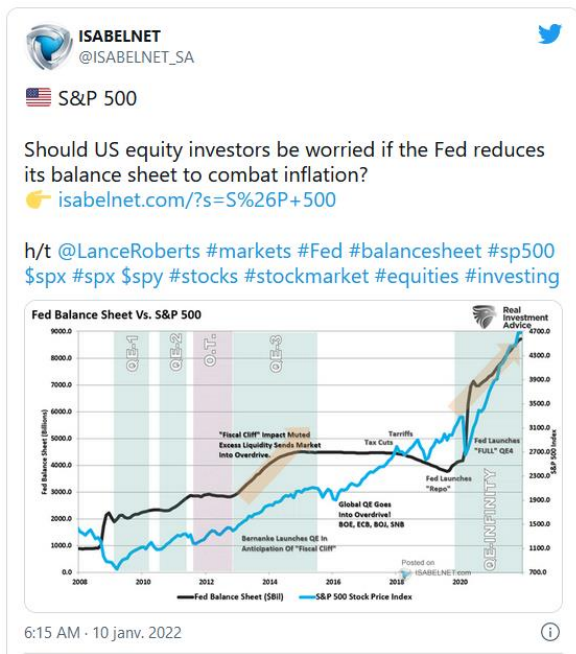
Une série de minutes bellicistes a noté une discussion active sur l'opportunité d'augmenter les taux plus tôt, de les augmenter plus rapidement et de commencer à réduire le bilan (QT) beaucoup plus près de la première hausse des taux que le marché ne l'avait prévu.

Ce dernier point est particulièrement critique, étant donné l'importance que les investisseurs ont accordée aux achats de la Fed pour la solidité et la résilience globales des marchés ».

Les économistes s'attendent à plus de détails lors de la prochaine réunion de la Fed plus tard ce mois-ci. Mais **la direction du voyage semble claire : 2022 sera une année de resserrement de la politique** monétaire;

les stratégies boursières prennent les indications de la Fed au sérieux et beaucoup se préparent à réduire leur exposition si ce n'est déjà fait;

La corrélation entre le total de bilan de la Fed et le niveau de l'indice S and P 500 EST ETROITE ET IL EST TENTANT DE L'ANTICIPER.



lunch.

Don't fight the Fed,

La Fed veut calmer la bourse et les anticipations d'inflation mais elle ne veut ni ne peut changer de cap, elle est obligée de rester inflationniste et encore plus maintenant qu'en 2019.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'année du super milliardaire

rédigé par Bruno Bertez 11 janvier 2022

LA CHRONIQUE AGORA

DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME republicain.net



Comme tous les ans, le classement des hommes et femmes les plus riches du monde attire l'attention des médias, sans vraiment d'analyse au-delà des gros chiffres ronds. Cette richesse mérite pourtant d'être étudiée.

La presse s'est intéressée en ce début d'année aux sommes astronomiques qui constituent les capitalisations boursières et, par voie de conséquence, les fortunes des milliardaires et autres multimilliardaires. Elle le fait pour le côté spectaculaire des chiffres ronds, sans véritable analyse et, surtout, sans insérer cette création de richesses dans le cadre des processus économiques qui dominent

nos systèmes depuis des décennies.

Il faut parler de la richesse car elle est spectaculaire, mais il ne faut surtout pas l'égratigner, car les riches, ce sont eux qui paient et ce sont eux qui commandent. Les riches paient la presse, comme Bezos ; ils paient la publicité, comme Apple ou Tesla ; ils paient les politiciens... comme tout le monde.

Les milliardaires étant protégés, c'est un maillon important de la chaîne organique des causes et effets qui est occultée.

La discussion des stratégies doit porter sur la validité de cette corrélation, sur l'importance relative des effets de stocks et des effets de flux, sur la qualité des prévisions de la Fed, sur sa capacité à tenir ferme en cas de fléchissement de la conjoncture et de l'emploi etc.

Et cela fait beaucoup d'inconnues. Tenir tout ceci pour acquis est un pari bien osé puisqu'il s'agit non seulement de prévoir le réel, mais aussi et surtout, la solidité du jugement et des nerfs de Powell.

N'oubliez jamais que vous n'avez pas seulement à prévoir le réel et les forces à l'œuvre mais aussi les réactions des autorités face à ce réel et ensuite les réactions du marché face à cette résultante déjà complexe.

Attaquer les cours élevés aux niveaux actuels semble un pari facile et même raisonnable, mais je vous dis: attention au free

De temps à autre, il y a quelques sociaux-démocrates (vous savez, ces gens qui font semblant de critiquer le capitalisme et de proposer des mesures correctrices pour mieux le faire durer) qui incluent les inégalités dans leurs théories économiques de base keynésienne, par exemple, en proposant des interprétations des crises par la théorie de la sous-consommation.

Ces théories n'ont aucune valeur explicative, mais elles conviennent au système, surtout en ce moment – et c'est pour cela que les Piketty sont à la mode – car elles débouchent sur la grande propagande mondiale pour une société plus inclusive.

Richesse perçue et richesse fictive

La création massive de richesses perçues, c'est-à-dire de richesses fictives ou de promesses de richesses futures, n'est pas étudiée en économie. Les économistes aux ordres du système n'analysent pas les conséquences de ces créations de fausses richesses et, quand ils s'en préoccupent, c'est en incidence sociale ou morale.

En toute bonne rigueur, le fantastique gonflement des richesses devrait être mis au centre de toute analyse critique du régime économique actuel. C'est l'éléphant au milieu de la pièce.

La richesse, qu'elle soit sous forme de titres de propriété ou de créances ou de crédit, est toujours en dernière analyse un droit à prélever sur la richesse nationale. C'est le droit de prélever le surproduit, c'est-à-dire le profit du système.

Toute inflation de la richesse a pour conséquence mécanique d'augmenter les droits à prélever sur la masse de profit générée par le système. Autrement dit, le gonflement de la richesse – qu'elle soit productive, rentière, financière ou purement fictive – accroît l'exigence de profit dans un système. Pour survivre, cette richesse gonflée réclame que le profit progresse sans cesse et les détenteurs de richesse sont en concurrence entre eux pour s'attribuer la plus grande part du profit.

Dans le système capitaliste, l'exigence de profit est une contrainte organique du système, ce qui signifie que le système ne produit pas pour la satisfaction des besoins. Les besoins, il s'en moque : le système produit pour mettre en valeur le capital. On investit pour gagner de l'argent.

En effet, dans le système, tout capital qui n'est pas mis en valeur et ne réalise pas assez de profit, est déclassé, dévalorisé, mis au rebus, mis en faillite.

Sous la contrainte du profit

La contrainte du profit est la loi qui gouverne le fonctionnement du système. Plus la masse de profit exigé et nécessaire à la reproduction du capital est importante, plus le taux de profit exigé est élevé, et plus le système doit sécréter du profit, du surproduit, s'attribuer la plus grande part de la valeur ajoutée.

Il n'y a qu'un homme politique en France qui aborde encore ces questions, même s'il n'y comprend rien, c'est Mélenchon. Il a hérité de quelques bribes de pensée théorique de l'extrême-gauche, comme par exemple les travaux de Daniel Bensaid, et parle de temps à autre des licenciements du CAC 40. Hélas, il ne développe pas.

Je vais le faire pour lui.

Quand on parle de licenciements du CAC 40, on parle des licenciements boursiers. Les licenciements boursiers, ce sont ces licenciements qui sont opérés par les patrons du CAC 40 pour faire plaisir à leurs actionnaires et toucher leurs bonus, licenciements qui permettent d'augmenter la part de la valeur ajoutée qui revient au capital, les dividendes, les bénéfices par action, et de maximiser la fortune des détenteurs du capital sur le marché financier.

Cette chaîne complète de raisonnement permet de comprendre l'importance économique de la progression astronomique de la masse de capital.

Celle-ci oblige à un certain nombre de mesures pour assurer le taux de profit, pour, comme on dit « délivrer » au capital les profits qu'il attend. Des mesures qui passent par la surexploitation des salariés, l'assouplissement des échine, la limitation des investissements à ceux qui réalisent le taux de profit minimum exigé, le développement de l'effet de levier, les rachats d'action, etc.

▲ [RETOUR](#) ▲

Pourquoi ne pas éliminer les intermédiaires et élire Pfizer et Merck ?

Charles Hugh Smith Vendredi, 07 Janvier, 2022



Si nous n'avons plus la capacité de distinguer entre la légitimité morale et la corruption intéressée, alors nous pourrions tout aussi bien éliminer l'intermédiaire et voter directement pour Pfizer ou Merck.

Il existe un terme sophistiqué pour désigner l'élimination de l'intermédiaire : la désintermédiation. Supprimer les intermédiaires qui prennent une part mais ne produisent ni n'ajoutent de valeur est tout à fait logique, car cela réduit les coûts et augmente l'efficacité.

Il est peut-être temps d'éliminer les politiciens qui absorbent des centaines de millions de dollars en contributions de campagne de la part des entreprises et des super riches et d'élire directement Pfizer, Merck, Amazon, General Dynamics, etc. Puisque les lobbyistes des entreprises rédigent la plupart des lois de toute façon, pourquoi ne pas supprimer les intermédiaires dans le processus ?

Les super riches achètent le pouvoir politique via les comités d'action politique (PAC et Super-PAC), les groupes de réflexion et les fondations philanthro-capitalistes (Fondation Gates, etc.). Maintenant qu'il faut des dizaines de millions de dollars pour acheter la "campagne gagnante" classique, la classe politique passe une grande partie de son temps à collecter des fonds, c'est-à-dire à prodiguer des baisers aux derrières des entreprises et des super-riches, en leur promettant implicitement de faire mieux que les candidats alternatifs que les entreprises et les super-riches pourraient acheter.

Rappelez-vous le principe n°1 du néoféodalisme de Smith : si les citoyens ne peuvent pas remplacer un gouvernement kleptocratique autoritaire et/ou limiter le pouvoir de l'aristocratie financière par les urnes, la nation n'est une démocratie que de nom.

La réalité que notre gouvernement élu ne répond pas aux électeurs a été bien établie : Testing Theories of American Politics : Elites, groupes d'intérêt et citoyens moyens.

La politique a été réduite à prétendre servir le public tout en servant de serviteurs à une autocratie néo-féodale. Le public serait bien servi en éliminant les artifices et les faux-fuyants et en révélant qui est aux commandes.

Notre "démocratie" n'est rien d'autre qu'une vente aux enchères sur invitation du pouvoir politique sous couvert

de belles excuses. La politique a toujours été une affaire d'argent, ce n'est donc pas nouveau ; j'aimerais bien servir l'intérêt public mais bon sang, je dois réunir 30 millions de dollars pronto ou je perdrai ma place au banquet ; nous sommes le parti de l'idéalisme noble et du service public, bla bla bla.....

L'Amérique n'est rien d'autre qu'un vaste cloaque moral dont on dit au public qu'il est un étang immaculé de merveilles. La religion séculaire, c'est l'intérêt personnel déguisé en bienveillance, le profit vendu comme une "valeur", la fraude emballée comme de la "finance" et les monopoles rapaces commercialisés comme des "entreprises".

Beaucoup se demandent pourquoi la nation se fracture, mais peu prennent la peine de considérer l'effondrement de la légitimité morale comme un facteur essentiel. Quelqu'un se demande-t-il pourquoi la confiance dans les institutions et le gouvernement s'est effondrée ? La raison est que ces institutions sont devenues un peu plus que des rackets enrichissant les initiés et les intermédiaires ; elles ont perdu la légitimité morale qui est la base fondamentale de la démocratie et d'une économie de marché.

Comme je l'explique dans mon nouveau livre *Global Crisis, National Renewal : A (Revolutionary) Grand Strategy for the United States*, la vertu civique est le fondement de la cohésion sociale. Une fois que la légitimité morale et la vertu civique - l'obligation des élites de servir le bien commun - ont été perdues, la cohésion sociale s'effiloche et la nation tombe.

Ceux qui attendent que la réforme du financement des campagnes ait des conséquences positives se bercent d'illusions. Le système est au service de la corporatocratie et des super-riches, point final, et ceux qui sont au pouvoir n'ont aucun intérêt à faire plus que de présenter des simulations de "réforme" pour générer l'illusion éphémère que nous ne vivons pas dans une autocratie néo-féodale.

Tout ce que nous aurons, c'est une autocratie néo-féodale jusqu'à ce que nous arrêtons de voter pour des candidats qui acceptent les contributions des entreprises et des organisations de façade des super-riches. Rien ne changera pour le mieux en Amérique jusqu'à ce que seuls les candidats qui n'acceptent aucun dollar des entreprises et des super riches gagnent les élections et que tous les candidats qui ont accepté de l'argent corrompu et ont essayé de le cacher perdent haut la main.

Nous n'avons pas besoin d'une autre réforme de campagne édentée ; nous avons besoin d'une population qui commence à voter exclusivement pour des candidats qui n'acceptent que de petites contributions du public et qui n'acceptent absolument aucun dollar des entreprises et des super riches. Tout ce théâtre politique fastidieux ne sert qu'à masquer ce qui compte vraiment : la différence entre la légitimité morale durement acquise et la corruption intéressée de l'autocratie néo-féodale.

Si nous n'avons plus la capacité de faire la distinction entre la légitimité morale et la corruption intéressée, alors nous pourrions aussi bien éliminer l'intermédiaire et voter directement pour Pfizer ou Merck. Au moins, la corruption, le néo-féodalisme et l'autocratie seraient enfin transparents.

Allez, Merck : financez un nouveau stade pour nos gladiateurs et vous aurez mon vote.

▲ [RETOUR](#) ▲

La véritable menace pour la démocratie est la corruption de l'inégalité des richesses

Charles Hugh Smith Lundi 10 janvier 2022

of two minds.com  charles hugh smith

Essayez de trouver une kleptocratie d'un pays en développement dans laquelle les quelques privilégiés

perçoivent plus de 97 % des revenus du capital. Il n'y en a aucune qui surpasse les États-Unis, la kleptocratie la plus extrême du monde. Nous sommes le numéro 1.

Imaginez une ville de 1 000 adultes et des personnes à leur charge dans laquelle une seule personne détient la grande majorité de la richesse et de l'influence politique. S'agirait-il d'une démocratie ? Imaginez maintenant que 100 de ces 1 000 adultes possèdent 90 % de toutes les richesses, perçoivent 97 % de tous les revenus du capital et détiennent pratiquement tout le pouvoir politique. Comment une société dans laquelle 90% de la population est décapitalisée, privée de ses droits et démoralisée par son impuissance politique peut-elle être une démocratie ?

C'est cela l'Amérique : une autocratie kleptocratique qui sert une minorité aux dépens du plus grand nombre, dépouillant les 90% les plus pauvres sous le couvert d'une "démocratie" frauduleuse dans laquelle seule une minorité exerce un pouvoir réel. Rappelez-vous le premier principe du néo-féodalisme de Smith : si les citoyens ne peuvent pas remplacer un gouvernement kleptocratique et/ou limiter le pouvoir de l'aristocratie financière par les urnes, la nation n'est une démocratie que de nom.

Il est bien établi que notre gouvernement élu ne répond qu'aux super-riches et aux entreprises : Testing Theories of American Politics : Elites, groupes d'intérêt et citoyens moyens.

C'est également un fait que les 10 % les plus riches obtiennent pratiquement tous les gains de la capitale nationale, et que cette richesse est concentrée dans les 0,1 % les plus riches : Monopoly Versus Democracy : How to End a Gilded Age (Monopole contre démocratie : comment mettre fin à l'âge d'or).

Dix pour cent des Américains contrôlent désormais 97 % de tous les revenus du capital du pays. Près de la moitié des nouveaux revenus générés depuis la crise financière mondiale de 2008 sont allés au 1 % des citoyens américains les plus riches. Les trois Américains les plus riches possèdent collectivement plus de richesses que les 160 millions d'Américains les plus pauvres.

Comment un système de gouvernance qui n'est rien d'autre qu'une vente aux enchères de faveurs politiques sur invitation seulement, dans lequel les 0,1 % les plus riches possèdent plus que les 80 % les plus pauvres, peut-il être une démocratie fonctionnelle ? La réponse est que c'est impossible. La politique et le gouvernement ont été réduits à protéger et à enrichir une autocratie néo-féodale tout en prétendant servir le public dépouillé.

Cette concentration extrême de la richesse et du pouvoir n'est pas accidentelle ; les politiques du gouvernement ont généré cette concentration de la richesse qui a vidé la démocratie de sa substance. Les super-riches n'ont pas siphonné 50 000 milliards de dollars de ceux qui gagnent leur vie par le travail de leur propre chef ; les politiques gouvernementales ont aidé et encouragé ce vaste transfert de richesse.

Tendances des revenus de 1975 à 2018 : 50 000 milliards de dollars de revenus ont été transférés à l'aristocratie financière depuis les 90 % des ménages américains les plus pauvres au cours des 45 dernières années.

Les conséquences catastrophiques de cette concentration systémique de la richesse et du pouvoir sont également bien documentées. Par exemple, Human and nature dynamics (HANDY) : Modélisation de l'inégalité et de l'utilisation des ressources dans l'effondrement ou la durabilité des sociétés. L'inégalité extrême entraîne l'effondrement des sociétés, et l'Amérique est désormais une société dominée par l'inégalité extrême.

L'Amérique n'est rien d'autre qu'un vaste cloaque moral dont on dit au public qu'il est un étang immaculé de "démocratie". L'enrichissement personnel est présenté comme "l'œuvre de Dieu", le profit est vendu comme une "valeur", la fraude est présentée comme de la "finance" et les monopoles rapaces sont commercialisés comme des "entreprises".

Les institutions sont devenues un peu plus que des rackets enrichissant les initiés et les quelques personnes les plus riches ; elles ont perdu la légitimité morale qui est la base fondamentale de la démocratie et d'une économie

de marché.

Comme je l'explique dans mon nouveau livre *Global Crisis, National Renewal : A (Revolutionary) Grand Strategy for the United States*, la légitimité morale est le fondement de la cohésion sociale. Une fois la légitimité morale perdue, la cohésion sociale s'effiloche et la nation tombe.

Ce n'est pas par malchance que la financiarisation et la mondialisation ont vidé l'économie et la démocratie américaines et transformé les 90 % de la population les plus pauvres en esclaves de la dette et en ânes fiscaux ; ce sont les politiques gouvernementales mises en œuvre par les élus et les servantes désignées des super-riches. Pratiquement toutes les grandes politiques mises en œuvre par l'un ou l'autre des partis ont servi les intérêts des super riches et des entreprises : les réductions d'impôts ont eu un impact insignifiant sur les 90% les plus pauvres tout en augmentant considérablement la richesse des super riches ; les décisions de la Cour suprême en faveur de la "personnalité" et de la "liberté d'expression" des entreprises (c'est-à-dire le meilleur gouvernement que l'on puisse acheter), et l'éviscération de la règle de droit pour la fraude, la collusion et le détournement de fonds des entreprises ("too big to fail, too big to jail").

L'argent gratuit de la Réserve fédérale pour les financiers distribue des gains de l'ordre de 20 pour 1 en faveur des super-riches : 2 000 milliards de dollars de gains pour les 90 % les plus pauvres, 40 000 milliards de dollars pour les plus riches.

La liste est longue et constitue une preuve douloureuse que le gouvernement élu des États-Unis sert les intérêts d'une minorité supérieure - une réalité masquée par les relations publiques et la partisanerie.

La partisanerie reflète une dynamique structurelle fondamentale : L'Amérique est désormais une société et une économie à deux vitesses. Si vous êtes cadre dans une grande banque d'investissement de Wall Street, vous pouvez truquer les marchés et détourner des milliards et vous n'aurez jamais à faire face à des conséquences juridiques personnelles telles que l'inculpation, la condamnation et l'emprisonnement. (La condamnation de Bernie Madoff était un procès spectacle classique de style soviétique destiné à masquer le fait que des milliers d'autres criminels en col blanc ont conservé leurs gains mal acquis et n'ont subi aucune conséquence).

Mais essayez d'être un employé d'une coopérative de crédit locale et de détourner 5 000 dollars - une peine de prison est très prévisible.

Si un enfant riche et gâté se fait prendre avec de la drogue, l'avocat de maman et papa passe à la vitesse supérieure et obtient une négociation de peine avec sursis. Le gamin issu des 90% les plus pauvres se retrouve dans le goulag de la guerre des drogues. Et ainsi de suite.

L'Amérique est aussi une économie/société régionale à deux vitesses. Lorsqu'une société s'agenouille et vénère la financiarisation et la mondialisation, elle donne tout le pouvoir politique et financier aux déjà super riches et aux entreprises qui obtiennent 97% des gains de la financiarisation et de la mondialisation.

Étant donné que la majorité des dirigeants d'entreprises et des personnes déjà très riches résident dans les zones métropolitaines côtières, la marée de nouvelles richesses qui se déverse dans les mains d'une minorité stimule les économies de ces régions sélectionnées. Le graphique de Brookings ci-dessous peut ressembler à un graphique de polarisation politique, et superficiellement, c'est évident : les 500 comtés remportés par Biden détiennent 70 % du PIB de la nation, tandis que les 2 500 comtés remportés par Trump détiennent 30 % du PIB de la nation.

La véritable polarisation est économique-financière : il y a deux économies en Amérique et il y a très peu de points communs entre ces deux économies. L'une a grandement bénéficié de la financiarisation et de la mondialisation, tandis que l'autre a été vidée de sa substance et mise à genoux par la financiarisation et la mondialisation.

Comme les revenus et le pouvoir politique vont au capital, la disparité et l'inégalité dépassent de loin la répartition 70/30 décrite dans ce graphique. Le graphique montrant l'explosion de la richesse des milliardaires reflète plus fidèlement l'inégalité en Amérique.

Ce qui manque sur la carte 70/30, c'est le pourcentage stupéfiant de résidents des 500 comtés les plus riches qui sont des précaires vivant de salaire en salaire, les Américains ALICE : Asset Limited, Income Constrained, Employed (actifs limités, revenus limités, employés).

Faut-il s'étonner que les Américains dépouillés qui ressentent leur impuissance soient attirés par une partisanerie virulente ? Plus le mouvement de balancier des inégalités de richesse et de pouvoir est extrême, plus le retour de bâton politique l'est aussi.

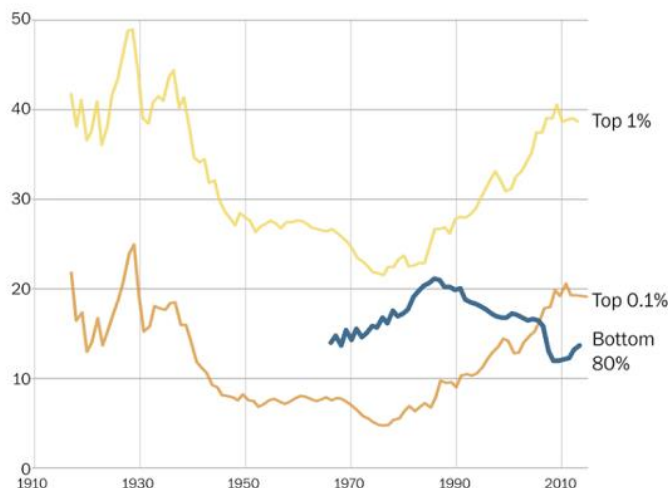
La classe politique américaine n'a aucun plan pour inverser cette tendance destructrice. Le "plan" de nos dirigeants est quelque chose qu'ils connaissent bien : la corruption et la complicité : il suffit d'envoyer une allocation mensuelle de pain et de cirque à tous les ménages déresponsabilisés et décapitalisés, urbains et ruraux, afin qu'ils puissent rester à l'écart des problèmes et ne pas déranger le pillage rentable de l'Amérique et de la planète par les élites.

L'insurrection et le coup d'État ont eu lieu il y a longtemps, lorsque la financiarisation et la mondialisation ont vidé l'économie réelle et déresponsabilisé les 90 % les plus pauvres. Lorsque l'ensemble du palais pourri de la corruption s'effondre en un tas putride, ne cherchez pas plus loin la cause que les extrêmes inégalités de richesse et de pouvoir qui ont fait de la "démocratie" une façade commode pour le dépouillement des 90% du bas.

Essayez de trouver une kleptocratie du monde en développement dans laquelle les quelques personnes les plus riches collectent plus de 97% des revenus du capital. Il n'y en a aucune qui dépasse les États-Unis, la kleptocratie la plus extrême du monde. Nous sommes le numéro 1.

The top 0.1% now own more than the bottom 80%

Share of American wealth owned by the top 1%, the top 0.1%, and the bottom 80% of American adults



Sources: Gabriel Zucman, World Inequality Database

THE WASHINGTON POST

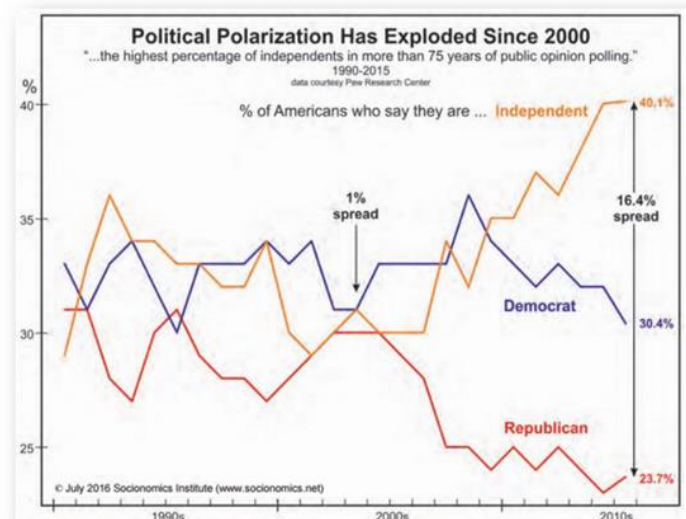
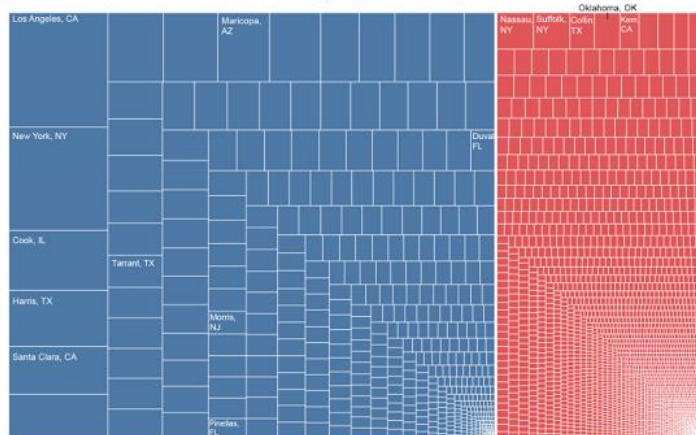


Figure 1. Candidate's share of 2018 Gross Domestic Product (GDP) by county in the 2020 presidential election

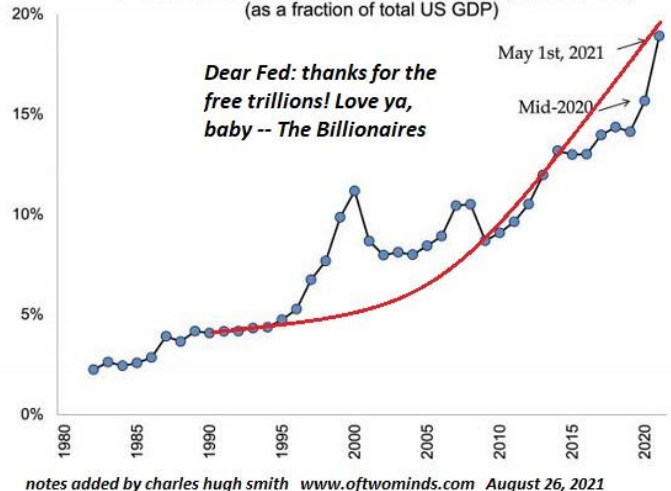
■ The less-than-500 counties won by Joe Biden generated 70 percent of America's GDP in 2018
■ The more-than-2400 counties won by Donald Trump generated 29 percent of America's GDP in 2018



Source: Brookings analysis of data from BEA, Dave Leip's Election Atlas, and The New York Times.

B Metropolitan Policy Program
at BROOKINGS

Wealth of the top 400 wealthiest Americans (top 0.00025%)
(as a fraction of total US GDP)



notes added by charles hugh smith www.oftwominds.com August 26, 2021

▲ RETOUR ▲

.La fin de la monnaie fiduciaire ne détruira pas l'État

Ryan McMaken 01/06/2022 Mises.org



MISES WIRE



Un certain même est devenu populaire parmi les défenseurs de l'or et des crypto-monnaies. Il s'agit du même "**Fixez la monnaie, réparez le monde**". Ce slogan repose sur l'idée qu'en passant à une certaine monnaie marchandise - qu'il s'agisse de crypto ou de métal - et en abandonnant la monnaie fiduciaire, le monde s'améliorera grandement.

Pris dans sa forme modérée, bien sûr, ce slogan est indiscutablement correct. **La monnaie contrôlée par l'État est immorale, dangereuse et appauvrissante. Elle ouvre la voie au vol par l'État de la richesse privée par le biais de la taxe par l'inflation, et permet ainsi à l'État de faire davantage ce qu'il fait le mieux : faire la guerre, tuer, emprisonner, voler et enrichir les amis du régime aux dépens de tous les autres.** Privatiser le système monétaire et imposer une "séparation de l'argent et de l'État" permettrait de limiter ces activités.

Mais il est également important de ne pas surestimer les avantages de retirer l'argent des mains de l'État. La tentation de pousser l'idée de "réparer le monde" à des niveaux utopiques est souvent observée chez les maximalistes des crypto-monnaies, ainsi que chez certains promoteurs de l'or.

Par exemple, au moins un enthousiaste du bitcoin pense que le bitcoin entraînera "la fin des États-nations". Et dans un paragraphe particulièrement exagéré d'un autre promoteur du bitcoin, on nous dit que la crypto-monnaie va essentiellement guérir tous les maux, de la pauvreté à la corruption en passant par la destruction de l'environnement.

L'idée que le passage à une autre monnaie mettra fin d'une manière ou d'une autre au vol, à la pauvreté ou même à la guerre est le genre de pensée messianique qui aurait donné du fil à retordre aux marxistes de la vieille école.

Oui, nous pouvons tous convenir que si nous "améliorons l'argent", nous "améliorons aussi le monde". Mais ce n'est pas en supprimant le monopole de l'argent de l'État que les États plieront leur tente et s'enfuiront dans la

nuit. (Et, inutile de dire que le simple fait de changer l'argent ne fera pas non plus disparaître la mauvaise nourriture ou la pauvreté).

Les États existaient avant que les États ne prennent le contrôle de l'argent. Et ils existeront encore après, à moins que de profonds changements idéologiques ne se produisent également.

Les États sont antérieurs à la monnaie fiduciaire

Dans un essai récent pour mises.org intitulé "*Comment les gouvernements ont pris le contrôle de la monnaie*", j'ai exploré les débuts de l'histoire de l'État européen et le long processus par lequel les États ont progressivement affirmé leur contrôle sur la monnaie et le système financier. Il est toutefois significatif de constater que le pouvoir de l'État s'est accru bien avant que les États n'établissent quoi que ce soit qui ressemble à un véritable monopole sur le système monétaire - ou le pouvoir de créer de la monnaie fiduciaire.

En d'autres termes, les États ont longtemps précédé les monopoles monétaires dont ils jouissent aujourd'hui. Au cours des XVI^e et XVII^e siècles - sans le bénéfice des monnaies fiduciaires - les États ont créé pour la première fois d'énormes armées permanentes. Ils ont établi des économies mercantiles. De nombreux souverains ont réussi à mettre en place de vastes bureaucraties au service des États absolutistes. Les États étaient centralisés à un degré qui n'avait pas été vu en Europe occidentale depuis les Romains. C'était une période d'énormes gains dans la construction de l'État pour les princes et leurs agents.

Pourtant, ces États ne pouvaient pas "imprimer de la monnaie" ni profiter des avantages de la monnaie fiduciaire, sauf dans des cas très limités et de courte durée. En effet, cette période d'immense croissance étatique était également une période de monnaies "concurrentes" et "parallèles" au cours de laquelle une grande variété de pièces d'or et d'argent - pour la plupart étrangères - étaient en concurrence à l'intérieur des frontières d'un même État. De nombreux efforts déployés par les régimes pour émettre une monnaie douteuse et dévaluée ont échoué parce qu'il y avait tant d'alternatives. Mais cela n'a pas empêché Louis XIV, par exemple, de mettre sur pied un État puissant.

Ainsi, lorsque nous nous posons la question "*Les États peuvent-ils survivre sans monnaie fiduciaire ?*", la réponse est clairement "*Tout porte à croire que oui*".

Les États peuvent toujours taxer sans monnaie fiduciaire

L'existence et la santé de l'État ne dépendent pas de la monnaie fiduciaire ou de l'inflation monétaire. Ces éléments aident un État, certes, mais ils ne sont pas essentiels à l'équation. **Ce qui compte vraiment, c'est plutôt la capacité d'utiliser le monopole de l'État sur les moyens de coercition pour s'emparer des ressources.**

Le grand historien de l'État **Charles Tilly** a noté qu'"*aucun État ne dure longtemps*" sans la capacité de s'engager dans "l'extraction" ou "de tirer de sa population soumise les moyens d'affirmer, de réchauffer et de protéger" ¹.

Bien entendu, pour la plupart des lecteurs modernes, "extraction" signifie simplement "imposition". Mais historiquement, il peut aussi signifier d'autres choses. Les États peuvent extraire des ressources en exigeant un tribut en paiement des services de "protection" qu'un État est censé fournir. Il peut s'agir d'un paiement effectué par un gouvernement local au gouvernement central. Les États possèdent également souvent de grandes quantités de terres et d'autres biens. Cela signifie que les États peuvent extraire directement des ressources par le biais de loyers, de baux et de droits. Les États peuvent également accorder des monopoles à des organisations nominalement "privées" qui fournissent des avantages tangibles et intangibles à l'État (c'est une tactique courante dans des systèmes comme le mercantilisme). Rien de tout cela ne nécessite une monnaie fiduciaire ou un monopole de la production d'argent. Tout cela exige simplement que les États disposent de la force coercitive

nécessaire pour percevoir des impôts, des loyers, des tributs et d'autres avantages.

Certains défenseurs des crypto-monnaies ont néanmoins tenté de prétendre que lorsque le système financier sera décentralisé par les réseaux de crypto-monnaies, les États seront en quelque sorte incapables de taxer. Cela fonctionnerait si les ressources ne prenaient aucune autre forme que la monnaie. Mais ce n'est pas le cas. Puisque les êtres humains sont des êtres physiques - avec des besoins de nourriture, d'eau, d'abri, de chauffage, etc. - l'État doit seulement se concentrer sur la taxation et le contrôle des biens physiques. Cela déplacerait certainement la charge fiscale du secteur financier vers les biens physiques, mais cela ne mettrait pas fin à la capacité de taxer.

Au contraire, si les États se retrouvent avec moins d'accès à l'économie monétisée, ils augmenteront les taxes sur l'immobilier, le commerce de détail, le carburant et le capital physique difficile à déplacer. Ces États pourraient même exiger que ces paiements soient effectués dans la monnaie préférée de l'État, assurant ainsi le maintien de la monnaie contrôlée par l'État, même si cette monnaie est une monnaie moins préférée dans un cadre concurrentiel. Ceux qui refusent d'obtempérer verraient leurs biens confisqués sous la menace d'une arme d'État.

Faire la guerre : La pièce maîtresse du puzzle

Enfin, nous devons nous rappeler pourquoi les États ont besoin d'extraire toutes ces ressources pour commencer. L'une des raisons, bien sûr, est que l'extraction de ressources engendre d'autres extractions de ressources. Une fois qu'un État dispose d'une armée de collecteurs d'impôts et de régulateurs, il est plus facile d'étendre encore l'extraction des ressources. Heureusement - du point de vue de l'État - cela ne nécessite qu'une fraction des recettes totales. De plus, on peut compter sur l'enthousiasme de nombreux contribuables pour s'y conformer.

Une énorme partie de ces recettes - pratiquement la totalité à l'époque précédant l'État-providence moderne - est traditionnellement affectée à ce que Tilly appelle les "*activités minimales essentielles de l'État*". Ces activités sont les suivantes

- *la prise de position : attaquer et contrôler les concurrents et les challengers à l'intérieur du territoire revendiqué par l'État.*
- *la guerre : attaquer les rivaux en dehors du territoire déjà revendiqué par l'État ;*
- *la protection : attaquer et contrôler les rivaux des principaux alliés des dirigeants, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire revendiqué par l'État.*

Ces activités sont les "*compétences essentielles*" des États et constituent également - comme l'a noté Rothbard - les activités aux enjeux les plus élevés pour les États. Les enjeux sont élevés parce que les États qui ne réussissent pas dans ces activités sont généralement des États condamnés. Ainsi, même si les États sont contraints de réduire leur État-providence, ils se battront bec et ongles avant de renoncer à l'une de ces "*activités minimales*".

Historiquement, bien sûr, les États ont été capables d'obtenir plus qu'assez lorsqu'il s'agit d'extraire des ressources pour faire la guerre et assurer la protection de leurs pouvoirs coercitifs. Le monopole de l'argent et de la monnaie fiduciaire n'a jamais été essentiel dans cette équation. Les États se sont montrés très ingénieux lorsqu'il s'agissait d'emprunter, de menacer et de faire de la propagande pour mener des guerres, que ce soit contre des étrangers ou contre leur propre population.

Sur le plan idéologique, bien sûr, les origines de l'État résident en grande partie dans la capacité des agents de l'État à promettre une "protection" contre les menaces étrangères et nationales. Et tant que le grand public croira

que l'État est nécessaire dans cette équation, les États continueront à pouvoir exiger des recettes fiscales, l'obéissance et l'"unité". Si quelqu'un doute que de telles idées sont bien vivantes, il suffit de parler en faveur de la division des États-Unis en plus petits morceaux. Il est probable que l'on entende immédiatement dire que cela ne doit jamais se produire parce que la Chine (ou un autre croquemitaine du jour) représente une menace trop grave pour les "intérêts nationaux" américains. Une "Amérique forte" est nécessaire, nous dit-on. Cette "force", bien sûr, est financée par les impôts.

L'emprise idéologique des États sur le public à cet égard est extrêmement forte. À moins que les idéologies ne changent radicalement, la plupart des gens dans le monde continueront probablement à se tourner vers les États pour se protéger de divers maux perçus. Par conséquent, séparer l'État de l'argent ne changera pas fondamentalement le monde de la géopolitique. Elle ne changera pas le fait que de nombreux États sont immensément populaires et considérés par la population concernée comme importants et bénéfiques. En outre, les sources séculaires de conflit subsisteront. Les tensions ethniques perdureront. Le nationalisme ne disparaîtra pas. Les conflits frontaliers et les luttes pour savoir qui contrôle "légitimement" une bande de côte stratégique ne disparaîtront pas.

Oui, retirer le contrôle de l'argent des mains des politiciens et des bureaucrates est clairement une bonne chose, et devrait être fait rapidement et complètement. Mais cela ne va pas "réparer le monde". Ce n'est qu'une pièce d'un puzzle beaucoup plus grand.

NOTE : 1. Charles Tilly, Coercion, Capital, and European States, AD 990-1992 (Malden, MA : Blackwell, 1992), p. 96.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Coups d'État... pour les nuls

Brouhaha médiatique, verre brisé et anxiété simulée...

Bill Bonner Private Research 10 janvier 2022



Montage de l'image : J-P

Bill Bonner, nous écrit aujourd'hui depuis le Poitou, France...

"Je me tiendrai sur cette brèche. Je défendrai cette nation. Et je ne permettrai à personne de placer une dague sur la gorge de notre démocratie."

~ Joe Biden

Les fêtes de fin d'année sont terminées... maintenant vient le long travail de l'hiver...

Tout d'abord, nous aimerions remercier nos chers lecteurs d'être restés avec nous. Nous essayons quelque chose de nouveau. Du franc-parler. Pas de publicité. Pas de grandes promesses. Si nous traversons **le cyclone qui s'annonce - le cyclone financier/politique** - en gardant notre esprit et notre richesse intacts, nous considérerons que c'est un succès.

Dans les jours à venir, nous vous donnerons également une explication plus complète de notre démarche... et nous remettrons à jour un grand nombre des idées fondamentales que nous avons développées au cours des deux dernières décennies. Elles peuvent sembler un peu exotiques, voire effrayantes, aux nouveaux lecteurs.

Mais ici, au Journal renaissant, nous ne cachons rien.

L'une de nos notions qui relève presque de la trahison, par exemple, est notre vision de la démocratie américaine moderne... et du rôle des grands médias américains dans sa destruction.

La semaine dernière, c'était l'anniversaire de l'"insurrection" du 6 janvier 2021 au Capitole américain. La presse était en mode alarme à fond. Il suffit de googler "Démocratie américaine en péril" et vous obtiendrez des millions de suggestions.

Johns Hopkins et Harvard ont réuni des groupes d'universitaires pour explorer cette idée. Joe Biden, ainsi que la quasi-totalité des polémistes, des politiciens et des collaborateurs de DC de tendance démocrate, ont lancé des avertissements à ce sujet. Des dizaines, voire des centaines, de livres ont approuvé l'idée. L'un des auteurs les plus populaires de Substack, Heather Richardson Cox, écrit :

Le 6 janvier 2021, des insurgés déterminés à renverser une élection et à saper notre démocratie ont porté ce drapeau [le drapeau confédéré] au siège de notre gouvernement.

Quelle horreur !

Au nord, les Canadiens sont inquiets. Ce matin, MSNBC diffuse cette histoire du Globe & Mail de Toronto : "La démocratie américaine pourrait s'effondrer." Il poursuit en disant qu'un dictateur "de droite" pourrait prendre le pouvoir en 2030.

[Un dictateur de "gauche", apparemment, est hors de question].

Le danger est imminent ! The Atlantic, ce parangon de sagesse de l'élite de l'establishment, est d'avis :

L'Amérique est à court de temps

Un an après que Donald Trump a mené ses partisans dans une tentative de coup d'État contre les États-Unis, la nation est toujours sous le coup de cette attaque.

Le coup d'État qui n'a pas eu lieu

Mais nous l'avons tous vu à la télévision. Quel genre de coup d'État était-ce ? L'invasion du Capitole par la foule est apparue comme le contraire d'un véritable coup d'État. Cela ressemblait plus à une prise de pouvoir organisée par les Trois Stooges. **Les envahisseurs n'avaient pas une seule arme.** Pas une seule préparation n'avait été faite - pas de plan... pas de fournitures... pas de conférences de presse... pas de tanks, d'avions, de stations de télévision... rien n'avait été préparé.

Même une foule au QI aussi bas aurait pu faire une recherche sur Internet : "Comment réussir un coup d'état en 10 étapes simples." Cherchez par vous-même, c'est juste là. Apparemment, personne ne l'a fait. Au lieu de cela, la foule sans chef est entrée dans le Capitole, s'est agitée, a pris des selfies, puis... aussi désarmée et perdue que des touristes sans guide, elle est partie.

Personne n'est apparu à la télévision pour annoncer l'état d'urgence et un nouveau gouvernement. La circulation sur le Beltway n'a pas été interrompue. Aucune colonne de véhicules de transport de troupes n'a traversé le pont de la 14e rue.

César a franchi le Rubicon avec une armée de troupes loyales et aguerries à son dos.... après avoir sillonné toute la Gaule, à pied ou à cheval, et vaincu, rendu plus malin et humilié des dizaines de tribus barbares. Il était fort, intelligent et remarquablement ingénieux. Personne ne doutait qu'il était sérieux.

Et M. Trump ? Le 6 janvier 2020, M. Trump était déjà fermement installé sur les rives du Potomac, hamburger et coca light à la main. En tant que commandant et chef de l'ensemble des forces américaines, il aurait pu accepter le baratin des médias sur une "attaque terroriste", appeler l'armée pour rétablir l'ordre... suspendre le transfert du pouvoir... et donner à ses troupes, comme l'a fait le président du Kazakhstan, l'ordre de "tirer pour tuer" quiconque s'y opposerait. Il y avait sûrement au moins un colonel stupide, refusé pour une promotion, qui était assez bête pour suivre ses ordres !

Mais non. Pas de coup d'État. Pas d'atteinte à la démocratie. Rien... sauf un grand brouhaha médiatique, du verre brisé, des simulacres d'anxiété et une femme désarmée, et maintenant morte, abattue à bout portant par un garde du Capitole à la gâchette facile.

Et tu, médias ?

Pourquoi alors les grands médias persistent-ils à présenter l'invasion du Capitole comme ce qu'elle n'était pas ? C'est notre question pour aujourd'hui... et pour demain. C'est une question sur la démocratie consensuelle elle-même... et sur la façon dont elle s'enfonce tête la première dans quelque chose de beaucoup moins "consensuel"... et comment cela est lié à **l'effondrement économique que nous voyons venir.**

Tout d'abord, nous devons élaborer sur une idée que nous tenons pour acquise... et que la plupart des gens tiennent pour absurde. C'est-à-dire que nous ne pensons pas que le droit de vote soit un sujet si brûlant. Peu de gens le diront. Mais si on leur en donne l'occasion, même lors d'une élection très disputée comme en 2016, 43 % des électeurs admissibles ne se sont pas donné la peine de voter.

Nous ne voulons pas utiliser le gouvernement pour forcer les autres à faire ce que nous voulons. Nous apprécierions qu'ils nous rendent la pareille. **Mais beaucoup de gens pensent qu'une " démocratie " est contrôlée par " le peuple ", et que réunir une majorité de ces hurluberlus vous donne le droit de dire à tout le monde ce qu'il faut faire.**

Le grand économiste italien **Wilfredo Pareto** a montré que, **quel que soit le nom que vous donnez à votre gouvernement - une monarchie, une théocratie, une démocratie... cela n'a aucune importance.** Le gouvernement n'est jamais réellement contrôlé par "le peuple". Ils sont trop occupés à essayer de gagner leur vie. Au lieu de cela, il y a toujours un petit groupe d'initiés et de personnes influentes - une élite riche et puissante qu'il appelait **"les renards"** - qui prend les choses en main.

En Union soviétique, dans l'Allemagne nazie, à Cuba et dans d'autres pays totalitaires, ce sont les initiés du Parti. Dans la France pré-révolutionnaire, c'était l'aristocratie. Dans les dictatures de l'homme fort, ce sont les copains, les facilitateurs et les réparateurs. Et dans l'Amérique d'aujourd'hui, l'élite comprend Wall Street, les universités, la Fed, les deux partis politiques, la bureaucratie, les lobbyistes, les groupes de réflexion, les organisations à but non lucratif, le complexe de surveillance militaire/industriel/pharmacologique/médical/social... et notamment la presse.

Ce n'est pas une coïncidence si ce sont les personnes qui possèdent les entreprises publiques américaines... et dont la richesse a augmenté d'environ 30 000 milliards de dollars au cours des 12 dernières années - grâce aux politiques contrôlées par l'élite elle-même.

Ce qui rend une démocratie consensuelle tolérable n'est pas la partie démocratie, c'est sa nature consensuelle. Les gens respectent les opinions des autres et leurs droits de faire d'eux-mêmes et de leurs biens ce qu'ils veulent. Lorsque ce consensus est perdu, le résultat est la misère - une guerre civile... l'oppression... la résistance... un effondrement de la loi et de l'ordre... ou d'autres tendances désagréables.

Suivez l'argent

Le flimflam monétaire est d'un intérêt particulier pour nous. Un de nos dictats du journal : **quand l'argent**

disparaît, tout disparaît. Et à mesure que l'élite resserre son contrôle, elle étrangle inévitablement les affaires et les investissements. Et elle doit aussi corrompre les foules mécontentes avec des stimuli et des cadeaux. Elle a donc besoin de financement, qu'elle obtient généralement en distribuant l'argent de la "presse à imprimer"... ce qui entraîne davantage de mécontentement et de désorganisation économique.

Mais attendez. Quel est le rôle des médias ?

Comme nous le verrons demain, la presse est censée remettre en question l'autorité. Elle est censée représenter le public dans son désir d'aller au fond des choses. Cette guerre a-t-elle vraiment un sens ? Devrions-nous dépenser l'argent du public pour cela ? Pourquoi pensez-vous que les électeurs s'en porteront mieux ?

Mais au lieu de poser les questions difficiles, les médias grand public sont devenus les complices du gouvernement et les principaux propagandistes de l'ensemble du programme de l'élite. Maintenant, ils ne font que transmettre la ligne du parti... même si elle est en contradiction avec la réalité que les gens voient sous leurs propres yeux.

M. Trump n'a jamais été assez intelligent pour être un vrai César. Et la presse le méprisait pour cela. Même quand il disait la vérité, rarement, et si ce n'est que par accident, la presse l'excoriait. Alors, qu'étaient censés penser les électeurs des banlieues ? Pouvaient-ils compter sur l'élite pour compter les votes équitablement... ou sur la presse pour rapporter les résultats honnêtement ?

Et quand le vrai César apparaîtra, le public ne se réjouira-t-il pas ?

Nous n'en savons rien. Mais les médias, après avoir fait un peu de ménage, ne manqueront pas de faire ses louanges.

▲ [RETOUR](#) ▲